

RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

CA des Deux Baies en Montreuillois - Secteur du
Touquet






REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2024

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2024. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service et l'engagement de notre Groupe sur votre territoire.

L'année 2024 a été marquée par de nouvelles manifestations du dérèglement climatique, tant sur la quantité que sur la qualité. En particulier, les inondations et la pluviométrie record ont placé l'eau au cœur de l'actualité. Dans la lignée du plan Eau et des baisses des volumes d'eau consommés en 2023, nous avons observé au cours de l'année 2024 la poursuite de cette tendance baissière. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en préservant l'équilibre économique du service à des conditions acceptables par tous. La préservation de la ressource en eau, l'évolution de notre modèle pour adapter les services d'eau et d'assainissement et embarquer l'ensemble des parties prenantes sont au cœur de nos enjeux.

En 2024, la qualité de l'eau a été une priorité majeure. Nous avons lancé dès novembre 2023 une campagne de détection massive des 20 PFAS, en anticipation de l'obligation des autorités sanitaires, campagne qui s'est terminée en juin 2024. Sous votre autorité, notre priorité est de protéger la santé des usagers en les informant d'une part sur la qualité de leur eau, et d'autre part sur les mesures correctives que vous mettez en œuvre.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont à vos côtés pour assurer la conformité de nos systèmes d'assainissement, et agir proactivement pour minimiser les impacts sur l'environnement et la biodiversité. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément au cadre ambitieux défini dans la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines (DERU2).

S'adapter à la raréfaction des ressources en eau, et promouvoir la performance des systèmes d'eau et d'assainissement sont au cœur de la réforme des redevances des Agences de l'eau. Nos équipes sont engagées à vos côtés pour répondre à ces défis en améliorant le rendement de réseau et en assurant la performance opérationnelle des systèmes d'assainissement. Dès 2024, nos équipes se sont organisées pour vous accompagner afin de mieux mettre en œuvre cette réforme structurante.

Au regard de l'urgence climatique, des besoins d'adaptation du service et pour le développement de votre territoire, nous souhaitons plus que jamais construire avec vous l'avenir de l'eau. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, l'autonomie dans la production électrique via l'usage de panneaux photovoltaïques, ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux événements climatiques. Moins gaspiller l'eau par l'amélioration du rendement de réseau, maîtriser les consommations grâce au télérelevé et à la sobriété, et mieux l'utiliser, par exemple en la réutilisant davantage, nous paraissent être des axes essentiels d'une gestion durable de la ressource.

Notre rapport 2024 reflète notre engagement continu pour la sécurité de nos équipes, l'excellence opérationnelle en ligne avec les engagements pris dans notre contrat, la durabilité environnementale, et votre satisfaction et celle des abonnés. Nous sommes convaincus que c'est ensemble que nous saurons construire l'avenir de l'eau sur votre territoire.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	6
1.1	Un dispositif à votre service.....	7
1.2	Présentation du contrat	8
1.3	Les chiffres clés	9
1.4	Les indicateurs réglementaires 2024.....	10
1.5	Autres chiffres clés de l'année 2024	11
1.6	Le prix du service public de l'assainissement.....	13
1.7	L'essentiel de l'année 2024.....	14
2.	LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION.....	24
2.1	Les consommateurs et l'assiette de la redevance	25
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	26
2.3	Données économiques.....	30
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	32
3.1	L'inventaire des installations.....	33
3.2	L'inventaire des réseaux	38
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	41
3.4	Gestion du patrimoine.....	43
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	48
4.1	Nouvelle réforme des redevances	49
4.2	La maintenance du patrimoine	51
4.3	L'efficacité de la collecte	61
4.4	L'efficacité du traitement	65
4.5	L'efficacité environnementale	85
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	87
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	88
5.2	Situation des biens	91
5.3	Les investissements et le renouvellement	92
5.4	Les engagements à incidence financière	93
6.	ANNEXES.....	96
6.1	La facture 120 m ³	97
6.2	Les données consommateurs par commune	104
6.3	Le bilan qualité par usine	106
6.4	Le bilan énergétique du patrimoine	129

6.5	<i>Annexes financières</i>	141
6.6	<i>Assurances</i>	151
6.7	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	152
6.8	<i>Actualité réglementaire 2024</i>	155
6.9	<i>Glossaire</i>	168

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

<p><u>accueil téléphonique</u></p> <p>09.69.36.72.61</p>	<p>Du lundi au vendredi De 8h00 à 19h00 Le samedi De 9h00 à 12h00 09.69.36.72.61</p>
<p><u>Urgences</u></p> <p>7j/7 – 24h/24</p>	<p>09.69.36.72.61</p>
<p><u>Site d'accueil de Le Touquet</u> <i>108 Rue de Londres</i> <i>62 520 LE TOUQUET</i></p> <p>Horaire d'ouverture au public : Du lundi au vendredi De 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30</p>	

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	ATTIN, BEUTIN, CAMIERS, CAMPIGNEULLES LES PETITES, CUCQ, ECUIRES, ETAPLES, FRENCQ, LA MADELAINE SOUS MONTREUIL, LE TOUQUET PARIS PLAGE, LEFAUX, MERLIMONT, MONTREUIL, NEUVILLE SOUS MONTREUIL, SAINT JOSSE, SORRUS, WAILLY BEAUCAMP
✓ Numéro du contrat	G982H
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/04/2018
✓ Date de fin du contrat	31/12/2029
✓ Liste des avenants	

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	16/07/2024	Intégration de la commune de Camiers + Travaux de stockage des boues
1	23/10/2020	Mise à jour de l'inventaire et intégration-retrait ouvrages - Travaux supplémentaires

Un avenant au contrat est en cours afin d'intégrer de nouveaux postes de relevage au périmètre d'affermage ainsi que des équipements relatifs à une réutilisation des eaux usées traitées sur la STEP de Cucq, différentes obligations réglementaires notamment en matière de suivi de la qualité des effluents ou encore concernant l'obsolescence des lignes de télécommunication. Des substitutions d'engagements du contrat initial sont également intégrées.

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



33 146

Nombre d'habitants
desservis



26 615

Nombre d'abonnés
(clients)



14

Nombre d'installations de
dépollution



79 046

Capacité de dépollution
(EH)



237

Longueur de réseau
de collecte (km)



3 585 078

Volume traité
(m³)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2024

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	30 281	33 146
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	41	41
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	666,7 t MS	829,2 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	3,45 €/m ³	3,30 €/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	25	25
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	5	11
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	410	738
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants	0,00 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	9,21 u/100 km	8,89 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,01 %	0,01 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	96 %	90 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	110	110
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	2,17 %	2,01 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,61 u/1000 abonnés	0,71 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2024

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	12,8 %	10,2 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	19 798	19 981
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	0	183
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	206 232 ml	236 172 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	164	169
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	14	14
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	69 213 EH	79 046 EH
COLLECTE DES EAUX USÉES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	79	130
	Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	9 687 ml	17 804 ml
LA DÉPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	2 968 164 m ³	3 547 042 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	1 517 kg/j	1 699 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	25 287 EH	28 312 EH
	Volume traité	Délégataire	3 206 369 m ³	3 585 078 m ³
L'ÉVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	35,1 t	25,5 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	204,6 t	61,6 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	169,4 m ³	12,7 m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de communes desservies	Délégataire	16	17
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	26 299	26 615
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	26 299	26 615
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	1 433 638 m ³	1 455 147 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	1 433 638 m ³	1 455 147 m ³

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS À L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	81 %	80 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de ETAPLES l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

ETAPLES Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2025	N/N-1
Part délégataire			190,25	182,11	-4,28%
Abonnement			19,24	18,42	-4,26%
Consommation	120	1,3641	171,01	163,69	-4,28%
Part communautaire			161,20	174,80	8,44%
Abonnement			40,00	50,00	25,00%
Consommation	120	1,0400	121,20	124,80	2,97%
Organismes publics			25,20	3,60	-85,71%
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0300		3,60	
Modernisation du réseau de collecte	120		25,20		
Total € HT			376,65	360,51	-4,29%
TVA			37,66	36,05	-4,28%
Total TTC			414,31	396,56	-4,28%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			3,45	3,30	-4,35%

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2024

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Système d'assainissement de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

Réseaux de collecte Cucq

28 octobre

Refoulement PR Bellevue accroché suite à un forage dirigé Enedis

Réseaux de collecte Le Touquet Paris Plage

23 Janvier 2024

casse collecteur Angle Oyats / Maréchal Leclerc

Juin 2024

PR Canche : Renouvellement de la P2 + vanne isolement du PR

18 Novembre 2024

casse DN 200 Boulevard Atlantique

11 décembre

déversement de béton Rue de la Reine Victoria

Réseaux de collecte Merlimont

16 juin

Casse réseau EU Avenue de la plaine

Usine de dépollution de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

4 au 6 juin

Entretien annuel et remplacement des lampes de la désinfection par le fabricant.

26 juillet

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

30 juillet

Déversement au milieu naturel en entrée d'usine (point A2) consécutif à une rupture du 24 volt (alimentation des arrêts d'urgence et autres équipements de sécurité) suite à une micro-coupure ENEDIS impactant le secteur d'étaples-sur-Mer.

9 octobre

Un porté à connaissance concernant le devenir de la file boues est transmis à la Police de l'Eau pour validation.

En retour, la DDTM refuse de valider précisant que les changements apportés à la gestion des boues sur les stations de Camiers et de Cucq sont significatifs par rapport aux dossiers initiaux.
Il est nécessaire de nous soumettre deux dossiers de demande d'autorisation environnementale modificatifs pour autoriser cette nouvelle gestion des boues.

Système d'assainissement de Montreuil-sur-mer

Réseaux de collecte

janvier 2024

Inondation de la Canche: Réseau inondé

Usine de dépollution de Montreuil-sur-Mer

janvier 2024

Inondation de la Canche: Réseau inondé, arrivée importante d'eau claire.

Station inaccessible pendant plusieurs semaines.

Pas d'arrêt du process mais impossibilité de livrer les réactifs sur la STEP



9 juillet

Déversement au milieu naturel (La Canche) au poste de relevage Saint-Gengoult (point A2) consécutif à des perturbations sur le réseau électrique.

Aucun impact n'a été constaté sur la qualité des eaux de baignade des communes de Camiers, du Touquet Paris Plage, Cucq et Merlimont.

4 septembre

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

12 septembre

Renouvellement de la brosse d'aération n°2.

Système d'assainissement de Camiers

Usine de dépollution de Camiers

23 août

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

août

Casse du tapis de convoyage des boues déshydratées.

Ce problème étant structurel, une étude est lancée afin de connaître le devenir de la file boues.

A partir de ce moment, les boues liquides sont transférées vers la STEP de Cucq pour y être traitées sur la file boues.

9 octobre

Un porté à connaissance concernant le devenir de la file boues est transmis à la Police de l'Eau pour validation.

En retour, la DDTM refuse de valider précisant que les changements apportés à la gestion des boues sur les stations de Camiers et de Cucq sont significatifs par rapport aux dossiers initiaux.

Il est nécessaire de nous soumettre deux dossiers de demande d'autorisation environnementale modificatifs pour autoriser cette nouvelle gestion des boues.

Système d'assainissement de Lefaux

Nouvel Arrêté Préfectoral ordonnant des prescriptions particulières en date du 18 avril 2024.

Avec l'accord de la Police de l'Eau, les seuils de conformité seront appliqués en 2025. Les fréquences de prélèvement restent inchangées.

Usine de dépollution de Lefaux

26 juin

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

Système d'assainissement de Frencq - Clos Saint-Martin

janvier

Inondation de l'armoire électrique, remise en service le 26 janvier.

1.7.2 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2024 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

- **LA REFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU**

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 -

2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1er janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024

• **LE REPERAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX**

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Ce texte parachève le corpus réglementaire lié au risque amiante également actualisé par différentes publications et recommandations.

Nous attirons notamment votre attention sur une publication en 2024 par l'INRS de mesures de l'empoussièrement en amiante généré par la technique d'hydrocurage. Il s'en est suivi de nouvelles préconisations de prévention qui impacteront les services d'assainissement.

• **PREVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RESEAUX**

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre

2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Les mesures à venir :

- En 2026 : Cartographie en classe A pour les réseaux sensibles : sont concernés tous les ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité implantés sur l'ensemble du territoire ainsi qu'aux ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE.
- En 2032 : Classe A pour la totalité des plans : sont concernés tous les ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire.

• **RESILIENCE DES SERVICES ET CYBERSECURITE**

Un projet de loi a débuté son parcours législatif au parlement à l'automne 2024. Ce projet inclut la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security). Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

Enfin, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 "compromissions" dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

• **REVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RESIDUAIRES URBAINES : DE NOUVEAUX DEFIS A RELEVER ?**

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH, avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;

- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

• **REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES : DES POSSIBILITES D'USAGES ELARGIES AU BENEFICE DE LA SOBRIETE HYDRIQUE !**

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

Cet objectif a été rappelé dans l'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau. En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024 (JO du 25 janvier 2024) puis le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024)** fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024 (JO du 13 juillet 2024)** encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.
- D'autres textes mis en consultation en 2024 sont toujours attendus pour publication dont l'arrêté visant à encadrer la réutilisation des eaux usées traitées pour des usages urbains (nettoyage de rues, hydrocurage, ...).

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

• **PLAN GOUVERNEMENTAL PFAS**

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique.

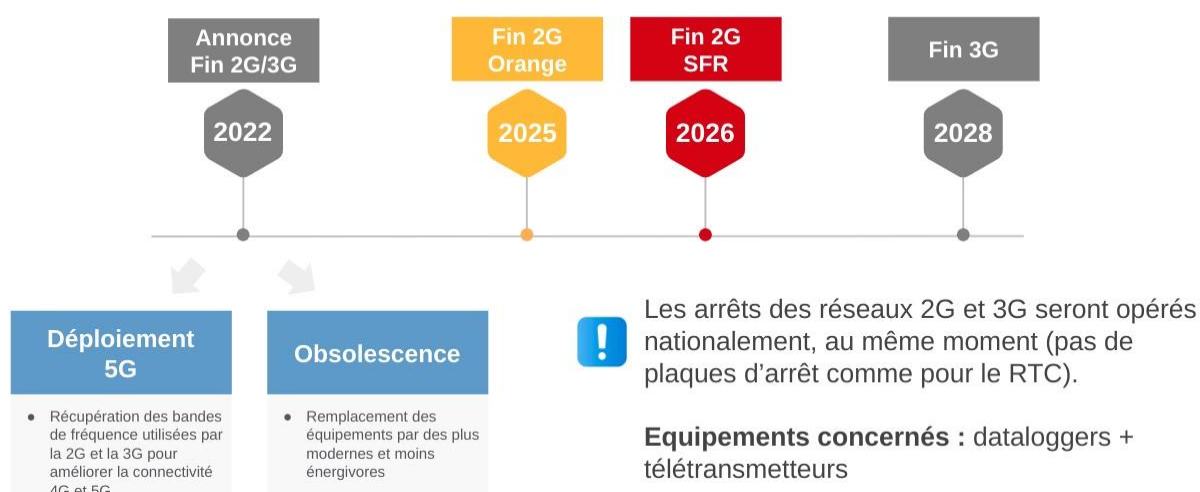
En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues. A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE).

• FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

1.7.3 Propositions d'amélioration

- ✓ La réforme des redevances des agences de l'eau qui entre en vigueur en 2025 se traduit par la mise en place d'une redevance de performance des systèmes d'assainissement à laquelle la collectivité est assujettie, et dont le montant pourra être largement minoré (jusqu'à 70%) en fonction de la performance de vos systèmes de collecte et de traitement des eaux usées.

L'introduction du critère de performance sera progressive :

- en effet pour la redevance 2025 qui fera l'objet d'une déclaration et d'un paiement en 2026, le coefficient de modulation a été fixé forfaitairement par voie réglementaire à 0,3 ;
- en revanche, à partir de la redevance 2026 qui sera déclarée et payée en 2027, le coefficient de modulation réel sera pris en compte, sur la base des données techniques 2024.

L'évaluation de la performance dans le calcul de la redevance porte sur trois domaines principaux : l'autosurveillance des réseaux et usines, la conformité réglementaire et l'efficacité du système (rendements épuratoires et traitement des boues notamment).

En particulier, les obligations se renforcent sur le premier domaine de l'autosurveillance, avec notamment l'obligation de contrôle technique tous les 2 ans par un organisme compétent du dispositif d'autosurveillance, de nouveaux modèles de manuels d'autosurveillance à utiliser, et la production de rapports de bilan 24h requise pour les stations entre 200 et 2000 EH.

Dans ce cadre, nous nous rapprocherons de vos services afin d'étudier les projets, travaux ou prestations qui pourraient être nécessaires pour sécuriser dans la durée le meilleur niveau de performance de votre système d'assainissement et répondre aux nouvelles attentes de la réglementation, et de prendre en compte les conséquences économiques de la réforme sur le contrat.

- ✓ Veolia a développé une méthode d'analyse de risque sur le patrimoine électro-mécanique qui permet d'identifier les équipements les plus exposés aux risques et de dimensionner des programmes de renouvellement pertinents et objectifs. En application de cette méthodologie, nous pourrions vous proposer une évolution de nos programmes de renouvellement.

Système d'assainissement de Cucq – Le Touquet-Paris-Plage

Le réseau de collecte

- ✓ Route de Boulogne à Étaples : le diamètre du réseau DN 150 est insuffisant au regard du bassin de collecte.
- ✓ Il manque des accès au réseau du boulevard Bigot Descellers à Étaples vers le PR Bel Air. ITV à prévoir si possible pour identification des tampons.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Cucq

- ✓ Le dépotage des matières de curage est inutilisable car la vis tamiseuse n'est pas adaptée à ce type de dépotage. Les matières de curage sont actuellement dépotées au poste de matière de vidange. Une modification du poste de réception des matières de vidange est en essai.

Système d'assainissement de Montreuil-sur-Mer

Le réseau de collecte

- ✓ La mise à jour du SIG est en cours afin d'améliorer notre connaissance cartographique.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Montreuil-sur-Mer

- ✓ Nous constatons des mouvements du génie civil (silo à chaux)
- ✓ Les pieux commencent à ressortir sur la voirie. Il conviendrait de refaire le bitume.
- ✓ Des intrusions ont lieu sur l'enceinte de l'usine. Une télésurveillance serait nécessaire.

Système d'assainissement de Camiers

Le réseau de collecte

- ✓ Quartier des Garennes à Camiers : suite à de premières investigations, il a été constaté de nombreux problèmes de présence d'eaux pluviales dans le réseau EU. Des intrusions et des inversions sont à reprendre.
- ✓ PR Maison d'Opale - Camiers : Il a été constaté, dans la bache, la présence de racines qui ont perforé les parois, altérant de fait l'étanchéité de l'ouvrage.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Camiers

- ✓ La résine à l'intérieur du bac de rétention de chlorure ferrique s'use et se détache. L'application d'une nouvelle résine est préconisée.
- ✓ La filière boue est obsolète, (process, tapis de convoyage) et une réflexion est en cours pour transférer les boues liquides vers la STEP de Cucq

2.

LES
CONSOmmATEURS
ET LEUR
CONSOmmATION



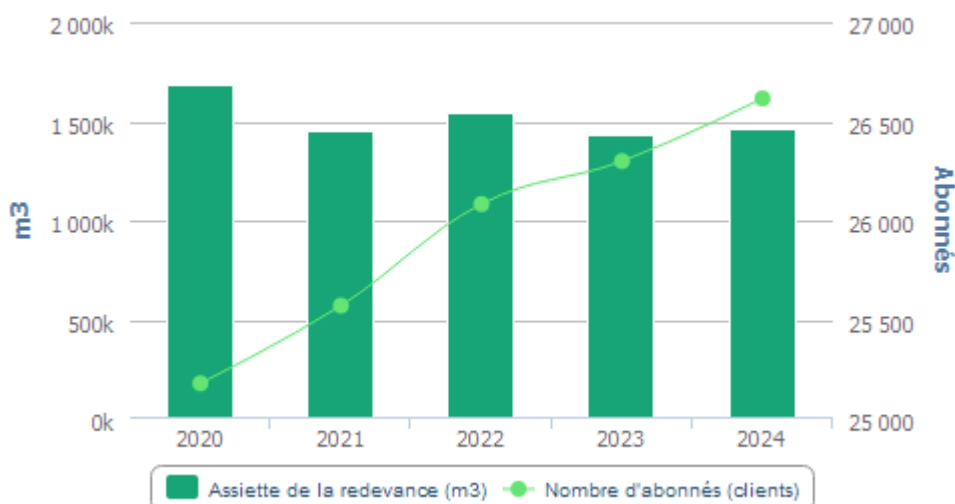
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	25 179	25 571	26 083	26 299	26 615	1,2%
Abonnés sur le périmètre du service	25 179	25 571	26 083	26 299	26 615	1,2%
Assiette de la redevance (m3)	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638	1 455 147	1,5%
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638	1 455 147	1,5%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	257	353	378	381	290	-23,9%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	2 392	1 973	1 799	1 765	1 625	-7,9%
Taux de mutation	9,6 %	7,8 %	7,0 %	6,8 %	6,2 %	-8,8%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

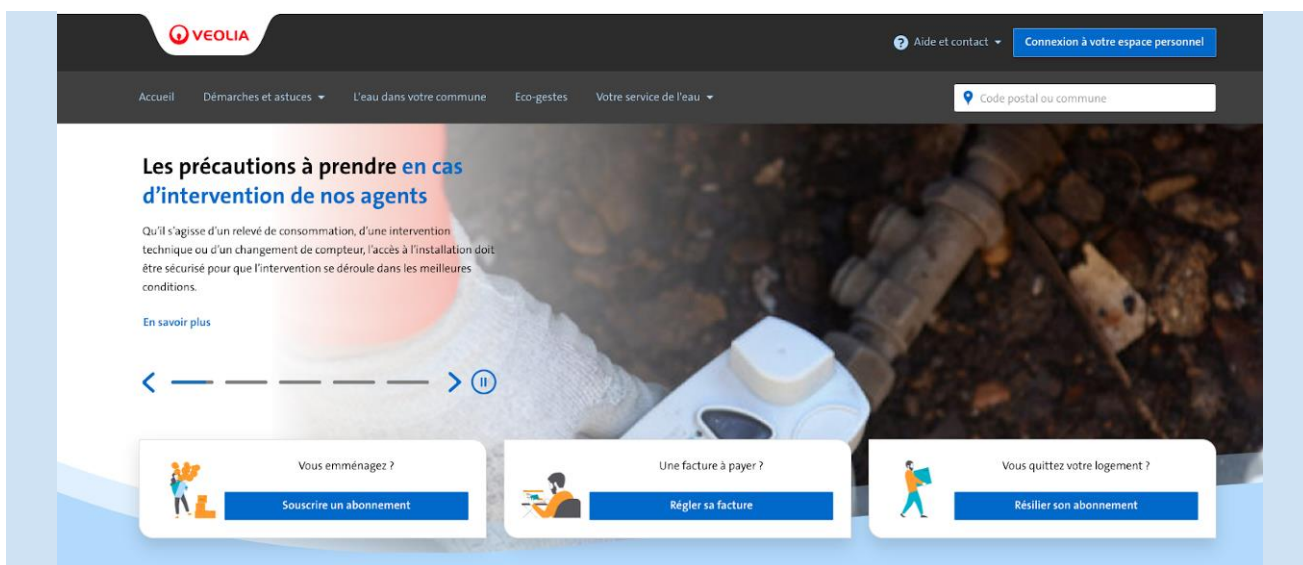
Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.



Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.



Plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

Les “bons réflexes” sont également détaillés afin de réduire l’impact des rejets sur le milieu naturel.

[**Notre nouvel outil de gestion des relations clients**

Nous avons modernisé notre outil logiciel de gestion des relations clients pour simplifier les démarches et rendre nos services plus réactifs.

Les évolutions mises en place permettent par exemple :

- un choix des dates de prélèvement et de mensualisation en ligne, à tout moment par l’usager ;
- une possibilité de télécharger directement des justificatifs de domicile ;
- de diminuer les délais entre le relevé de compteur et la réception de la facture par le consommateur.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l'Association Française de la Relation Client (AFRC) et l'Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d'un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d'un audit initial de l'AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxéville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- **La multiplicité de nos contacts avec les consommateurs**

Que les demandes des consommateurs soient exprimées par téléphone, courrier, mail, et quel qu'en soit le motif, elles sont systématiquement enregistrées et qualifiées par les conseillers consommateurs.

Le suivi des demandes clients est ainsi total, les conseillers pouvant aisément avoir connaissance des précédentes demandes d'un consommateur ou bien le renseigner sur leur instruction.

Canaux de communication utilisés par les consommateurs

Canal du contact	Nombre de demandes
Téléphone	1 223
Internet	491
Courrier	97
Visite en Agence	74

Objet des demandes des consommateurs

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Intervention	64
Autres	151

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les

services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Satisfaction globale	85	78	80	81	80	-1
La continuité de service	94	92	93	91	91	0
Le niveau de prix facturé	64	52	55	58	58	0
La qualité du service client offert aux abonnés	83	78	82	77	77	0
Le traitement des nouveaux abonnements	90	82	78	78	79	+1
L'information délivrée aux abonnés	77	75	77	73	74	+1

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2024 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux d'impayés	2,11 %	2,15 %	2,10 %	2,17 %	2,01 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	91 576	106 579	101 301	110 531	88 990
Montant facturé N - 1 en € TTC	4 341 407	4 952 565	4 823 033	5 098 444	4 424 342

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2024, le montant des abandons de créance s'élevait à 738 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	2	13	9	5	11
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	55,85	1 257,87	713,71	410,31	737,75
Assiette totale (m3)	1 681 506	1 445 695	1 543 101	1 433 638	1 455 147

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

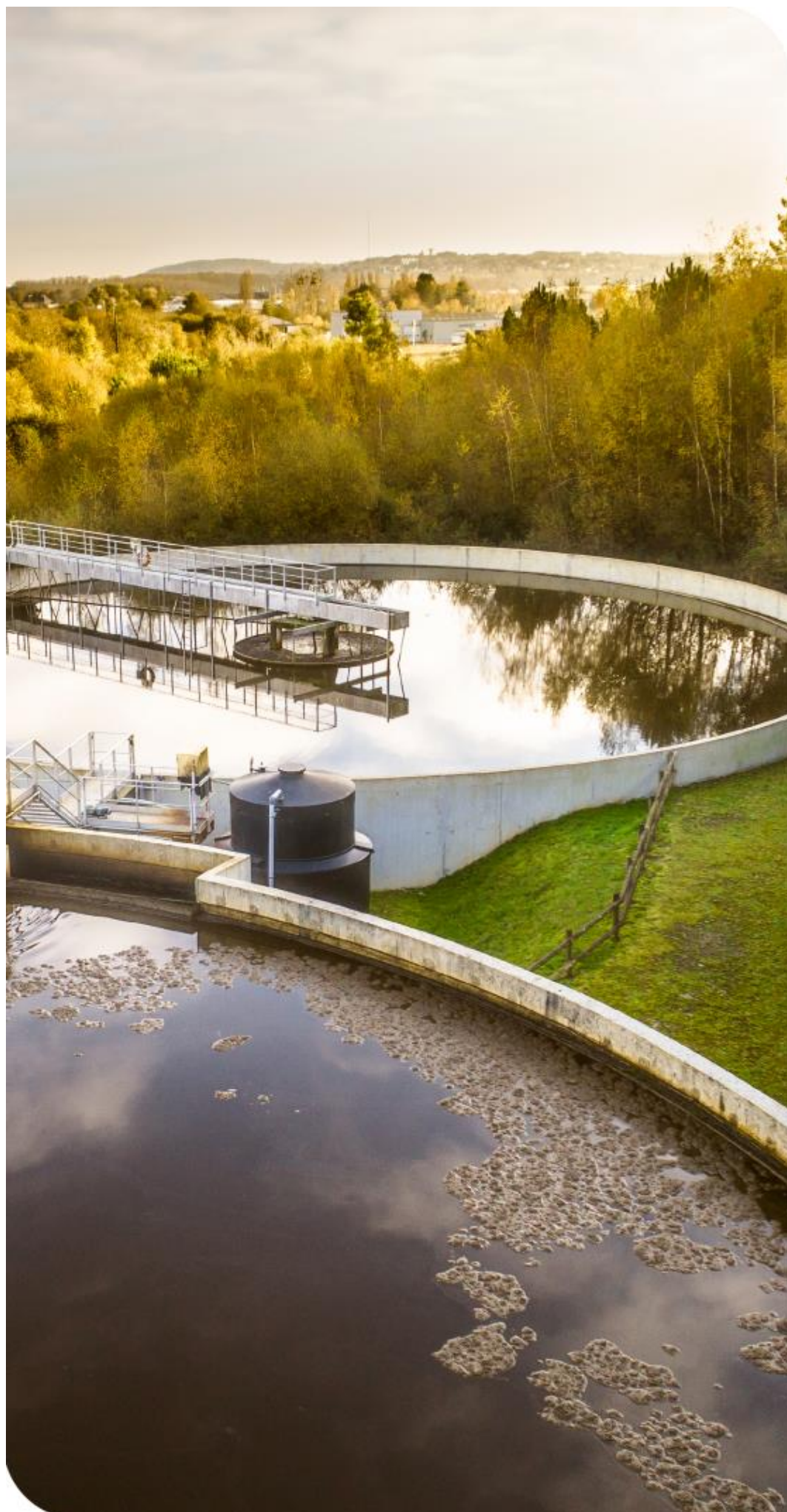
→ ***Les échéanciers de paiement***

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	637	662	551	443	552

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Mini Step-Beutin-La Balastierre	3	50	
Mini Step-Beutin-Rue De La Gare	6	100	
Mini Step_De_Montcavrel	4	60	
Mini Step_Frencq_Le Clos Saint-Martin	5	80	
Mini Step-FRENCQ-Les Crapauds_lotissement_communal	7	120	
Mini Step_Saint Josse_Résidence Ermitage	4	60	
Mini Step_Tubersent_Coquelicots	7	120	
Mini Step-Wailly Beaucamp-Monthodion	6	100	
Mini Step-Widehem-Les Eoliennes	3	50	
Mini Step-Widehem-Orée du Bois	3	50	
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	432	8 000	3 600
Station d'Epuration_Camiers	590	9 833	2 000
Station d'Epuration_Cucq	3 600	60 000	28 800
Step_De_Lefaux	25	423	71
Capacité totale :	4 695	79 046	34 471

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR - Rang du Fliers - Pesticides Baches eaux salles (PROV)	Non	
PR EP_Merlimont_Parc A Bateaux	Oui	72
PR_Attin_Acacias(NA)	Non	
PR_Attin_Camping Canteraine	Non	24
PR_Attin_Margueritte	Non	78
PR_Attin_RN 39	Non	43
PR_Attin_Wood Stock(Antiquaire)	Oui	
PR_Beaumerie Saint Martin_Route Nationale_Injection 3 (NA)	Non	
PR_Beaumerie Saint Martin_6_Route Nationale_Injection 2 (NA)	Non	
PR_Beaumerie Sant Martin_Marais (NA)	Non	
PR_Beaumerie_Saint Martin_7_Route Nationale_Injection 2 (NA)	Non	
PR_Beutin_Mairie (NA)	Non	
PR_Beutin_Rue De La Cavée	Non	
PR_Camiers_Allée Des Colverts	Non	19
PR_Camiers_Rue De La Planche	Non	13
PR_Camiers_Allée Des Bouleaux	Non	8
PR_Camiers_Boulevard Des Avocettes	Non	30
PR_Camiers_Camping Sainte Cécile	Non	57
PR_Camiers_Chemin Des Bateaux	Non	50
PR_Camiers_Esplanade	Non	71
PR_Camiers_Kennedy	Non	
PR_Camiers_La Poste	Non	34
PR_Camiers_Les Rouards	Non	167
PR_Camiers_Poste De Secours	Non	22
PR_Camiers_Résidence Du Gai Logis	Non	37
PR_Camiers_Résidence Des Chardonnerets	Non	7
PR_Camiers_Résidence Les Maisons D'Opale	Non	5
PR_Camiers_Rue Des Hortensias (Azalées)	Non	12
PR_Camiers_Rue Des Sapins	Non	21
PR_Camiers_Saint-Hubert 1	Non	15
PR_Camiers_Saint-Hubert 2	Non	25
PR_Camiers_Salle Des Sports	Non	15
PR_Camiers_Val Des Sablons	Non	147
PR_Campigneulles-Les-Petites_Résidence Ponthieu--CAMPIGNEULLES LES PE	Non	72
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Berck	Non	131
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Sorrus	Non	15
PR_Campigneulles-les-Petites_Rue du Pizet (NA)	Non	
PR_CUCQ STELLA_VICTOR POULAIN (NA)	Non	
PR_Cucq_Allée Daniel	Non	12
PR_Cucq_Allée Des Bouleaux	Non	89
PR_Cucq_Avenue Des Grillons	Non	10
PR_Cucq_Avenue Des Sports (Mairie)	Non	10
PR_Cucq_Boulevard de la Mer (WC Public Esplanade) (NA)	Non	
PR_Cucq_Camping De La Mer	Non	17
PR_Cucq_Impasse Bellevue	Non	100
PR_Cucq_Impasse Chemin Michel (NA)	Non	
PR_Cucq_Impasse Duhamel	Non	10
PR_Cucq_Jean Jaures (NA)	Non	
PR_Cucq_Ranch	Non	350

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Cucq_Rendy 10	Non	6
PR_Cucq_Rendy 11	Non	20
PR_Cucq_Rendy 12	Non	9
PR_Cucq_Rendy 13	Non	13
PR_Cucq_Rendy 14	Non	23
PR_Cucq_Rendy 20	Non	20
PR_Cucq_Rendy 21	Non	23
PR_Cucq_Rendy 22	Non	13
PR_Cucq_Rendy 23	Non	33
PR_Cucq_Rendy 24	Non	13
PR_Cucq_Rendy 25	Non	18
PR_Cucq_Rendy 26	Non	13
PR_Cucq_Rendy 27	Non	16
PR_Cucq_Rendy 30-31	Non	16
PR_Cucq_Rendy 32-33	Non	8
PR_Cucq_Rendy 34	Non	11
PR_Cucq_Rendy 35-36	Non	11
PR_Cucq_Rue Des Flaques	Non	40
PR_Cucq_Stella Greenwood 1	Non	8
PR_Cucq_Stella Greenwood2	Non	8
PR_Cucq_Stella Maris	Non	19
PR_Cucq_Stella Pelouses	Non	120
PR_Cucq_Stella Poste De Secours	Non	8
PR_Cucq_Stelle Place De L'Etoile	Non	35
PR_Cucq_Tulipes	Non	15
PR_Ecuire_Marais	Non	72
PR_Ecuire_Marcadée	Non	13
PR_Etaples Sur Mer_Armoise	Non	6
PR_Etaples Sur Mer_Avenue de Rombly	Non	12
PR_Etaples Sur Mer_Bel Air	Non	250
PR_Etaples Sur Mer_Bigot	Oui	56
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 3 Dezoteux	Oui	8
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 5 Lefebvre	Oui	40
PR_Etaples Sur Mer_Camping Pinède	Non	18
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	Oui	40
PR_Etaples Sur Mer_Chemin Des Vaches	Non	30
PR_Etaples Sur Mer_Cimetière	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Collège	Non	22
PR_Etaples Sur Mer_Domaine Des Près	Non	27
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	Oui	15
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 1	Non	29
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 2	Non	4
PR_Etaples Sur Mer_Impasse Bel Air	Non	15
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 1	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 2	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_MDDL (NA)	Non	5
PR_Etaples Sur Mer_Molières	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Opalopolis (NA)	Non	36
PR_Etaples Sur Mer_Palette	Non	30

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Etaples Sur Mer_Piscine EU (jeunes pains)	Non	78
PR_Etaples Sur Mer_Place Jeanne D'Arc	Non	10
PR_Etaples Sur Mer_Pont Rose	Non	100
PR_Etaples Sur Mer_Position	Non	40
PR_Etaples Sur Mer_Rue Tabarly	Non	23
PR_Etaples Sur Mer_Ruelle Du Mont Levin	Non	11
PR_Etaples Sur Mer_Services Techniques	Non	25
PR_Etaples Sur Mer_Tennis Avenue Des Oyats	Non	12
PR_Etaples Sur Mer_Verdun (Prise Temps Sec)	Non	24
PR_Etaples Sur Mer_ZI Valigot	Non	25
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Chemin de la Source (Privé1)	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Chemin du Marais (Privé 2)	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 3	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 4	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 5	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 6	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 7	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 8	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Privé 9	Non	10
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Robinsson	Non	16
PR_Le Touquet_Aéroéjecteur Aqualud	Non	10
PR_Le Touquet_Allée Des Mouettes	Non	20
PR_Le Touquet_Artois (Prise Temps Sec)	Non	14
PR_Le Touquet_Avenue De Picardie	Non	57
PR_Le Touquet_Avenue Des Mille Agrements	Non	21
PR_Le Touquet_Blériot	Non	12
PR_Le Touquet_Canche	Non	350
PR_Le Touquet_Casino Du Palais	Non	21
PR_Le Touquet_Char A Voile Base Sud	Non	5
PR_Le Touquet_Coop Artois	Non	25
PR_Le Touquet_Dunes Au Loup (Centre Equestre)	Non	35
PR_Le Touquet_Ferinel	Non	57
PR_Le Touquet_Foyer Des Travailleurs	Non	25
PR_Le Touquet_François Godin	Non	35
PR_Le Touquet_Grand Hotel (Prise Temps Sec)	Non	18
PR_Le Touquet_Hameau Du Parc	Non	25
PR_Le Touquet_Hippocanche (NA)	Non	
PR_Le Touquet_Hippodrome	Non	18
PR_Le Touquet_Hippodrome Tir A L'Arc (Prise Temps Sec)	Non	17
PR_Le Touquet_Hippotel	Non	20
PR_Le Touquet_Jean Monnet	Non	2
PR_Le Touquet_KARTING	Non	10
PR_Le Touquet_Mairie	Non	49
PR_Le Touquet_Poste De Secours	Non	20
PR_Le Touquet_Suffren (Prise Temps Sec)	Non	18
PR_Le Touquet_18 Juin (Prise Temps Sec)	Non	16
PR_Lefaux_Rue D'Etaples (NA)	Non	
PR_Merlimont_Allée des chardonneret (NA)	Non	
PR_Merlimont_Calvaire	Non	8

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Merlimont_Clos P.E. Damoye	Non	6
PR_Merlimont_Flandres	Non	54
PR_Merlimont_Green	Non	70
PR_Merlimont_Plaines Bouchart	Non	
PR_Merlimont_Poste De Secours	Non	15
PR_Merlimont_Poste De Secours Aéroéjecteur	Non	
PR_Merlimont_Près Collinot	Non	
PR_Merlimont_Résidence le Petit Moulin	Non	18
PR_Merlimont_Rue Dauberge	Non	56
PR_Merlimont_Rue Des Prés Morus	Non	
PR_Merlimont_Ruisseau	Non	100
PR-Montreuil Sur Mer-Paon	Non	
PR_Montreuil-Sur-Mer_La Baconniere	Non	25
PR_Montreuil-Sur-Mer_Preaux	Oui	74
PR_Montreuil-Sur-Mer_Saint-Gengoult	Non	85
PR_Montreuil-Sur-Mer_Thorin	Non	135
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	Non	66
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Chartreuse	Non	128
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Rond Point	Non	56
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Route De Boulogne	Non	32
PR_Sorris_Champs Fleuris	Non	12
PR_Sorris_Impasse Des Fossettes	Non	65

(NA) ouvrage non avenant au contrat mais d'ores et déjà exploité par Veolia.

Autres installations

DO_Le Touquet_Boulevard de la Canche
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	189,2	198,6	201,3	206,2	236,6	14,7%
Canalisations eaux usées (ml)	189 183	198 618	201 309	205 499	235 439	14,6%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	160 442	167 612	170 545	171 415	196 461	14,6%
<i>dont refoulement (ml)</i>	28 741	31 006	30 764	34 084	38 978	14,4%
Canalisations unitaires (ml)				733	733	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>				733	733	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	19 798	19 798	19 798	19 798	19 981	0,9%
Ouvrages annexes						
Nombre de regards	4 137	4 348	4 427	4 469	5 214	16,7%
Nombre de déversoirs d'orage instrumentés	1	2	2	2	2	0,0%

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)	UN refoulement (ml)
Longueur totale (ml) tous diamètres - tous matériaux	196 461	38 978	733	
DN 40 (mm) - PVC		72		
DN 63 (mm) - Indéterminé		1 804		
DN 63 (mm) - Polyéthylène		573		
DN 63 (mm) - PVC		1 145		
DN 65 (mm) - Indéterminé		29		
DN 65 (mm) - Polyéthylène		205		
DN 75 (mm) - Polyéthylène		416		
DN 80 (mm) - Indéterminé		504		
DN 80 (mm) - PVC		294		
DN 90 (mm) - Fonte		126		
DN 90 (mm) - Indéterminé		418		
DN 90 (mm) - Polyéthylène		231		
DN 90 (mm) - PVC		1 797		
DN 100 (mm) - Amiante ciment	38	267		
DN 100 (mm) - Fonte		890		
DN 100 (mm) - Fonte ductile		46		

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)	UN refoulement (ml)
DN 100 (mm) - Indéterminé		4 003		
DN 100 (mm) - Polyéthylène		1 731		
DN 100 (mm) - PVC	17	289		
DN 110 (mm) - Indéterminé		89		
DN 110 (mm) - Polyéthylène		934		
DN 110 (mm) - PVC		137		
DN 125 (mm) - Amiante ciment	54			
DN 125 (mm) - Indéterminé				
DN 125 (mm) - PVC	5			
DN 140 (mm) - Indéterminé		381		
DN 150 (mm) - Amiante ciment	1 348	60		
DN 150 (mm) - Béton	271			
DN 150 (mm) - Fonte	467			
DN 150 (mm) - Grès	20			
DN 150 (mm) - Indéterminé	13 720	227		
DN 150 (mm) - Polyéthylène		234		
DN 150 (mm) - PVC	88			
DN 160 (mm) - Fonte	4			
DN 160 (mm) - Indéterminé	452	178		
DN 160 (mm) - PVC	390			
DN 180 (mm) - Indéterminé		18		
DN 200 (mm) - Amiante ciment	16 265	196		
DN 200 (mm) - Béton	235			
DN 200 (mm) - Fonte	3 649			
DN 200 (mm) - Grès	763			
DN 200 (mm) - Indéterminé	92 609	6 181		
DN 200 (mm) - Polyéthylène		1 197		
DN 200 (mm) - PVC	45 418	463		
DN 250 (mm) - Amiante ciment	1 243	2 634		
DN 250 (mm) - Béton	27			
DN 250 (mm) - Fonte	22			
DN 250 (mm) - Grès	17			
DN 250 (mm) - Indéterminé	4 990	703		
DN 250 (mm) - PVC	26			
DN 300 (mm) - Amiante ciment	1 861			
DN 300 (mm) - Béton	1 226		54	
DN 300 (mm) - Fonte	193			
DN 300 (mm) - Grès	20			
DN 300 (mm) - Indéterminé	3 306	3 104		
DN 300 (mm) - PVC	1 260			
DN 350 (mm) - Indéterminé	223	4 958		
DN 400 (mm) - Amiante ciment	400			
DN 400 (mm) - Béton	165		483	
DN 400 (mm) - Fonte ductile	58			
DN 400 (mm) - Indéterminé	3 506			
DN 400 (mm) - PVC	265			
DN 500 (mm) - Béton	51			
DN 500 (mm) - Indéterminé	278			
DN 600 (mm) - PVC			109	

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)	UN refoulement (ml)
DN 1000 (mm) - Béton			57	
DN 1200 (mm) - Autre	17			
DN indéterminé (mm) - Béton			30	
DN indéterminé (mm) - Indéterminé	1 453	1 920		
DN indéterminé (mm) - Polyéthylène		524		
DN indéterminé (mm) - PVC	41			

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2024, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,01 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	189 183	198 618	201 309	206 232	236 172
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0
Longueur renouvelée par la collectivité (ml)	0	0	0	71	0
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	71	0

Réhabilitation de 71 ml de réseau par la CA2BM en 2023.

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2024 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	25	25	25	25	25

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		38,3 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	0
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	10
Total Parties A et B		45	25
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	
VP260	Localisation des autres interventions	10	
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	
Total:		120	25

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
SECTEUR MONTREUIL		
STEP MONTREUIL		
EAU INDUSTRIELLE	Rénovation	Compte
ENS MOTOREDUCTEUR ET ACCOUPLEMNT BROSSE 1	Renouvellement	Compte
ENS MOTOREDUCTEUR ET ACCOUPLEMNT BROSSE 2	Renouvellement	Compte
AGITATEUR BA NÂ°1	Renouvellement	Compte
AUTOMATE FILE BOUE	Rénovation	Compte
TRANSMISSION DEGRILLEUR	Renouvellement	Compte
PR THORIN		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR FEU ROUGE		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
TRAPPES	Renouvellement	Compte
PR CAMPING - RUE CANTERAIN		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR CLOS DES CHAMPS FLEURY		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR CAMPIGNEULLES - RTE DE BERCK		
POMPE RELEVAGE 2	Renouvellement	Compte
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
DEMARREUR P1	Renouvellement	Compte
DEMARREUR P2	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 1		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 2		

POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 3		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 4		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 5		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 6		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 7		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 8		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR PRIVE 9		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
PR 11 NOVEMBRE		
POMPE RELEVAGE 1	Renouvellement	Compte
BASSIN TAMPON 11 NOVEMBRE		
DEBITMETRE SURVERSE	Rénovation	Compte
SECTEUR ETAPLES		
PR - ETAPLES - BIGOT		
BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - MOLIERES		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - PONT ROSE		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES- ARMOISE		
TRAPPE	Renouvellement	Compte
PR - ETAPLES - RUE TABARLY		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
SECTEUR TOUQUET		
PR - LE TOUQUET - 18 JUIN		
BATTERIES DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - GRAND HOTEL		
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation	Compte
BATTERIES DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR-LE TOUQUET-HIPPODROME		
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - MERLIMONT - CALVAIRE		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte

BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - MERLIMONT - RUISSEAU		
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - AVENUE DE PICARDIE		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - BLERHOT		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - CANCHE		
POMPE DE PRELEVEMENT 3	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - DUNES AU LOUP (CENTRE EQUESTRE)		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - HAMEAU DU PARC		
POMPE DE RELEVEMENT 1	Renouvellement	Compte
POMPE DE RELEVEMENT 2	Renouvellement	Compte
PR - LE TOUQUET - POSTE DE SECOURS		
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
SUPPORT DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - AVENUE DES GRILLONS		
BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - IMPASSE BELLEVUE		
APPAREIL DE MESURE PHYSIQUE	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - STELLA PELOUSES		
CHAMBRE DE TIRAGE	Renouvellement	Compte
PR - CUCQ - TULIPES		
BATTERIE DE TELETRANSMISSION	Renouvellement	Compte
STEP - CUCQ (60 000 EH)		
DEBITMETRE PPE 3 EB	Renouvellement	Compte
TRAITEMENT BIO A BOUES ACTIVEES FILE 2-MESURE REDO	Renouvellement	Compte
UNITE DE CONTROLE / COMMANDE-ARMOIRE DE COMMANDE F	Rénovation	Cté de service
MINI-STEP communal les Crapauds à Frencq		
Surpresseur d'Air 1	Renouvellement	Compte
Surpresseur d'Air 2	Renouvellement	Compte
MINISTEP G982H		
MINISTEP G982H		
MINI STEP HORSIJT	Renouvellement	Compte
SECTEUR TOUQUET STEP - CUCQ (60 000 EH)		
Relèvement Eaux Usées Le Touquet		
Pompe de Relèvement 1 Poste Le Touquet	Renouvellement	Compte
Pompe de Relèvement 2 Psote Le Touquet	Renouvellement	Compte
Prétraitement		
Dégrilleur 1 Automatique Vertical	Rénovation	Cté de service

Dégrilleur 2 Automatique Vertical	Rénovation	Compte
Compacteur Refus Dégrillage Prétraitement	Renouvellement	Compte
Relèvement Intermédiaire		
Pompe de Relèvement 2 Poste Intermédiaire	Renouvellement	Compte
Pompe de Relèvement 3 Poste Intermédiaire	Renouvellement	Compte
Filtration Tertiaire		
Vanne d'Isolement Aval FT 1	Rénovation	Compte
Vanne d'Isolement Aval FT 2	Rénovation	Compte
Vanne d'Isolement Aval FT 3	Rénovation	Compte
Vanne d'Isolement Aval FT 6	Rénovation	Compte
Bâche Eaux Filtrées		
Vanne Eau de Lavage Filtre Tertiaire 2	Renouvellement	Compte
Vanne Eau de Lavage Filtre Tertiaire 3	Rénovation	Compte
Vanne Eau de Lavage Filtre Tertiaire 4	Rénovation	Compte
Canal de Comptage		
Mesure Débit Eaux Epurées	Renouvellement	Compte
Réception Produits de Curage		
Pompe Transfert Liquide PdC vers MdV	Renouvellement	Compte
Stockage Boues Décantées		
Pompe Transfert Boues Décant -> Ligne 2 Epaissist	Renouvellement	Compte
Epaississement Tambours d'Egouttage		
TUYAUTERIE TAMBOUR EPAISSISSEMENT	Renouvellement	Compte
Evacuation des Boues Déshydratées		
MOTOREDUCTEUR VIS SOUS CENTRI	Renouvellement	Compte
MOTOREDUCTEUR VIS VERTICALE	Renouvellement	Compte
MOTOREDUCTEUR VIS VERS POTENCE	Renouvellement	Compte
Distribution Eau Industrielle		
Pompe EI 1/ Groupe de Surpression	Renouvellement	Compte
Pompe EI 2/ Groupe de Surpression	Renouvellement	Compte
Pompe EI 3/ Groupe de Surpression	Renouvellement	Compte
Vanne Alimentation EI Centrifugeuse 1	Renouvellement	Compte
Vanne Alimentation EI Centrifugeuse 2	Renouvellement	Compte
VARIATEUR PPE EAU INDUSTRIELLE 1	Renouvellement	Compte
Aspiration de l'Air		
Ventilateur Relèvement Le Touquet	Rénovation	Compte
MOTEUR VENTILATEUR 1	Renouvellement	Compte
Désodorisation		
Vanne de Refoulement Air Relèvement Le Touquet	Renouvellement	Compte
Distribution d'Air Service		
Vanne 1 Air Lavage Filtration	Rénovation	Compte
Vanne 3 Air Lavage Filtration	Rénovation	Compte
Vanne 6 Alr Lavage Filtration	Rénovation	Compte
Unité de Contrôle / Commande		
DEMARREUR VENTILATION	Renouvellement	Compte

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Installations électromécaniques	Réalisé dans l'exercice
1ER ETAB	
1ER ETAB 2018	
SUIVI H2S MONTREUIL TOUQUET ETAPLES	X
1ER ETABLISSEMENT	
1ER ETAB 2020	
REGFECTION VANNE GRAND HOTEL_AUTOSURVEILLANCE	X

→ Les réseaux et branchements

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
BEUTIN Route Nationale 3ème Phase	390 ml de DN 200mm, 30 branchements
CAMPIGNEULLES LES PETITES Rue de la Mairie, Place de la Mairie Rue du Pizet, Rue des Mouchets	955 ml de DN 200mm, 62 branchements et 1 PR
CUCQ Rue des certains 2ème partie	375 ml de DN 200mm, 29 branchements
MERLIMONT Avenues du Nord, du Boulonnais, de Champagne et des Algues	360 ml de DN 200mm, 61 branchements

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 Nouvelle réforme des redevances

Dans le contexte de la réforme des redevances des agences de l'eau, qui instaure une redevance pour performance des systèmes d'assainissement, la conformité et la performance de vos installations sont présentées selon les trois thèmes évalués pour déterminer le coefficient de modulation globale du système d'assainissement : l'autosurveillance, la conformité réglementaire, et l'efficacité du système.

Il s'agit là de vous apporter de la visibilité sur les indicateurs réglementaires susceptibles d'impacter la redevance. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que certains indicateurs nécessaires au calcul du coefficient de modulation sont estimés ou non disponibles. De la même manière, les seuils retenus sont susceptibles d'être modifiés. Il s'agit donc d'une estimation partielle que nous vous apportons.

Les critères de mesure de la performance par thème sont décrits ci-après.

Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vos services les solutions d'amélioration de vos systèmes d'assainissement permettant de vous assurer le meilleur coefficient de modulation possible.

→ Autosurveillance du système

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance du système de collecte : conformité du manuel d'autosurveillance et proportion de données validées par l'Agence de l'Eau	Indicateur relatif à la présence d'équipements d'autosurveillance	Coefficient fixe
	Indicateur relatif à la réalisation des bilans d'autosurveillance et à la transmission des données d'autosurveillance	
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance de la station : conformité du manuel d'autosurveillance	Indicateur relatif à la transmission d'un rapport d'autosurveillance , selon prescriptions ministérielles	

→ **Conformité réglementaire**

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance de la station validé par le Service de la Police des Eaux	Conformité globale du système d'assainissement validée par le Service de la Police des Eaux
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps sec validé par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps de pluie : en fonction du niveau de validation, total ou partiel, par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la limitation des rejets par temps de pluie	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de conformité du système :

- [P203.3] - Conformité de la collecte des effluents
- [P204.3] - Conformité des équipements d'épuration
- [P254.3] - Conformité des performances des équipements d'épuration

→ **Efficacité du système**

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur de rendement performant de la station portant sur DBO5, DCO et MES	Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Absence de pollution constatée par l'Office Français de la Biodiversité ou le Service de Police des Eaux
Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Indicateur relatif à la production / évacuation des boues en fonction du procédé de traitement	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de performance du système :

- [D203.0] - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration
- [P206.3] - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes
- Taux de rendement des stations
- Qualité de traitement des boues

Ces différents indicateurs sont présentés dans le paragraphe détaillant l'efficacité du traitement.

4.2 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, de maintenance, de réparation ou de renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les opérations de maintenance des installations

Pour chaque installation de collecte et/ou de traitement du périmètre affermé, un planning des différentes opérations de maintenance préventive permet l'organisation des interventions par l'exploitant : curage des ouvrages, graissage, contrôles réglementaires, remplacement de pièce d'usure.

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Lieu ou ouvrage	Description
Le Touquet Paris Plage av. du maréchal Leclerc / angle av. des Oyats	casse collecteur Ø200
Merlimont Les Argousiers avenue de la plaine	Affaissement EU
Le Touquet Paris Plage face 64 rue de Calais	étanchéité dans regard autour de la cana. (bcht 64)
Le Touquet Paris Plage PR de la Dune aux Loup	réparation refoulement
Campigneulles-les-petites rue du centre (bassin de rétention Leuleu)	durcissement chemin d'accès au poste de relèvement
Montreuil-sur-mer rue Saint-Gengoult	tampon qui claque,pose de caoutchouc

Dans le cadre du suivi et de l'entretien des réseaux de collecte, différentes interventions, complémentaires aux opérations de curage préventives et curatives, sont réalisées par l'exploitant comme des contrôles de collecteur ou de branchement, des enquêtes et recherches ainsi que des petits travaux et réparations sur les équipements du réseau.

Des campagnes préventives ou curatives de traitement des nuisibles (rongeurs, insectes) et l'entretien des espaces verts complètent la maintenance des réseaux et des installations.

→ L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	0	0	0	0	0	0%

Réalisation des inspections télévisées depuis le début du contrat

Le Touquet Paris-plage

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	0 mL	380 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL
Cumul réalisé	0 mL	380 mL	380 mL	380 mL	380 mL	380 mL	380 mL
Objectif / an	1 707 mL	1 707 mL	1 707 mL	1 707 mL	1 707 mL	1 707 mL	1 707 mL
Cumul objectif	1 707 mL	3 414 mL	5 121 mL	6 828 mL	8 535 mL	10 242 mL	11 949 mL
Taux cumulé	0.0 %	11.1 %	7.4 %	5.6 %	4.5 %	3.7 %	3.2 %

Etaples

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	0 mL	1 117 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL
Cumul réalisé	0 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL	1 117 mL
Objectif / an	801 mL	801 mL	801 mL	801 mL	801 mL	801 mL	801 mL
Cumul objectif	801 mL	1 602 mL	2 403 mL	3 204 mL	4 005 mL	4 806 mL	5 607 mL
Taux cumulé	0.0 %	69.7 %	46.5 %	34.9 %	27.9 %	23.2 %	19.9 %

Montreuil-sur-Mer

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	0 mL	10 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL	0 mL
Cumul réalisé	0 mL	10 mL	10 mL	10 mL	10 mL	10 mL	10 mL
Objectif / an	720 mL	720 mL	720 mL	720 mL	720 mL	720 mL	720 mL
Cumul objectif	720 mL	1 440 mL	2 160 mL	2 880 mL	3 600 mL	4 320 mL	5 040 mL
Taux cumulé	0.0 %	0.7 %	0.5 %	0.3 %	0.3 %	0.2 %	0.2 %

Caméra portative

Ville	Adresse	date	Équipement	remarques
Système d'assainissement de Cucq				
ETAPLES	64 rue du Vieux Moulin	5-août	collecteur	affaissement
LE TOUQUET PARIS PLAGE	15 av. de la Pérouse	14-nov.	branchement	

Contrôles visuels

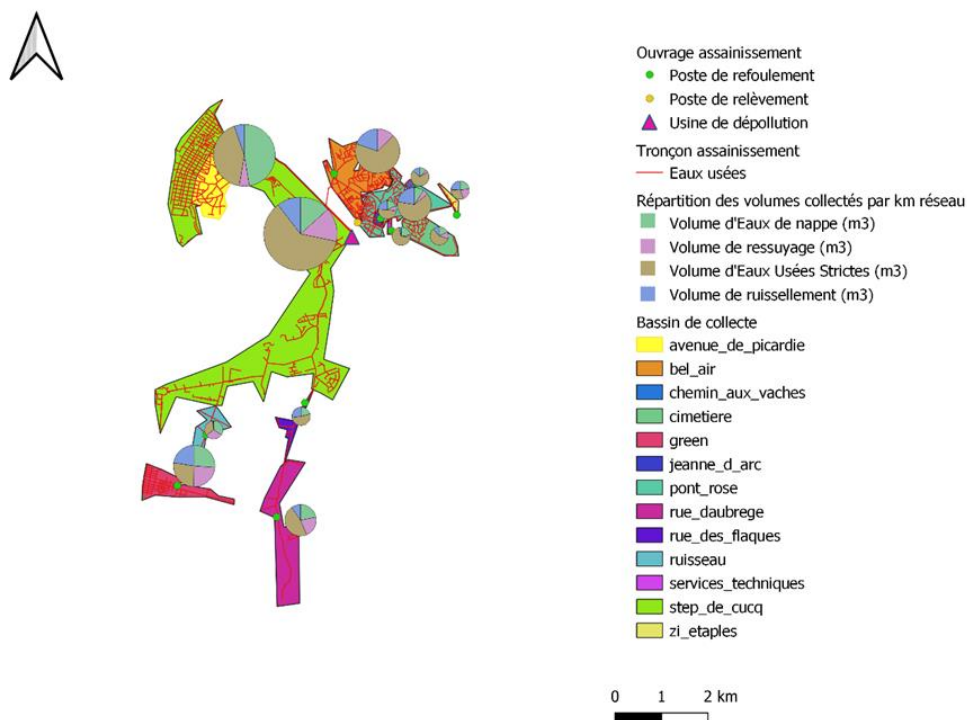
Contrôles	Commune	localisation	activité	Equipement	observation
Système d'assainissement de Cucq					
8-janv.	ÉTAPLES	postes de relevage	contrôle	PR	suite inondations
23-févr.	ÉTAPLES	17 rue Gabrielle	contrôle	réseaux	infiltration en cave
10-oct.	ÉTAPLES	19 rue des Goélands	contrôle	branchement	problème étanchéité
17-oct.	ÉTAPLES	voie SNCF	contrôle	réseaux	
30-janv.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	AVENUE MARIE LOUISE	contrôle	branchement	
1-févr.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	rue Saint-Jean, base nautique	contrôle	réseaux	
5-févr.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	49 rue de Paris	contrôle	réseaux	infiltration en cave
13-févr.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	54 rue Saint-Jean	contrôle	réseaux	odeurs signalées
19-mars	LE TOUQUET PARIS PLAGE	66 RUE RAYMOND LENS	contrôle	réseaux	odeurs signalées
11-sept.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	56 RUE JEAN MONNET	contrôle	réseaux	odeurs signalées
25-sept.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	av. de la Reine May	contrôle	réseaux	suite fortes pluies
7-oct.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	RUE RAYMOND LENS	contrôle	réseaux	odeurs signalées - collecteur bouché rue de Moscou
17-déc.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	rue de Paris	contrôle	réseaux	odeurs signalées - angle rue de Metz
31-déc.	LE TOUQUET PARIS PLAGE	165 rue de Londres	contrôle	branchement	
4-juil.	MERLIMONT	23 rue d'Artois	contrôle	branchement	odeurs signalées

Contrôles	Commune	localisation	activité	Equipement	observation
Système d'assainissement de Montreuil-sur-Mer					
17-janv.	Montreuillois	postes de relevage	contrôle	PR	suite inondations
Système d'assainissement de Camiers					
17-déc.	Camiers	139 allée des Tadornes	contrôle	branchement	suite inondations

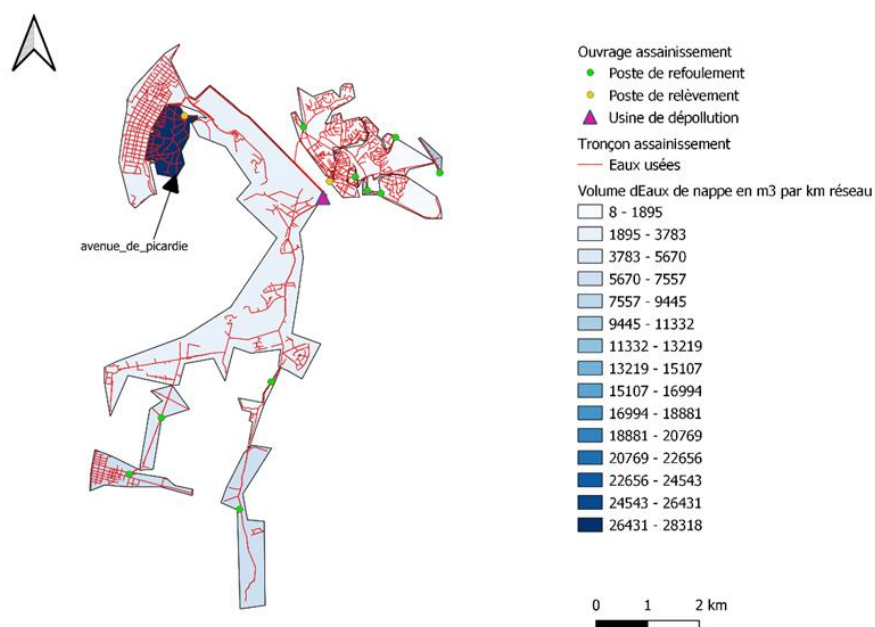
Diagnostic permanent système de collecte de Cucq

Dans la démarche du diagnostic permanent, le bilan des flux est réalisé sur le système d'assainissement de Cucq, c'est un indicateur qui permet de relever le levier d'action : Maîtrise des eaux claires parasites.

Les camemberts géolocalisés représentent la répartition des flux par bassin de collecte permettant d'identifier la répartition des volumes collectés.

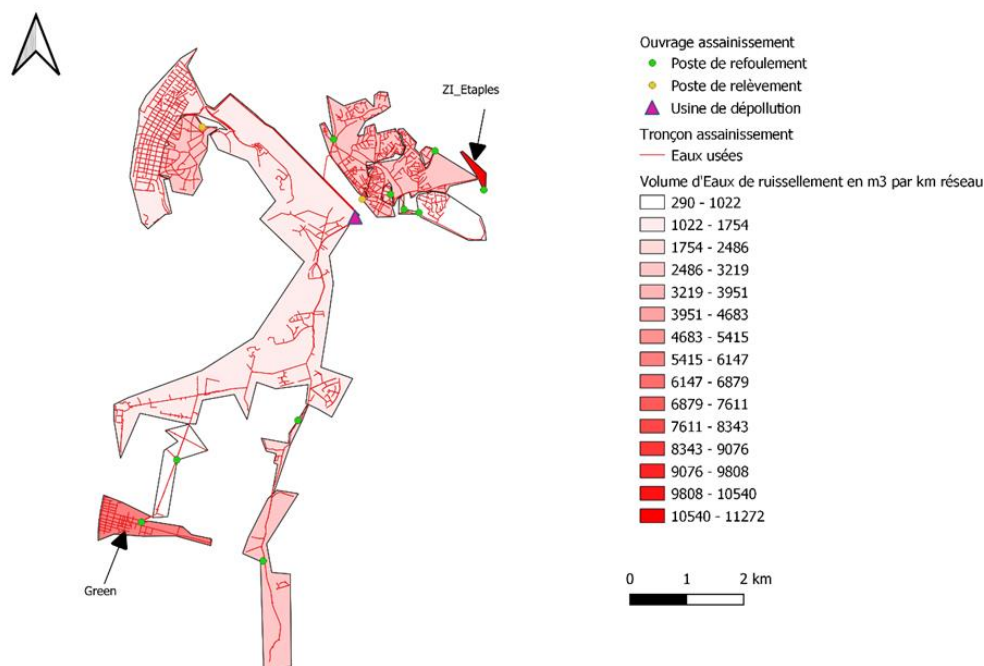


L'indice linéaire d'infiltration identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites permanentes (Volume d'Eaux de nappe en m3/km réseau).



Le bassin de collecte Avenue de Picardie est fortement soumis aux intrusions d'eaux de nappe. Des inspections télévisées pourraient être réalisées en période de nappes hautes sur différentes branches du réseau afin de sectoriser ces arrivées d'eaux de nappe.

L'indice de collecte d'eaux pluviales identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites météoriques (Volume d'Eaux de ruissellement en m³/km réseau).



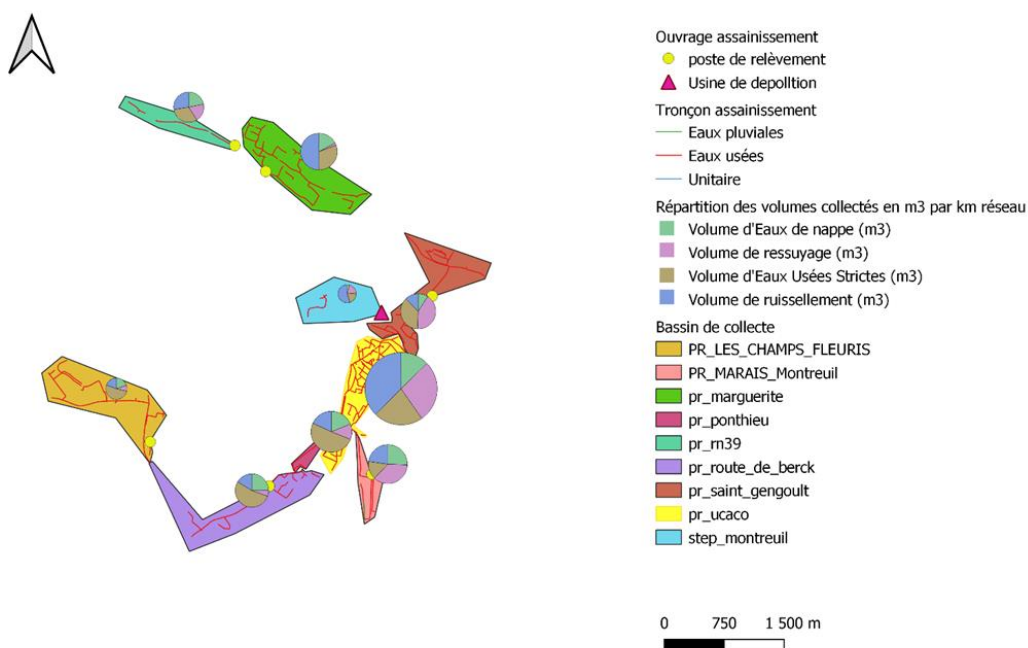
Le bassin de collecte ZI Etaples est touché par les eaux claires parasites météoriques.

Diagnostic permanent système de collecte de Montreuil-sur-mer

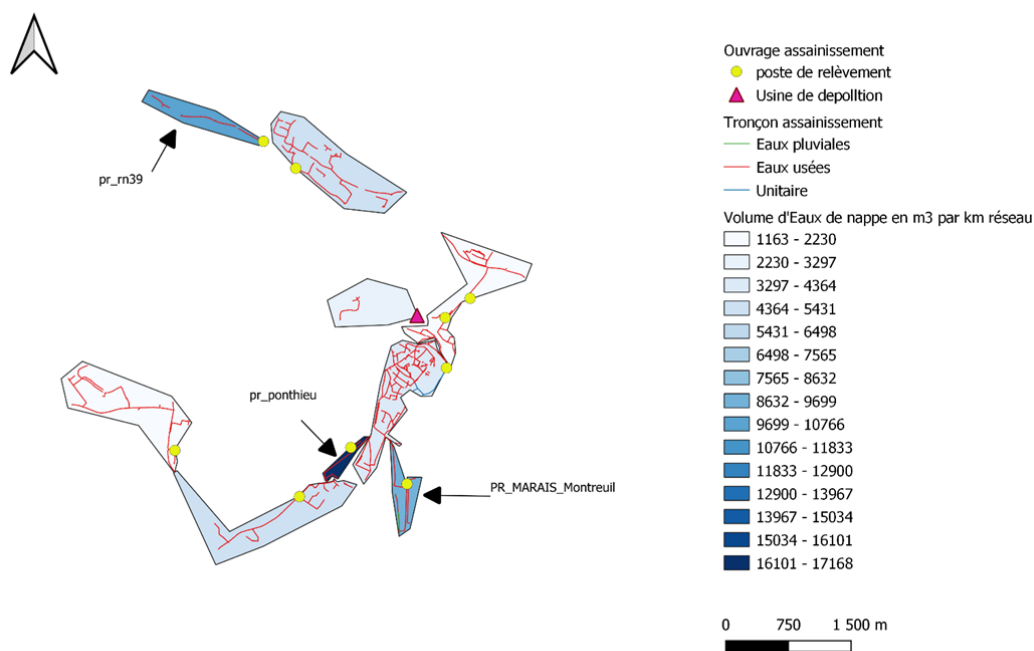
Dans la démarche du diagnostic permanent, le bilan des flux est réalisé sur le système d'assainissement de Montreuil sur/mer, c'est un indicateur qui permet de relever le levier d'action: Maîtrise des eaux claires parasites.

Les camemberts géolocalisés représentent la répartition des flux par bassin de collecte sur l'année 2024.

Ce bilan des flux est potentiellement biaisé avec un manque de relevés cartographiques et la suite des inondations début janvier 2024 qui ont apporté une quantité d'eau claires météoriques très conséquentes.

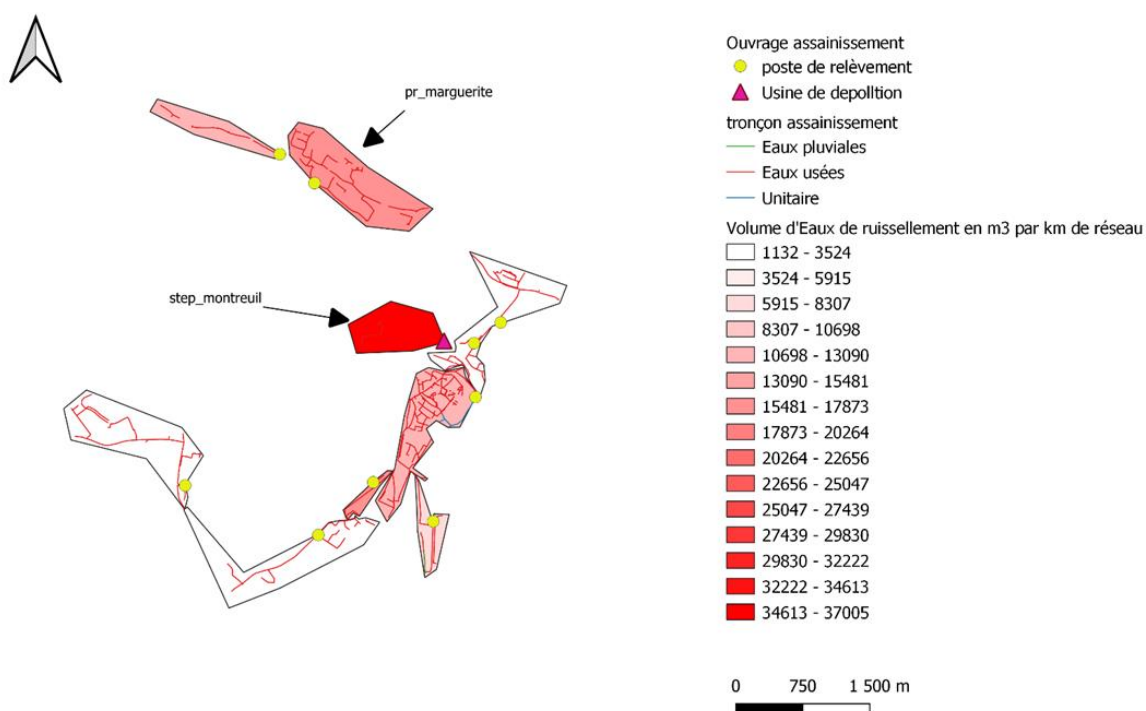


L'indice linéaire d'infiltration identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites permanentes (Volume d'Eaux de nappe en m3/km réseau).



Le bassin de collecte PR ponthieu est potentiellement soumis aux arrivées d'eaux claires parasites permanentes.

L'indice de collecte d'eaux pluviales identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites météoriques (Volume d'Eaux de ruissellement en m3/km réseau).



Le bassin step Montreuil ressort de la cartographie en étant le bassin le plus soumis aux arrivées d'eaux claires parasites météorologiques.

→ Le curage

Interventions de curage préventif	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	371	242	296	215	298	38,6%
sur canalisations	103	55	67	54	74	37,0%
sur accessoires	268	187	229	161	224	39,1%
sur poste de relevage	268	187	229	161	224	39,1%
Longueur de canalisation curée (ml)	16 621	13 831	13 588	9 687	17 804	83,8%

Interventions curatives	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	126	138	124	79	130	64,6%
sur branchements	75	91	63	52	86	65,4%
sur canalisations	51	47	61	27	44	63,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	3 124	5 544	3 166	330	482	46,1%

En 2024, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **4,88 / 1000 abonnés**.

La synthèse des interventions sur le système de collecte :

Curage des réseaux

secteur Le Touquet

	préventif	curatif	
Cucq	2 418 mL	-	2 418 mL
Merlimont	1 315 mL	20 mL	1 335 mL
Le Touquet	4 900 mL	215 mL	5 115 mL
	8 633 mL	235 mL	8 868 mL

secteur Étaples

	préventif	curatif	
Étaples	4 374 mL	50 mL	4 424 mL

secteur Montreuil-sur-Mer

	préventif	curatif	
Attin	1 039 mL -		1 039 mL
Campigneulles-les-Petites	690 mL -		690 mL
Ecuire	759 mL -		759 mL
La Madelaine-sous-Montreuil	0 mL -		0 mL
Montreuil-sur-Mer	934 mL -		0 mL
	3 422 mL	0 mL	2 488 mL

secteur Camiers

	préventif	curatif	
Camiers	1 375 mL	197 mL	1 572 mL

secteur Camiers

préventif avant ITV curatif
1 375 mL 0 mL 197 mL

1 572 mL

Taux de réalisation des curages depuis le début du contrat (EU préventif + ITV)

Secteur Le Touquet

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	3 355 mL	6 768 mL	10 228 mL	7 376 mL	5 861 mL	6 339 mL	8 633 mL
Cumul réalisé	3 355 mL	10 123 mL	20 351 mL	27 727 mL	33 588 mL	39 927 mL	48 560 mL
Objectif / an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an	8 537 mL/an
Cumul objectif	8 537 mL	17 074 mL	25 611 mL	34 148 mL	42 685 mL	51 222 mL	59 759 mL
Taux cumulé	39.3 %	59.3 %	79.5 %	81.2 %	78.7 %	77.9 %	81.3 %

Secteur Étaples

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	3 996 mL	4 658 mL	2 583 mL	2 401 mL	5 719 mL	3 284 mL	4 374 mL
Cumul réalisé	3 996 mL	8 654 mL	11 237 mL	13 638 mL	19 357 mL	22 641 mL	27 015 mL
Objectif / an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an	4 006 mL/an
Cumul objectif	4 006 mL	8 012 mL	12 018 mL	16 024 mL	20 030 mL	24 036 mL	28 042 mL
Taux cumulé	99.8 %	108.0 %	93.5 %	85.1 %	96.6 %	94.2 %	96.3 %

Secteur Montreuil-sur-Mer

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé	2 388 mL	4 323 mL	3 810 mL	4 054 mL	2 008 mL	64 mL	3 422 mL
Cumul réalisé	2 388 mL	6 711 mL	10 521 mL	14 575 mL	16 583 mL	16 647 mL	20 069 mL
Objectif / an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an	5 400 mL/an
Cumul objectif	5 400 mL	10 800 mL	16 200 mL	21 600 mL	27 000 mL	32 400 mL	37 800 mL
Taux cumulé	44.2 %	62.1 %	64.9 %	67.5 %	61.4 %	51.4 %	53.1 %

Camiers (à partir du 8/8)

Année	2024*
Réalisé	1 375 mL
Cumul réalisé	1 375 mL
Objectif / an	3 000 mL/an
Cumul objectif	3 000 mL
Taux cumulé	45.8 %

* A partir du 8/08/2024

Lutte contre les nuisibles sur les installations de collecte

3 opérations préventives de dératisation ont été réalisées sur les postes de relevage Bel Air, Ranch et Canche.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	20	23	39	19	21	10,5%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	189 183	198 618	201 309	206 232	236 172	14,5%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	10,57	11,58	19,37	9,21	8,89	-3,5%

Liste des points noirs du réseau d'eaux usées :

Commune	Rue
Étaples	Rue Léon Billet
Étaples	Avenue des Travailleurs de la Mer/Camiers/Moleux
Étaples	Rue Hortense
Étaples	Rue Clémence / Rue de Camiers
Étaples	Rue de la Pierre Trouée / Avenue F. Mitterrand
Étaples	Rue Suffren / Rue de Rosamél
Étaples	Voie Sncf / Rue du Moulin / Albatros / Courlis
Étaples	Route de Fromessent
Étaples	Route de Boulogne
Étaples	Allée Mouloudji
Merlimont	Avenue de la Plage (Manche -> Courbet)
Merlimont	Avenue de la Plage (D'estrées > Boudringhin)
Cucq	Cours Champs Elysées
Cucq	Allée des Mésanges (au niveau du 136)
Le Touquet-Paris-plage	Boulevard Daloz / Rue des Oyats
Le Touquet-Paris-plage	Boulevard du Docteur Jules Pouget
Le Touquet-Paris-plage	Rue de Moscou (Jean Monet > Rue de la Paix)
Le Touquet-Paris-plage	Rue de Moscou (Etaples > Quentovic)
Le Touquet-Paris-plage	Avenue de la Paix / Avenue Saint-Louis

A partir du 1er Août :

Commune	Rue
Camiers	Chemin des Dunes
Camiers	Rue du Moulin

4.3 L'efficacité de la collecte

4.3.1 La maîtrise des entrants

→ Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2024 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de conventions de déversement	2	2	2	2	2
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	42	42	41	41	41

4.3.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ **La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]**

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'usines de dépollution	14	14	14	14	14
Nombre de déversoirs d'orage instrumentés	1	2	2	2	2
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement		2	8	8	8

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	110	110	110	110	110

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	100	100
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	110

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	2022	2023	2024
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne	743	1 254	1 001
PR_EP_Merlimont_Parc A Bateaux	727	909	777
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	727	1 235	1 075
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	727	1 235	1 075
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	743	1 254	1 001
Moyenne	733	1 177	986

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m³) :

Point de déversement	2022	2023	2024
DO_Montreuil Sur Mer_Porte de Boulogne	8 623	8 744	15 661
PR EP_Merlimont_Parc A Bateaux	44 223	69 651	26 728
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII	2 352	2 386	24 419
PR_Etaples Sur Mer_Drifter	76 763	156 824	112 941
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco	31 923	39 678	72 175
Total	163 883	277 283	251 924

4.4 L'efficacité du traitement

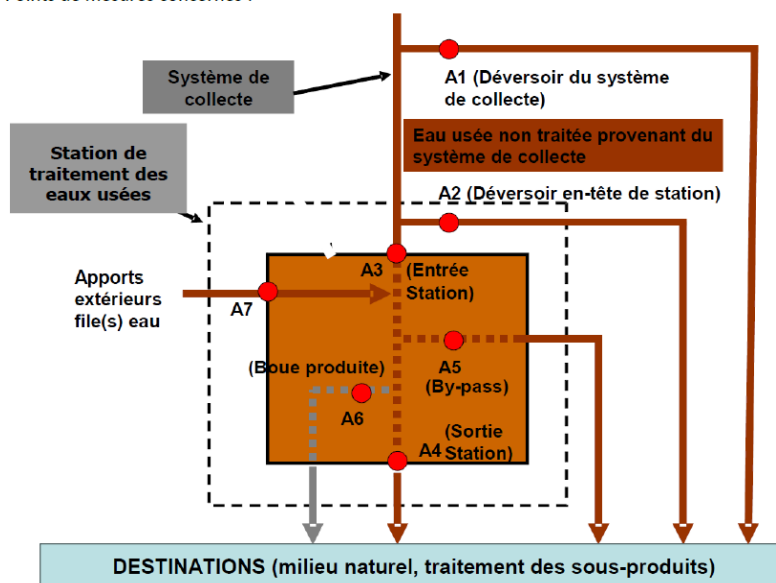
La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

Points de mesures concernés :



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégué, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.4.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	10,21
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	100,00
Station d'Epuration_Camiers	0,00
Station d'Epuration_Cucq	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

L'usine de Camiers n'est pas conçue pour traiter l'azote. L'arrêté préfectoral en vigueur impose ce traitement, elle est donc non conforme vis-à-vis des normes imposées. L'installation est considérée comme critique dans le cadre de la démarche qualité de l'exploitant.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2020	2021	2022	2023	2024
Performance globale du service (%)	99	16	16	96	90
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	100	100	100	100	90
Station d'Epuration_Camiers					52
Station d'Epuration_Cucq	99	0	0	96	97

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
Station d'Epuration de Montreuil sur mer	100	100	100	100	100
Station d'Epuration_Camiers					100
Station d'Epuration_Cucq	100	100	100	100	100

4.4.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Station d'Epuration de Montreuil sur mer

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

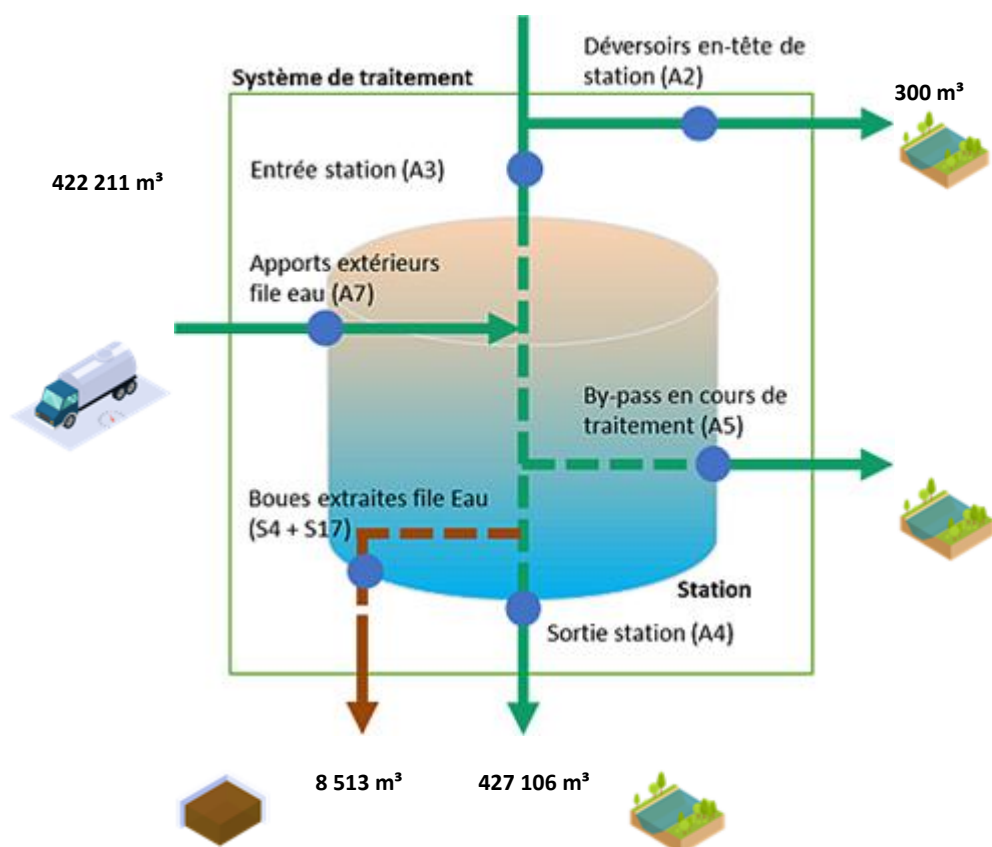
	2024
Débit de référence (m3/j)	2 183
Capacité nominale (kg/j)	432

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

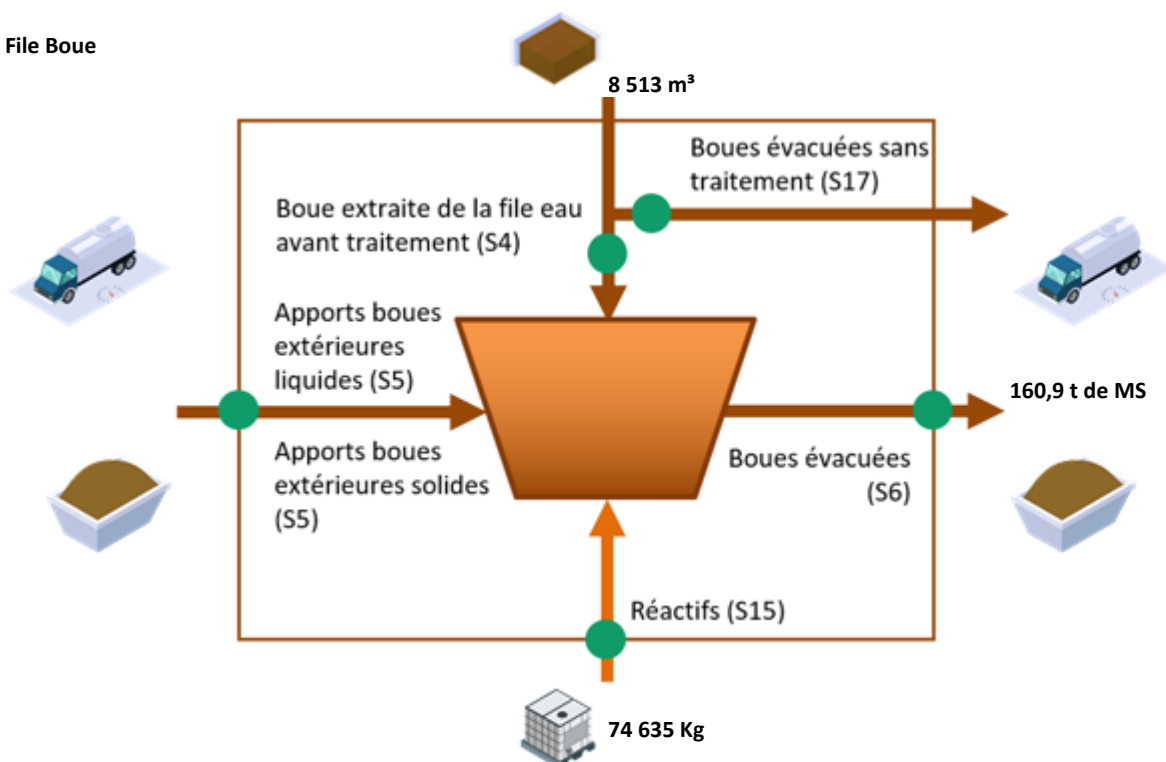
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	20,00	30,00				
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	40,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	80,00	80,00	90,00				
moyen annuel					80,00		90,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



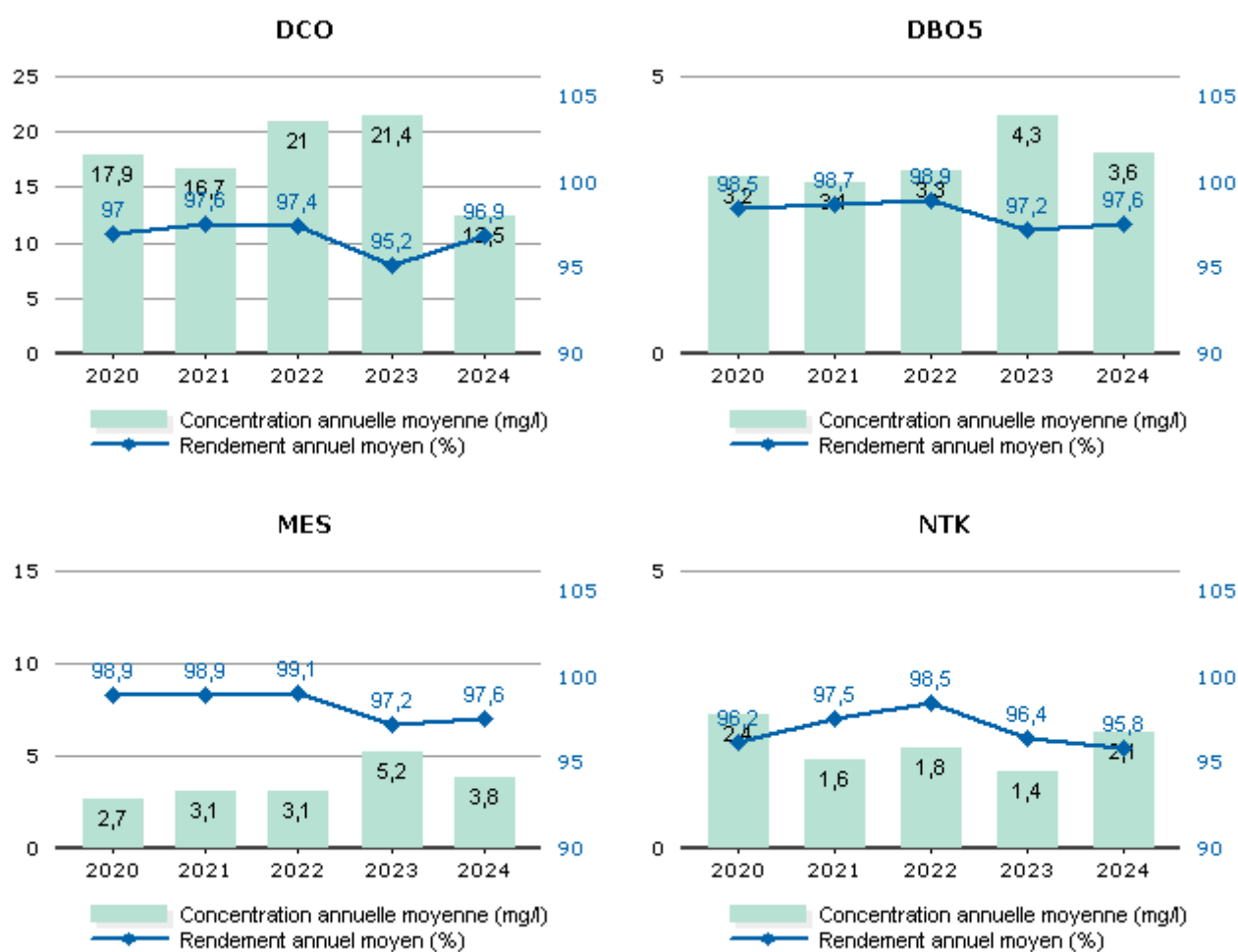
Fréquences d'analyses

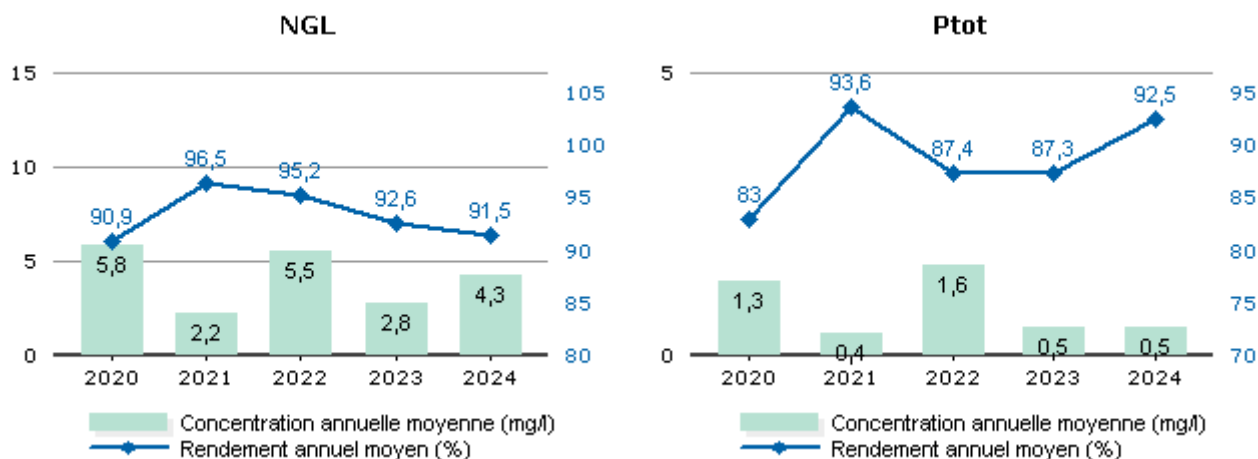
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4
NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	127,6	277,1	264,0	134,0	160,9

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	446	36,08	160,9	100,00
Total	446	36,08	160,9	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus	1,7	7,5	5,1	6,4	6,2
Total (t)	1,7	7,5	5,1	6,4	6,2
Autre STEP (t) Sables		21,0	48,0	161,0	44,0
Total (t)		21,0	48,0	161,0	44,0
Autre STEP (m ³) Graisses	10,0	0,0	39,5	9,0	6,0
Total (m³)	10,0	0,0	39,5	9,0	6,0

Station d'Epuration Camiers

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

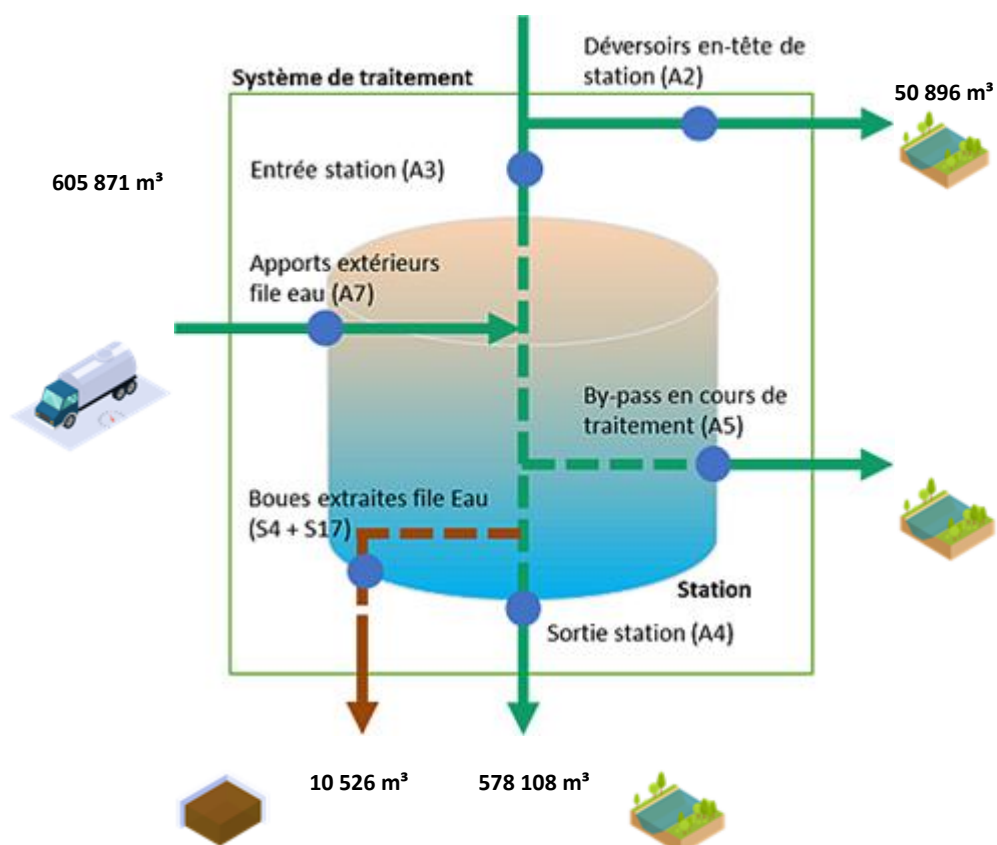
	2024
Débit de référence (m3/j)	2 466
Capacité nominale (kg/j)	590

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

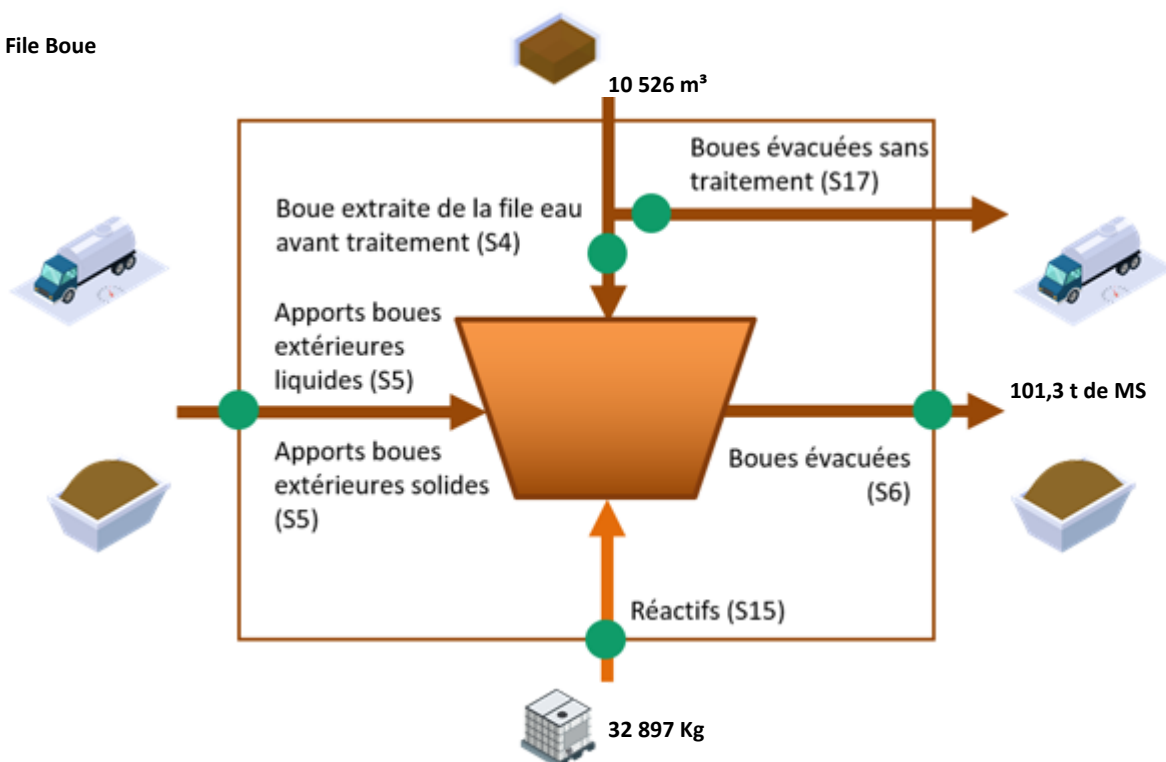
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00		20,00		
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00				
moyen annuel					70,00		80,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



Fréquences d'analyses

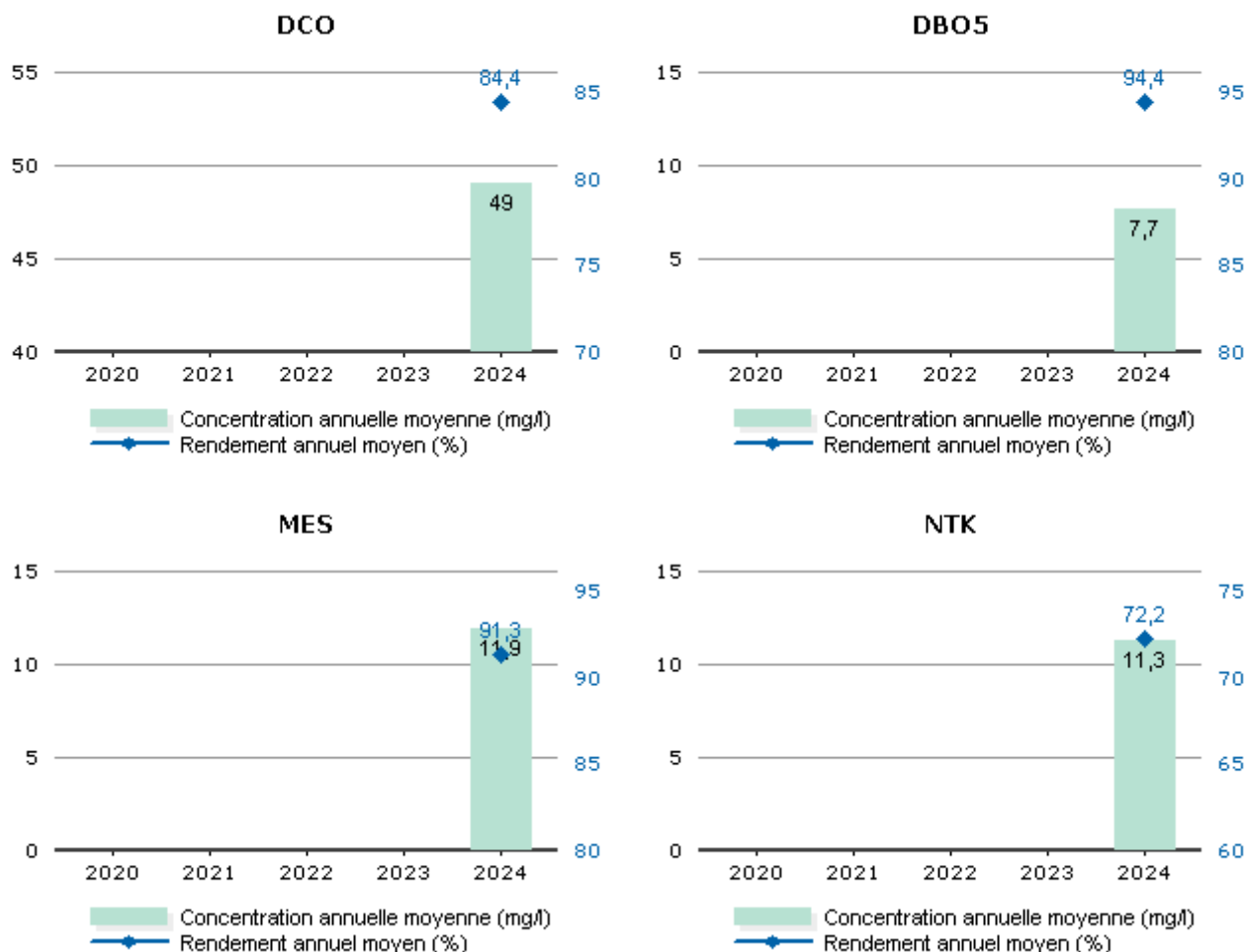
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024*
DCO	24
DBO5	12
MES	24
NTK	12
NGL	12
Ptot	12

(*) année complète

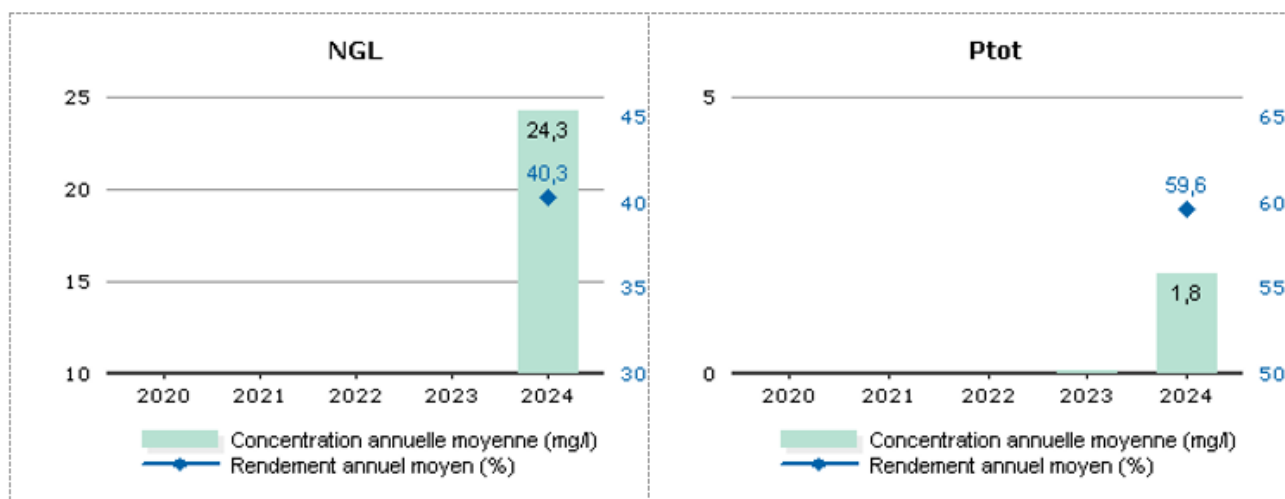
Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance



Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral					0,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)					101,3

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)					100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	229	30,66	70,2	100,00
Station d'épuration			31	100,00
Total	229	44,19	101,2	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus					5,0
Total (t)					5,0
Autre STEP (t) Sables					7,5
Total (t)					7,5
Autre STEP (m ³) Graisses					2,0
Total (m³)					2,0

Station d'Epuration Cucq

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

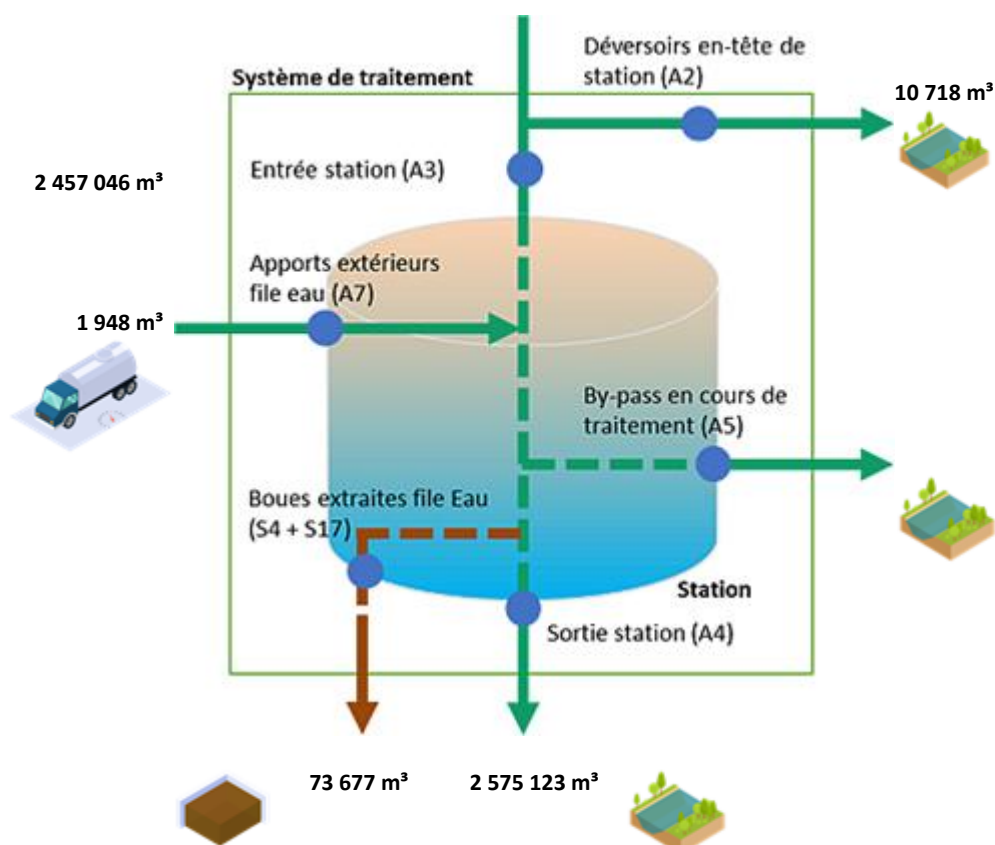
	2024
Débit de référence (m3/j)	9 755
Capacité nominale (kg/j)	3 600

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

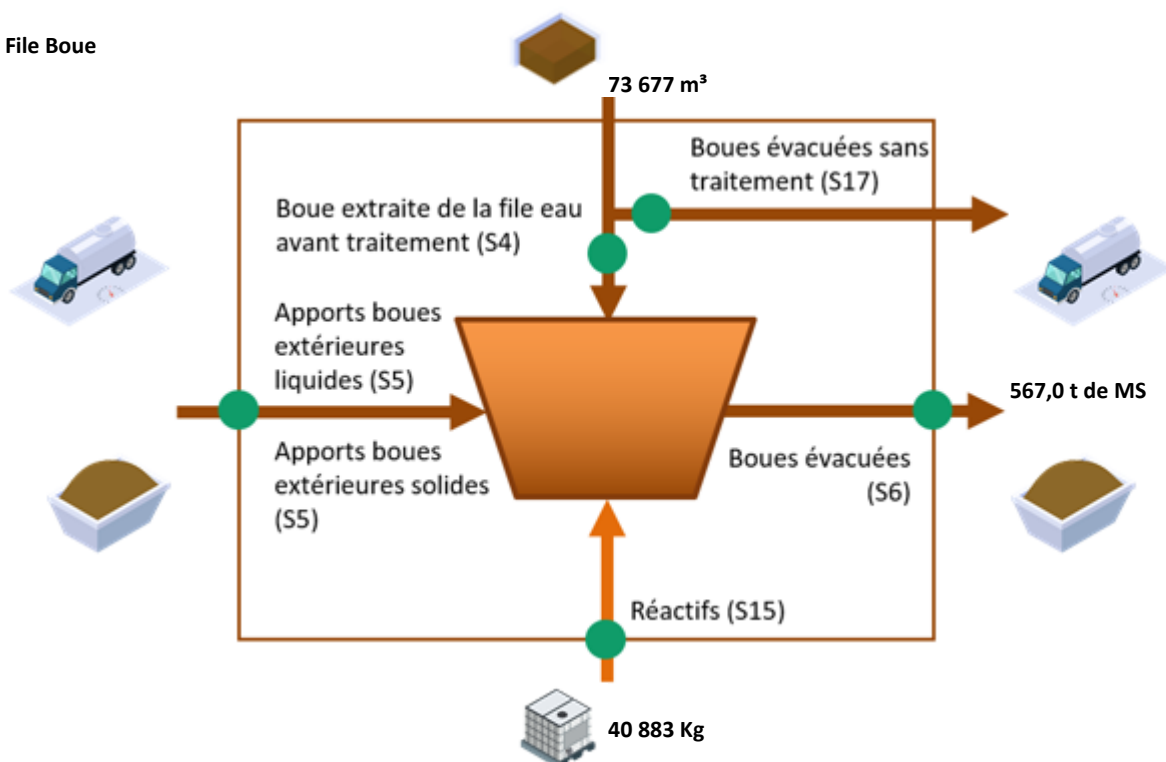
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	20,00	30,00				
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	40,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	80,00	80,00	90,00				
moyen annuel					70,00		80,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



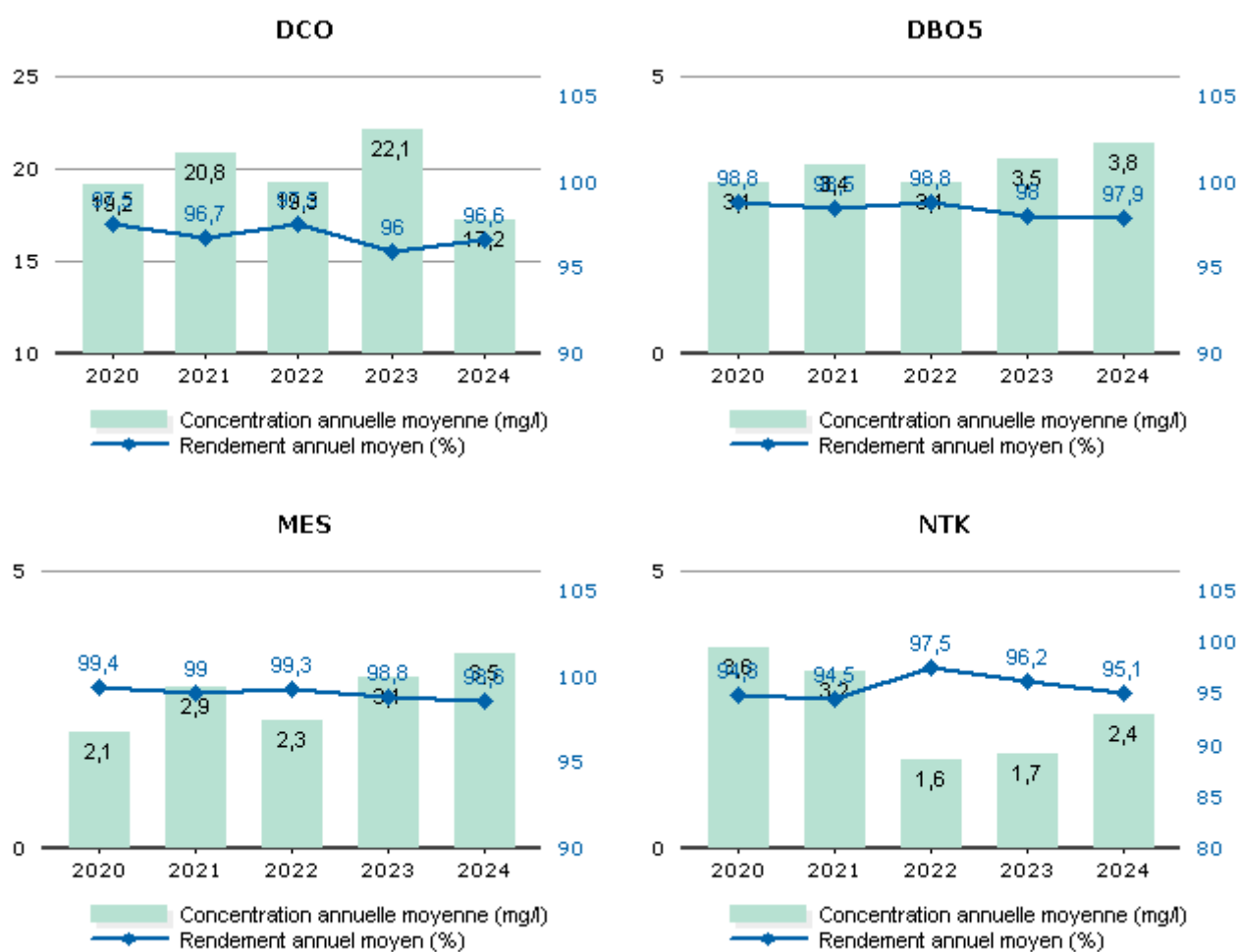
Fréquences d'analyses

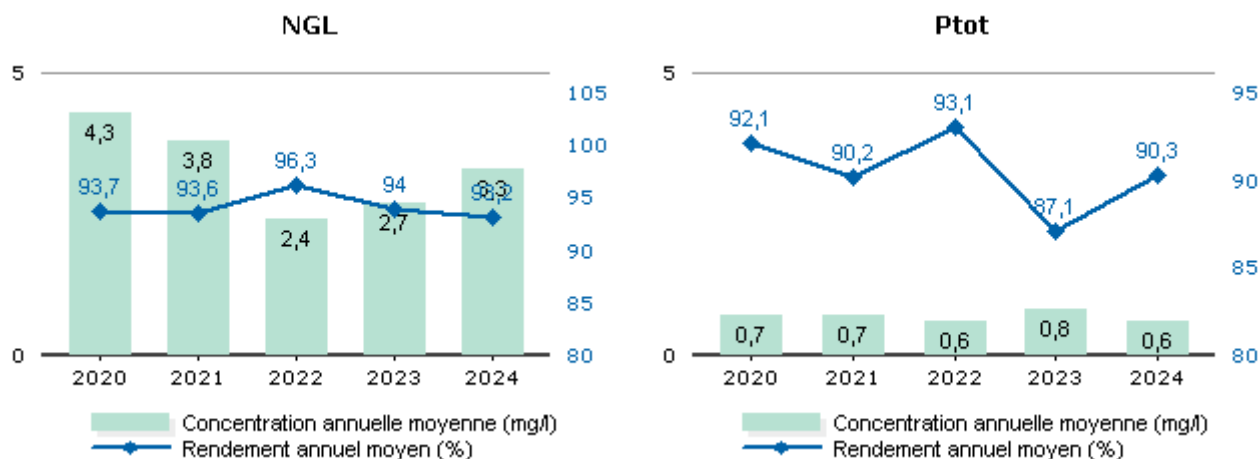
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	105
DBO5	105
MES	105
NTK	53
NGL	53
Ptot	53

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	549,8	547,4	586,7	532,8	567,0

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	2686,2	21,11	567	100,00
Total	2686,2	21,11	567	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus	19,7	25,6	33,4	28,7	14,3
Total (t)	19,7	25,6	33,4	28,7	14,3
Centre de stockage de déchets (t) Sables	96,1	95,1	14,4	17,2	
Transit (t) Sables	40,3	32,1	47,2	26,4	10,1
Total (t)	136,4	127,2	61,6	43,6	10,1
Autre STEP (m³) Graisses	348,5	255,4	228,2	160,4	4,7
Total (m³)	348,5	255,4	228,2	160,4	4,7

Qualité bactériologique

Cucq :

La qualité bactériologique du rejet a été suivie par la réalisation de 36 prélèvements et analyses des Escherichia Coli et Entérocoques. Les campagnes du 17 juillet, 31 juillet et 25 septembre ont été jugées non-conforme à la valeur rédhibitoire pour les Escherichia Coli et les 31 juillet et 25 septembre pour les Entérocoques.

Pour mémoire, 36 prélèvements ont également été réalisés en amont de la désinfection comme imposé par l'arrêté préfectoral de mai 2021.

De plus, les paramètres salmonelles, bactériophages somatiques, bactériophages FRNA et spores de bactéries sulfito-réductrices sont analysés, pour suivi, en amont et en aval de la désinfection une fois par mois entre le 1^{er} mai et le 30 septembre.

Montreuil-sur-mer :

Suite à l'arrêté préfectoral de décembre 2023, la qualité bactériologique du rejet a été suivie par la réalisation de 12 prélèvements amont-aval avec analyses des Escherichia Coli et Entérocoques. Les campagnes du 26 juin et 15 octobre ont été jugées non-conforme en Escherichia coli.

Suivi du milieu récepteur

Cucq :

Le suivi de la qualité du milieu récepteur est assuré par la réalisation de 12 campagnes de prélèvements et analyses en amont et aval du rejet de l'usine de dépollution.

Les échantillons font l'objet d'analyses physico-chimiques (MeS, DCO, DBO₅, N-NH₄, NTK, N-NO₂, N-NO₃, Pt et P-PO₄) et bactériologiques (E. Coli et entérocoques). De plus des mesures sur site de paramètres physiques sont réalisées (pH, t°, O₂ dissous, taux de saturation et conductivité).

Montreuil-sur-mer :

Le suivi de la qualité du milieu récepteur est assuré par la réalisation de campagnes de prélèvements et analyses en amont et aval du rejet de l'usine de dépollution une fois par mois entre le 1^{er} juin et le 30 septembre.

Les échantillons font l'objet d'analyses physico-chimiques (MeS, DCO, DBO₅, N-NH₄, NTK, N-NO₂, N-NO₃, Pt et P-PO₄) et bactériologiques (E. Coli et entérocoques). De plus des mesures sur site de paramètres physiques sont réalisées (pH, t°, O₂ dissous, taux de saturation et conductivité).

4.5 L'efficacité environnementale

4.5.1 La maîtrise des consommations d'énergie du service



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	2 852 750	2 917 222	3 082 195	3 003 796	3 083 880	2,7%
Usine de dépollution	2 409 431	2 444 061	2 479 613	2 398 931	2 560 239	6,7%
Postes de relèvement et refoulement	443 319	473 161	602 582	604 865	523 646	-13,4%
Energie consommée facturée (kWh)	3 201 176	3 058 579	2 823 251	3 044 646	3 191 747	4,8%
Usine de dépollution	2 657 085	2 497 264	2 332 867	2 400 552	2 486 502	3,6%
Postes de relèvement et refoulement	544 091	561 315	490 384	644 094	705 245	9,5%

Le tableau détaillé du bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.5.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Chlorure ferrique (kg)	11 626	9 045	8 689	11 899	10 558	-11,3%
Station d'Epuration_Camiers						
Chlorure ferrique (kg)					25 194	
Station d'Epuration_Cucq						
Chlorure d'aluminium (kg)	12 474	11 453	23 560	47 092	32 802	-30,3%

Usine de dépollution - File Boue

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Chaux éteinte (kg)	83 589	95 670	91 005	31 175	50 162	60,9%
Chlorure ferrique (kg)	22 209	20 659	28 475	19 141	23 446	22,5%
Polymère (kg)	1 591	1 682	2 826	761	1 028	35,1%
Station d'Epuration_Camiers						
Chaux éteinte (kg)					25 148	
Chlorure ferrique (kg)					6 499	
Polymère (kg)					1 250	
Station d'Epuration_Cucq						
Polymère (kg)	20 732	11 535	21 422	24 205	40 883	68,9%

5.

RAPPORT
FINANCIER DU
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et des charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2024 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G982H - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
PRODUITS	4 859 051	5 875 977	20,93 %
Exploitation du service	2 498 852	3 105 338	
Collectivités et autres organismes publics	2 359 281	2 770 681	
Produits accessoires	918	- 43	
CHARGES	5 100 751	6 102 785	19,64 %
Personnel	761 378	820 893	
Energie électrique	270 420	503 337	
Produits de traitement	89 504	85 495	
Analyses	32 727	22 422	
Sous-traitance, matières et fournitures	715 931	881 301	
Impôts locaux et taxes	44 206	37 814	
Autres dépenses d'exploitation	265 762	285 694	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	27 928	22 977	
<i>engins et véhicules</i>	146 678	164 046	
<i>informatique</i>	116 934	132 636	
<i>assurances</i>	23 361	24 201	
<i>locaux</i>	113 982	130 098	
<i>autres</i>	- 163 122	- 188 262	
Contribution des services centraux et recherche	169 124	191 536	
Collectivités et autres organismes publics	2 359 281	2 770 681	
Charges relatives aux renouvellements	284 810	390 476	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	1 405	10 234	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	283 405	380 243	
Charges relatives aux investissements	69 630	75 837	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	69 630	75 837	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	37 978	37 303	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 241 700	- 226 808	6,16 %
RESULTAT	- 241 700	- 226 808	6,16 %

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

03/03/2025

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2024

Collectivité: G982H - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 519 558	3 105 338	23,25 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 337 297	3 092 777	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	182 260	12 562	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	- 20 706	0	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	- 20 706	0	
Exploitation du service	2 498 852	3 105 338	24,27 %
Produits : part de la collectivité contractante	2 310 448	2 665 519	15,37 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 195 395	2 591 858	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	115 053	73 661	
Redevance Modernisation réseau	48 832	105 162	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	46 884	73 265	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	1 948	31 898	
Collectivités et autres organismes publics	2 359 281	2 770 681	17,44 %
Produits accessoires	918	- 43	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

03/03/25

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être déterminée sur les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2024 pour le contrat ressort à **165 750 €**.

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Installations électromécaniques	Montant en €
1ER ETAB	
1ER ETAB 2018	
SUIVI H2S MONTREUIL TOUQUET ETAPLES	18 484,30
1ER ETABLISSEMENT	
1ER ETAB 2020	
REGFECTION VANNE GRAND HOTEL_AUTOSURVEILLANCE	21 636,76

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2024
Equipements (€)	10 233,90

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2020	2021	2022	2023	2024
Solde à fin de l'exercice (€)	-256 837,69	-441 717,34	-662 003,37	-767 587,73	-858 569,20
Dotation de l'exercice	243 395,29	234 355,71	251 200,54	283 404,53	380 242,56
Dépense de l'exercice	260 519,13	419 235,36	471 486,57	388 988,89	471 224,03

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier la masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

Tarifs au 01/01/2025

Étaples

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			41.20	5.5 %
Abonnement (part communautaire CA2BM)			3.00	5.5 %
Consommation				
Consommation (part distributeur) De 1 à 60 (m3)	60	0.7128	42.77	5.5 %
Consommation (part distributeur) De 61 à 200 (m3)	60	1.2121	72.73	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.4500	54.00	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			213.70	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			18.42	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.3641	163.69	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	1.0400	124.80	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			356.91	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0335	4.02	5.5 %
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.4000	48.00	5.5 %
Performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0200	2.40	5.5 %
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			58.02	
TOTAL HT de la Facture			628.63	Euro
TOTAL TTC de la Facture			679.43	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			4.65	Euro

Tarifs au 01/01/2025

Frencq – Lefaux – Saint-Josse - Widehem

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			18.34	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.3569	162.83	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	1.0300	123.60	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			354.77	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			3.60	
TOTAL HT de la Facture			358.37	Euro
TOTAL TTC de la Facture			394.21	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			2.66	Euro

Tarifs au 01/01/2025

Montreuil sur mer – Neuville sous Montreuil – Attin – La
Madeleine sous Montreuil – Sorrus Campigneulles les petites –
Ecuire – Beutin – Wailly Beaucamp

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			18.36	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.6206	194.47	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.7800	93.60	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			356.43	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			3.60	
TOTAL HT de la Facture			360.03	Euro
TOTAL TTC de la Facture			396.03	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			2.67	Euro

Tarifs au 01/01/2025
Le Touquet-Paris-Plage

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			138.08	5.5 %
Consommation				
Consommation Distribution (part distributeur) De 1 à 72 (m3)	72	0.2401	17.29	5.5 %
Consommation Distribution (part distributeur) De 73 à 400 (m3)	48	0.4202	20.17	5.5 %
Consommation Production (part distributeur) (m3)	120	0.3362	40.34	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.0540	6.48	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			222.36	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			18.34	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.3569	162.83	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	1.0300	123.60	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			354.77	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) (m3)	120	0.0713	8.56	5.5 %
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.4000	48.00	5.5 %
Performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0200	2.40	5.5 %
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			62.56	
TOTAL HT de la Facture			639.69	Euro
TOTAL TTC de la Facture			691.00	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			3.92	Euro

Tarifs au 01/01/2025

Camiers

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement Distribution (part distributeur)			40.34	5.5 %
Abonnement (part communautaire)			12.00	5.5 %
Consommation				
Consommation Distribution (part distributeur) De 1 à 30 (m3)	30	0.496	14.88	5.5 %
Consommation Distribution (part distributeur) De 31 à 120 (m3)	90	0.118	10.62	5.5 %
Consommation Production (part distributeur) (m3)	120	0.338	40.56	5.5 %
Consommation Distribution (part communautaire) (m3)	120	0.6000	72.00	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			190.40	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			43.82	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	2.2635	271.62	10. %
Consommation assainissement (part communautaire) (m3)	120	1.2900	154.80	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			520.24	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0001	0.01	5.5 %
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.4000	48.00	5.5 %
Performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0200	2.40	5.5 %
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			54.01	
TOTAL HT de la Facture			764.65	Euro
TOTAL TTC de la Facture			830.27	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			5.60	Euro

Tarifs au 01/01/2025

Cucq

		Euro		
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			100.22	5.5 %
Consommation				
Consommation (part distributeur) De 1 à 72 (m3)	72	0.2948	21.23	5.5 %
Consommation (part distributeur) De 73 à 400 (m3)	48	0.9432	45.27	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.3000	36.00	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			202.72	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			18.34	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)			50.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.3569	162.83	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)	120	1.0300	123.60	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			354.77	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0408	4.90	5.5 %
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.4000	48.00	5.5 %
Performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0200	2.40	5.5 %
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0300	3.60	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			58.90	
TOTAL HT de la Facture			616.39	Euro
TOTAL TTC de la Facture			666.42	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			4.05	Euro

Tarifs au 01/01/2025
Merlimont

Tarifs au 01/01/2025			Euro		
Merlimont			Qté	Prix Unitaire HT	Taux TVA
Distribution de l'eau					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				86.64	5.5 %
Abonnement (part communautaire CA2BM)				9.00	5.5 %
Consommation					
Consommation (part distributeur) De 1 à 72 (m3)			72	0.2829	5.5 %
Consommation (part distributeur) 73 et plus (m3)			48	1.0149	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) De 1 à 72 (m3)			72	0.1770	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) 73 et plus (m3)			48	0.1770	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU				185.97	
Collecte et traitement des eaux usées					
Abonnement					
Abonnement (part distributeur)				18.34	10. %
Abonnement Assainissement (part communautaire CA2BM)				50.00	10. %
Consommation					
Consommation (part distributeur) (m3)			120	1.3569	10. %
Consommation assainissement (part communautaire CA2BM) (m3)			120	1.0300	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES				354.77	
Organismes publics					
(taxes et redevances)					
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) (m3)			120	0.0070	5.5 %
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)			120	0.4000	5.5 %
Performance des réseaux d'eau potable (Agence de l'eau) (m3)			120	0.0200	5.5 %
Performance des systèmes d'asst collectif (Agence de l'eau) (m3)			120	0.0300	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS				54.84	
TOTAL HT de la Facture				595.58	Euro
TOTAL TTC de la Facture				644.47	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement				3.90	Euro

6.2 Les données consommateurs par commune

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
ATTIN						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	738	764	792	818	860	5,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	308	324	356	380	393	3,4%
Assiette de la redevance (m3)	71 033	33 791	33 967	55 609	39 947	-28,2%
BEUTIN						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5	5	5	5	4	-20,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	34	34	34	50	78	56,0%
Assiette de la redevance (m3)	5 643	4 208	4 141	4 167	4 730	13,5%
CAMIERES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)					2 722	
CAMPIGNEULLES LES PETITES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	573	579	573	558	550	-1,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	208	206	207	206	205	-0,5%
Assiette de la redevance (m3)	37 453	16 573	15 448	15 039	18 574	23,5%
CUCQ						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 211	5 185	5 152	5 178	5 213	0,7%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 756	3 806	3 827	3 785	3 879	2,5%
Assiette de la redevance (m3)	173 515	186 680	196 294	175 677	191 810	9,2%
ECUIRES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	738	730	725	715	708	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	135	183	190	190	218	14,7%
Assiette de la redevance (m3)	73 123	28 595	40 443	19 061	15 065	-21,0%
ETAPLES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 963	11 040	11 025	10 928	11 057	1,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 277	5 358	5 531	5 554	5 612	1,0%
Assiette de la redevance (m3)	399 713	465 345	406 977	412 091	405 790	-1,5%
FRENCQ						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	60	61	62	64	65	1,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	24	21	48	48	49	2,1%
Assiette de la redevance (m3)	3 631	1 397	2 135	5 785	6 754	16,8%
LA MADELAINE SOUS MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	169	166	162	159	157	-1,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	14	14	15	15	15	0,0%
Assiette de la redevance (m3)	5 800	-651	2 804	3 369	1 282	-61,9%
LE TOUQUET PARIS PLAGE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 462	4 484	4 501	4 527	4 513	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	10 615	10 749	10 858	10 961	11 043	0,7%
Assiette de la redevance (m3)	515 436	454 839	561 928	511 863	501 501	-2,0%
LEFAUX						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)		242	180	177	173	-2,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				94	97	3,2%
Assiette de la redevance (m3)				10 810	8 404	-22,3%
MERLIMONT						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 414	3 443	3 471	3 459	3 437	-0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 897	2 929	2 971	2 917	2 931	0,5%
Assiette de la redevance (m3)	101 318	114 651	104 027	91 286	105 124	15,2%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 144	2 076	2 059	2 036	2 015	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 285	1 314	1 404	1 441	1 432	-0,6%
Assiette de la redevance (m3)	200 959	94 009	125 219	74 276	116 665	57,1%
NEUVILLE SOUS MONTREUIL						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	659	655	658	659	658	-0,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	316	319	321	315	316	0,3%
Assiette de la redevance (m3)	38 629	20 249	27 785	26 842	7 782	-71,0%
SAINT JOSSE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)		1 154	46	46	45	-2,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				16	16	0,0%
Assiette de la redevance (m3)				2 141	2 667	24,6%
SORRUS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	830	875	909	942	959	1,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	292	294	301	308	311	1,0%
Assiette de la redevance (m3)	52 309	24 121	19 918	24 550	26 631	8,5%
WAILLY BEAUCAMP						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10	10	11	11	11	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	18	20	20	19	20	5,3%
Assiette de la redevance (m3)	2 944	1 888	2 015	1 072	2 421	125,8%

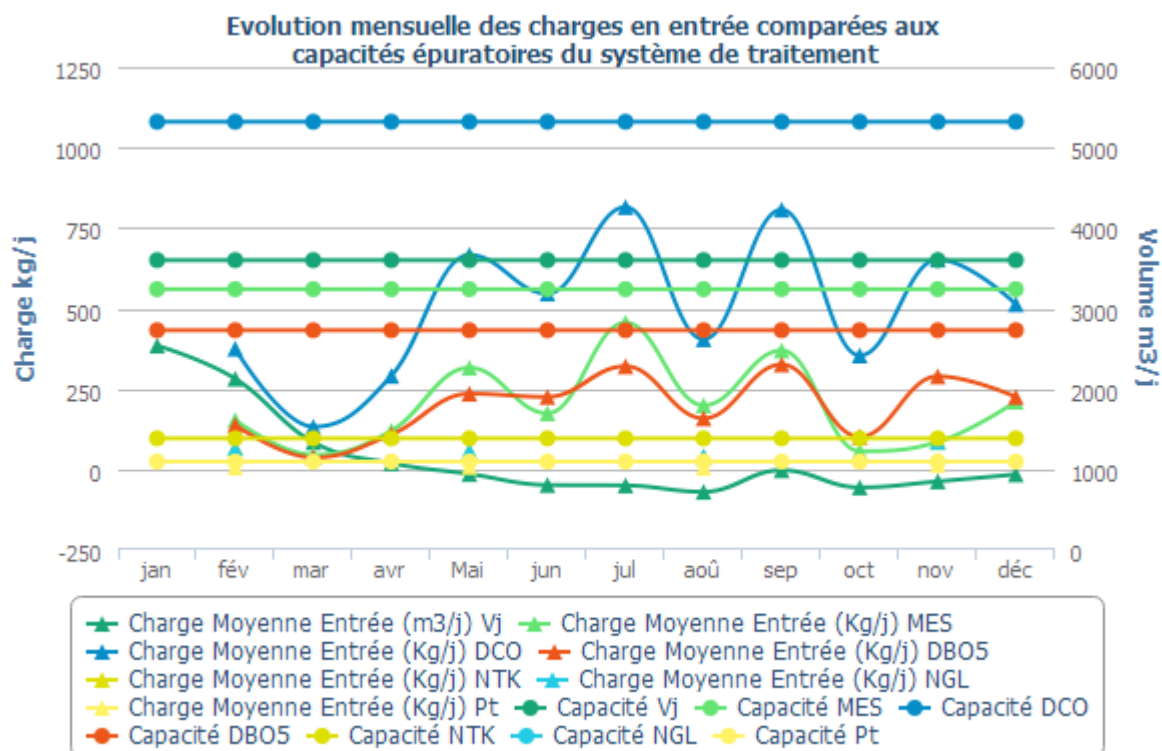
6.3 Le bilan qualité par usine

Station d'Epuration de Montreuil sur mer

Bilans HCNF / Bilans :

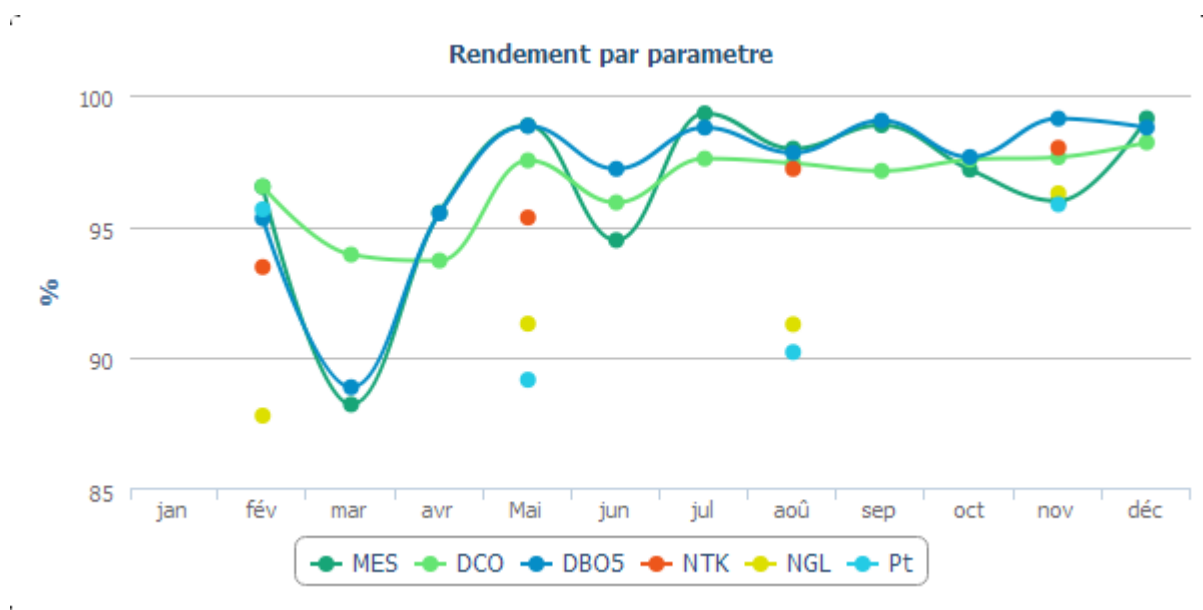
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	2 536	- / -	-	-	-	-	-	-
février	2 126	4 / 4	153	375	138	65,9	65,9	6,0
mars	1 338	0 / 2	45	132	36	-	-	-
avril	1 075	0 / 2	120	290	108	-	-	-
mai	942	0 / 2	316	666	235	57,3	57,3	6,9
juin	804	0 / 2	174	546	225	-	-	-
juillet	799	0 / 2	456	815	320	-	-	-
août	719	0 / 2	199	404	158	40,2	40,2	4,5
septembre	988	0 / 2	369	807	326	-	-	-
octobre	775	0 / 2	56	354	101	-	-	-
novembre	849	0 / 2	85	652	289	85,3	85,3	13,6
décembre	936	0 / 2	210	513	225	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

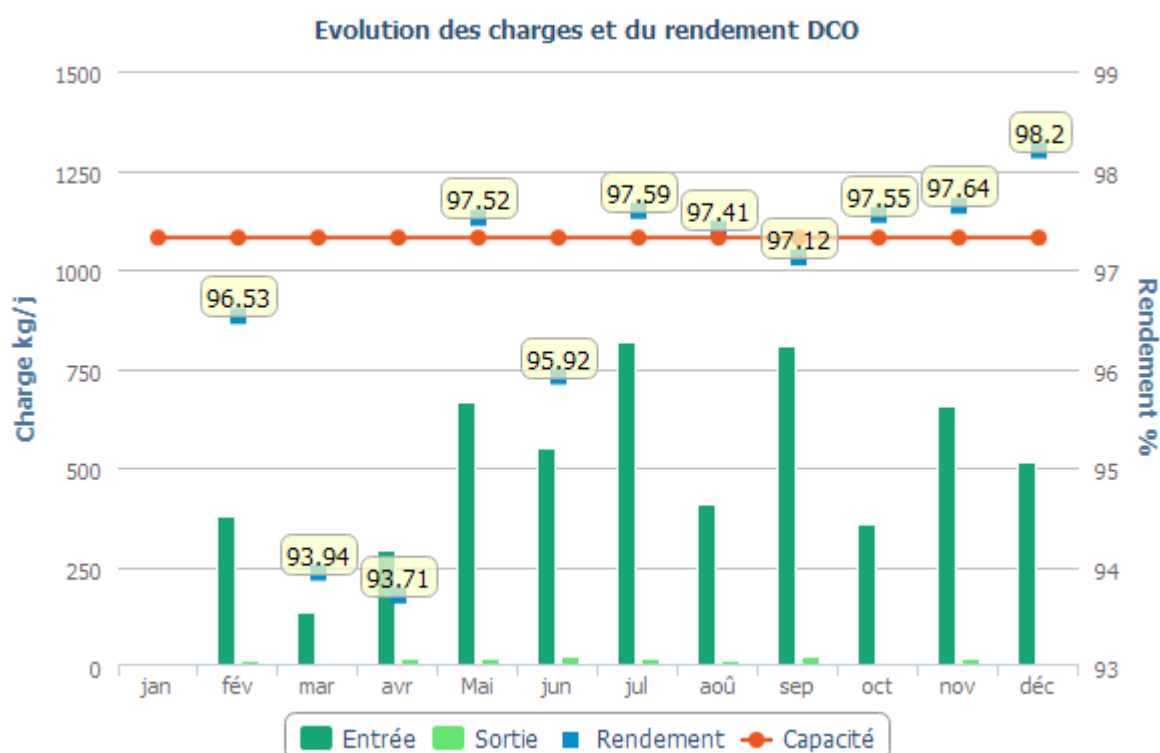
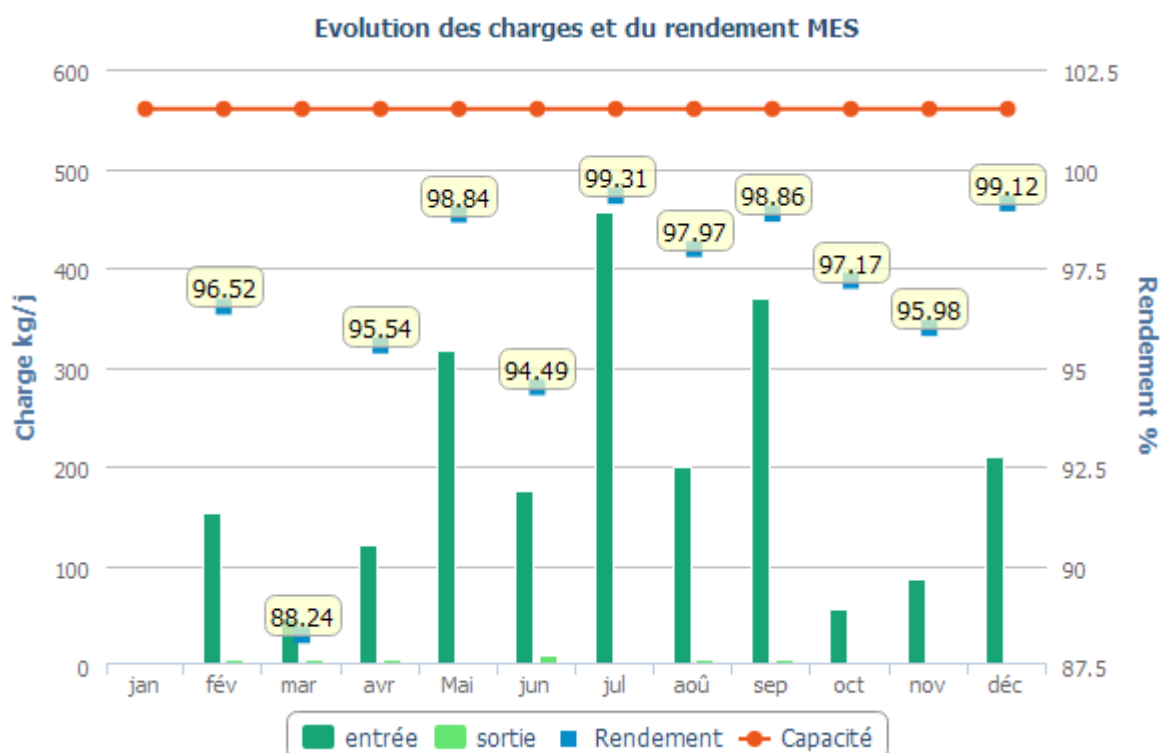


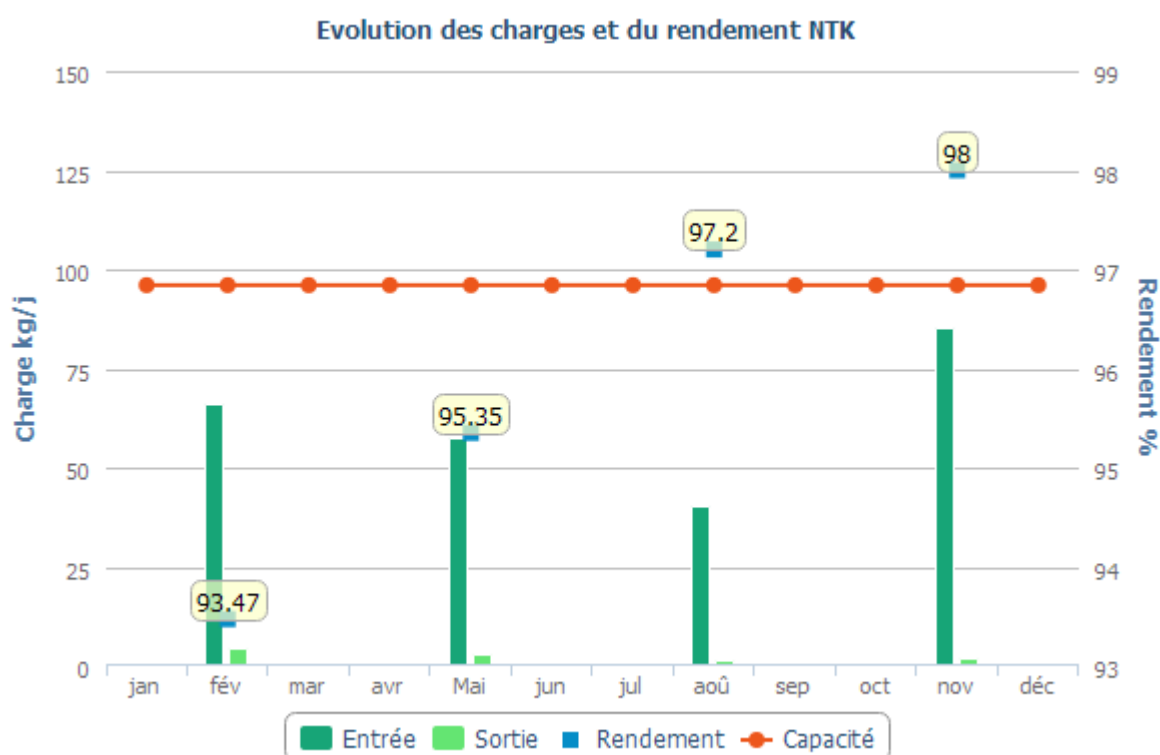
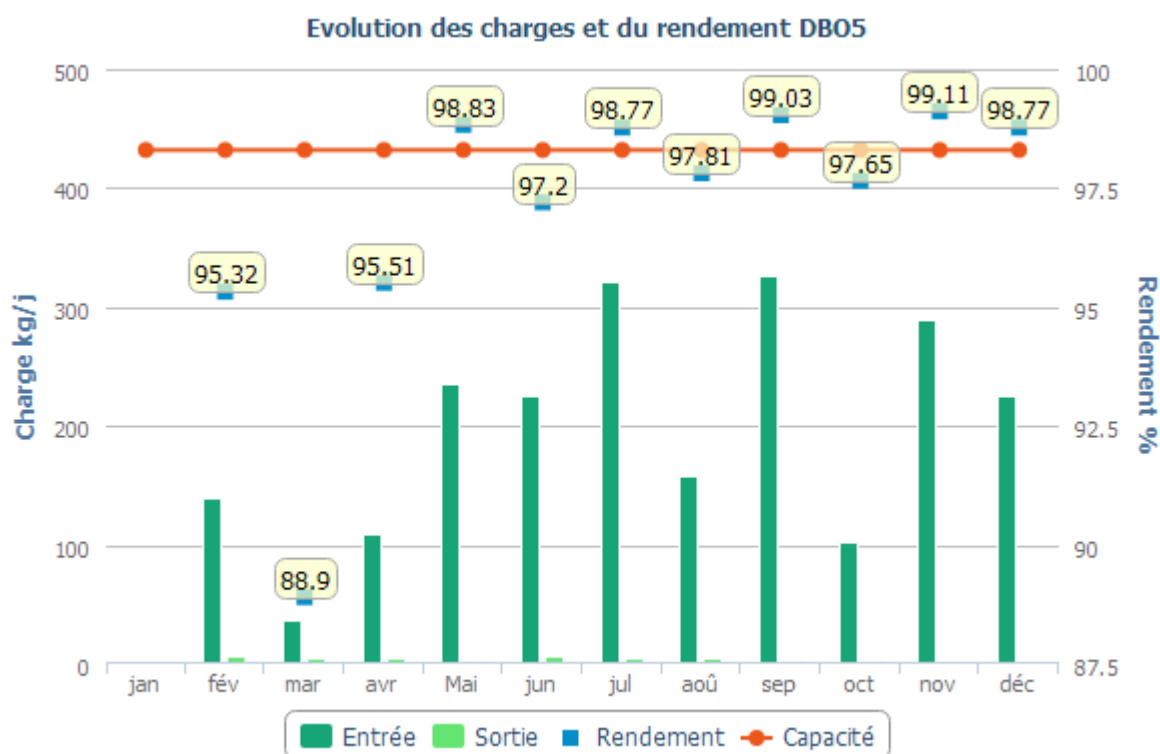
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier												
février	5,30	96,52	13,00	96,53	6,46	95,32	4,30	93,47	8,00	87,82	0,30	95,66
mars	5,40	88,24	8,00	93,94	4,01	88,90						
avril	5,40	95,54	18,30	93,71	4,83	95,51						
mai	3,70	98,84	16,50	97,52	2,75	98,83	2,70	95,35	5,00	91,31	0,70	89,18
juin	9,60	94,49	22,30	95,92	6,29	97,20						
juillet	3,20	99,31	19,70	97,59	3,93	98,77						
août	4,00	97,97	10,50	97,41	3,46	97,81	1,10	97,20	3,50	91,29	0,40	90,23
septembre	4,20	98,86	23,20	97,12	3,17	99,03						
octobre	1,60	97,17	8,70	97,55	2,37	97,65						
novembre	3,40	95,98	15,40	97,64	2,56	99,11	1,70	98,00	3,20	96,27	0,60	95,85
décembre	1,80	99,12	9,20	98,20	2,76	98,77						

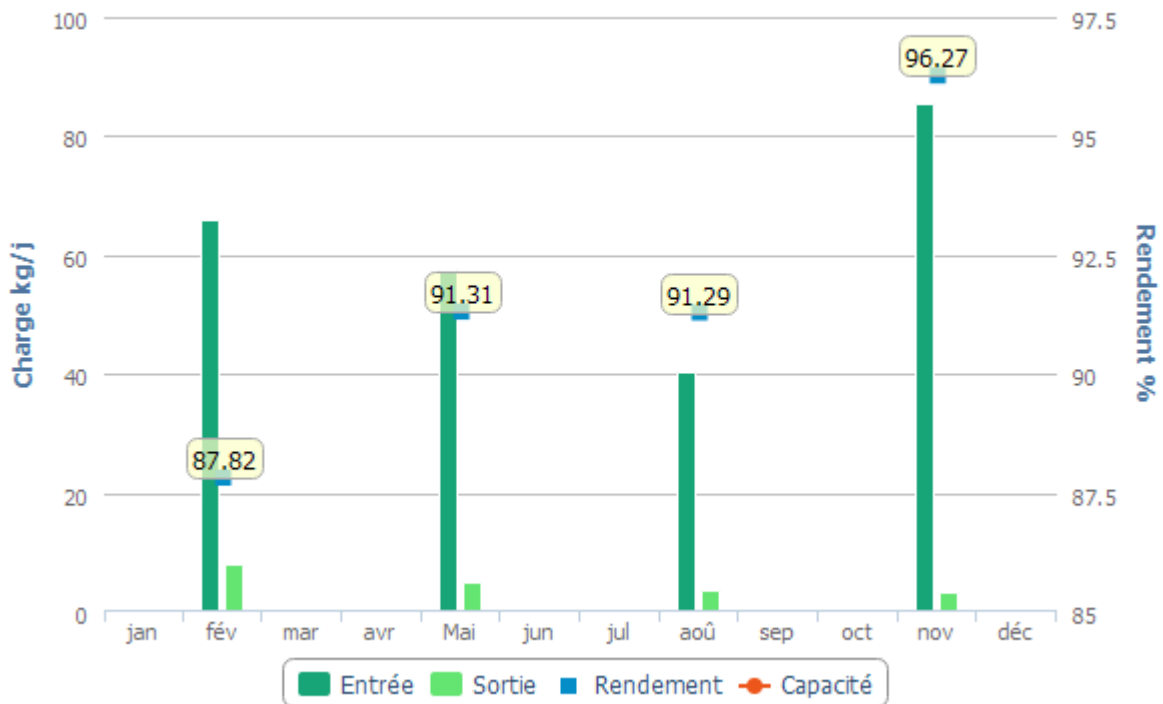


Evolution des charges et du rendement par paramètre

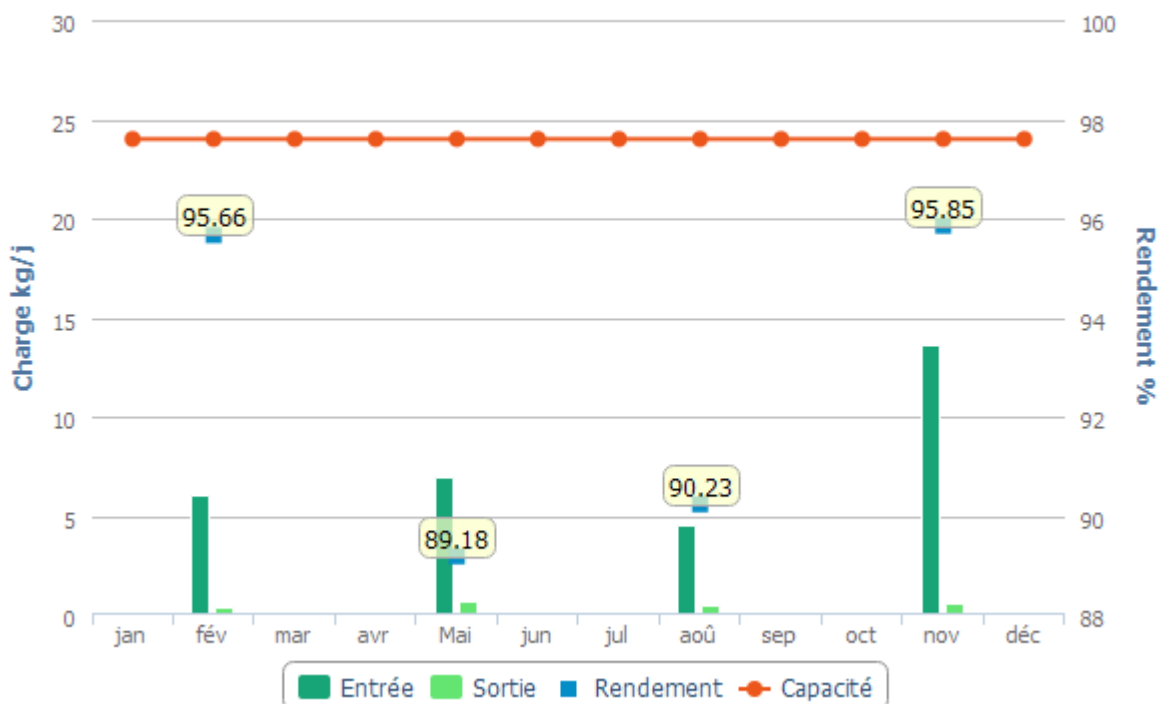




Evolution des charges et du rendement NGL



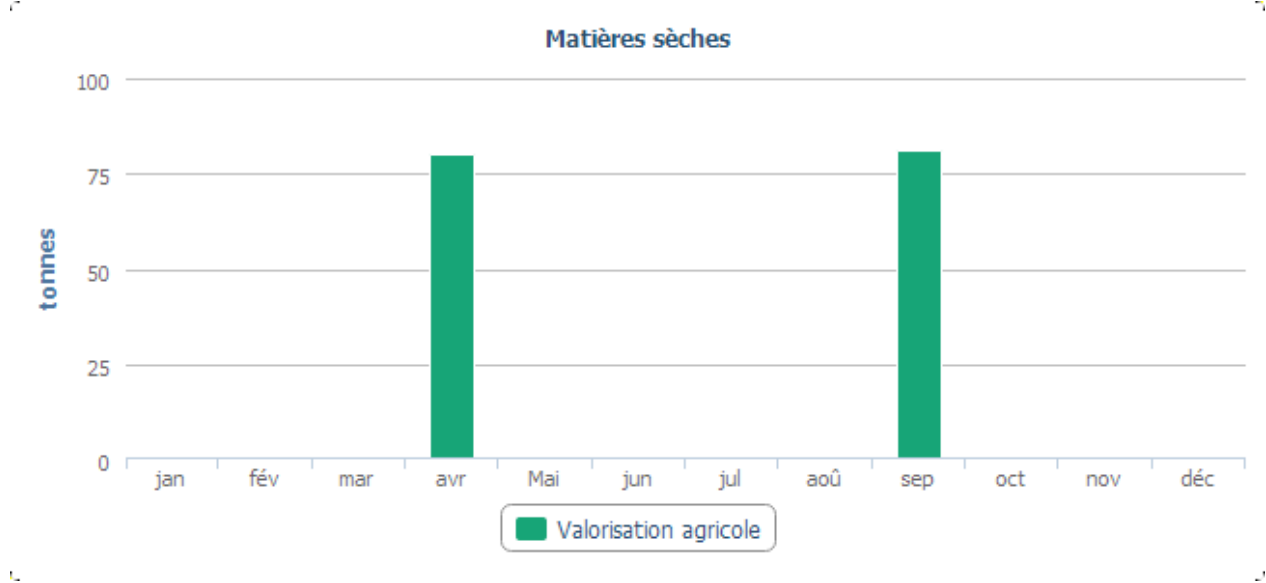
Evolution des charges et du rendement PT



Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan rédhibitoire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement
26/06/2024	Oui	Non	E. coli	Non
15/10/2024	Oui	Non	E. coli	Non

Boues évacuées par mois

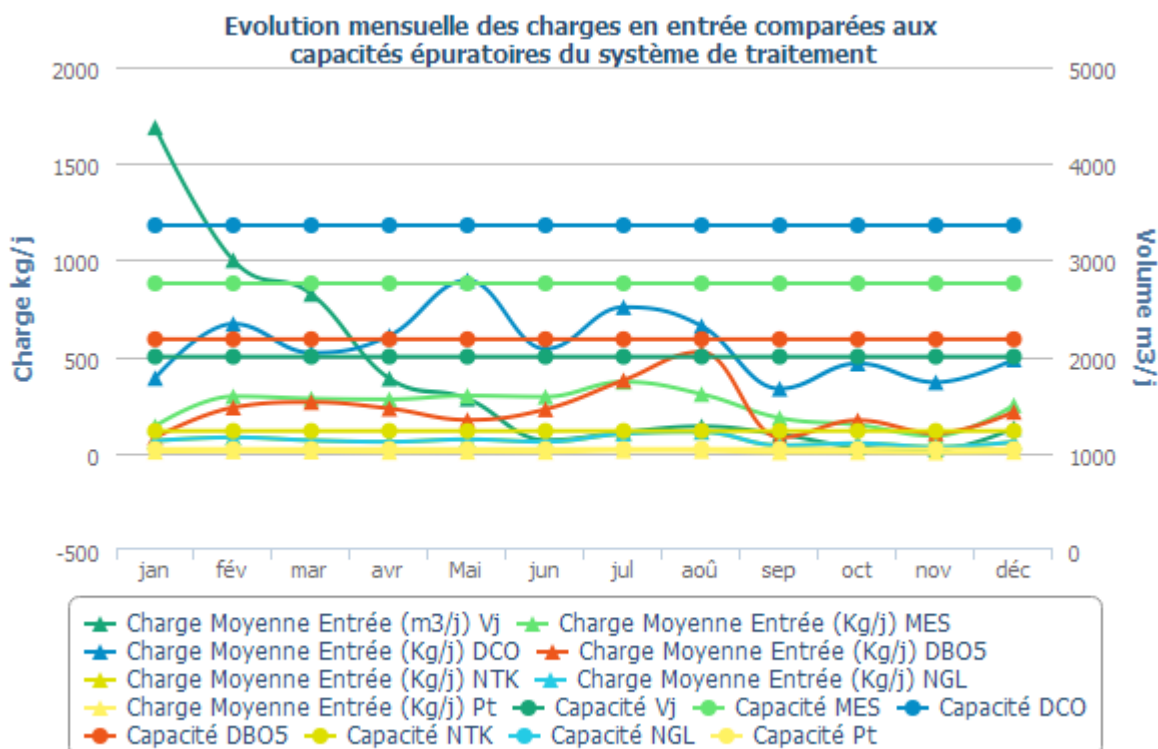


Station d'Epuration Camiers

Bilans HCNF / Bilans :

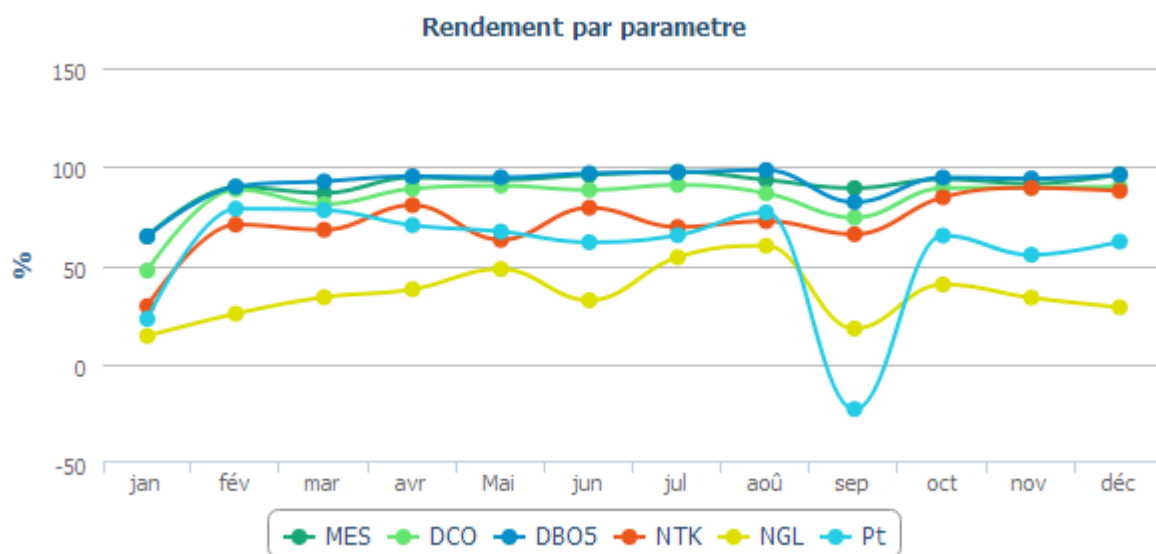
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	4 376	2 / 2	140	389	81	63,8	63,8	7,6
février	3 000	0 / 2	295	670	237	82,2	82,2	9,6
mars	2 649	1 / 2	283	520	265	66,5	66,5	8,5
avril	1 774	0 / 2	279	608	231	59,4	59,4	6,0
mai	1 564	0 / 2	298	895	172	71,9	71,9	7,0
juin	1 134	0 / 2	293	540	227	59,3	59,3	5,9
juillet	1 218	0 / 2	369	756	378	101,1	101,1	12,2
août	1 278	0 / 2	306	659	524	109,7	109,7	11,6
septembre	1 194	0 / 2	183	334	82	40,6	40,6	4,3
octobre	1 062	0 / 2	146	465	170	51,1	51,1	5,2
novembre	1 038	0 / 2	89	367	104	32,4	32,4	3,5
décembre	1 260	0 / 2	249	485	214	58,6	58,6	6,2

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

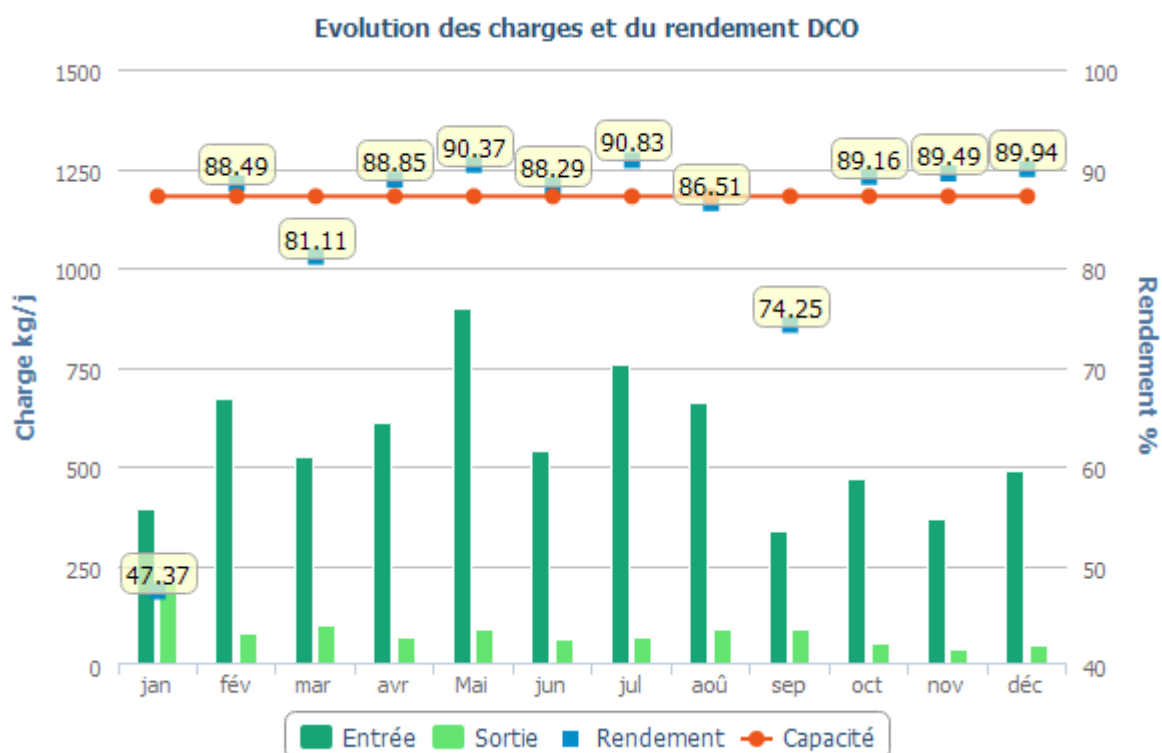
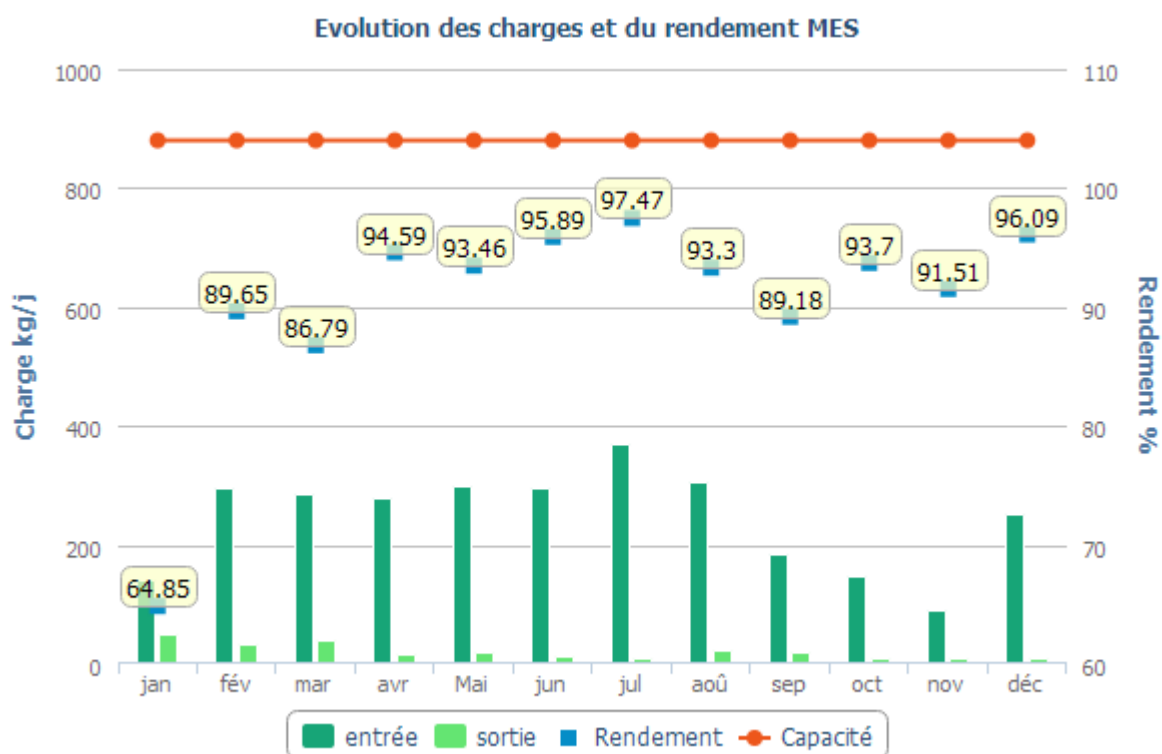


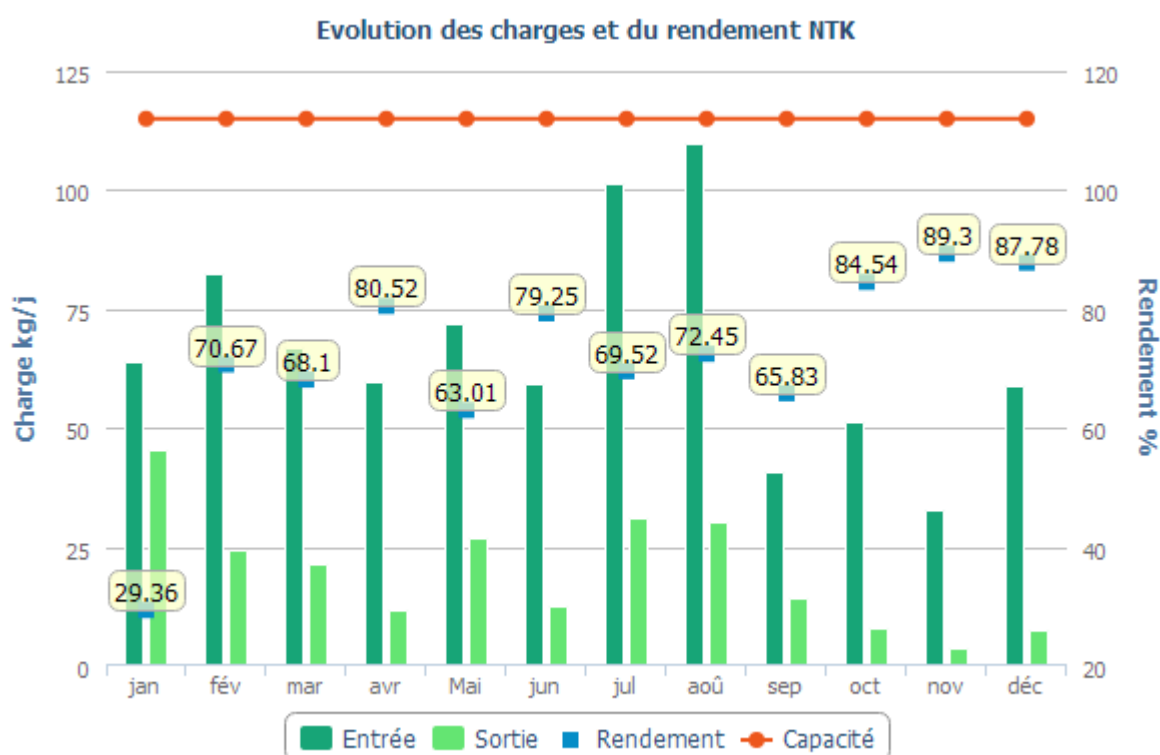
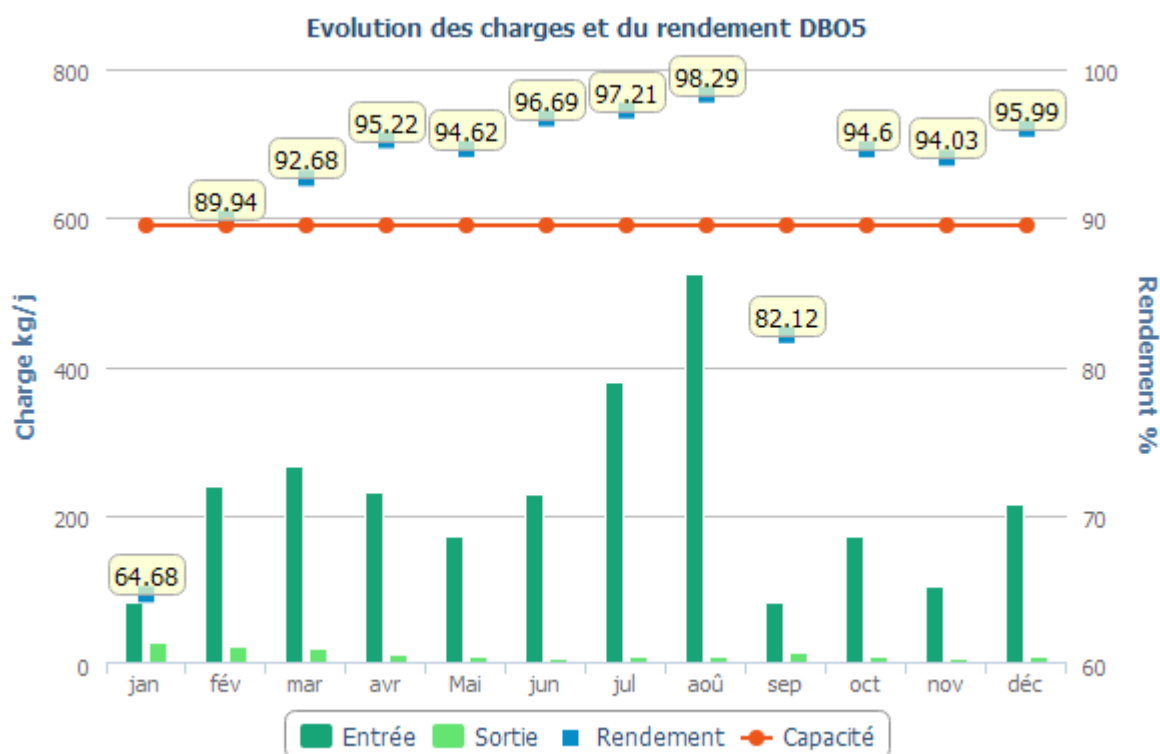
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

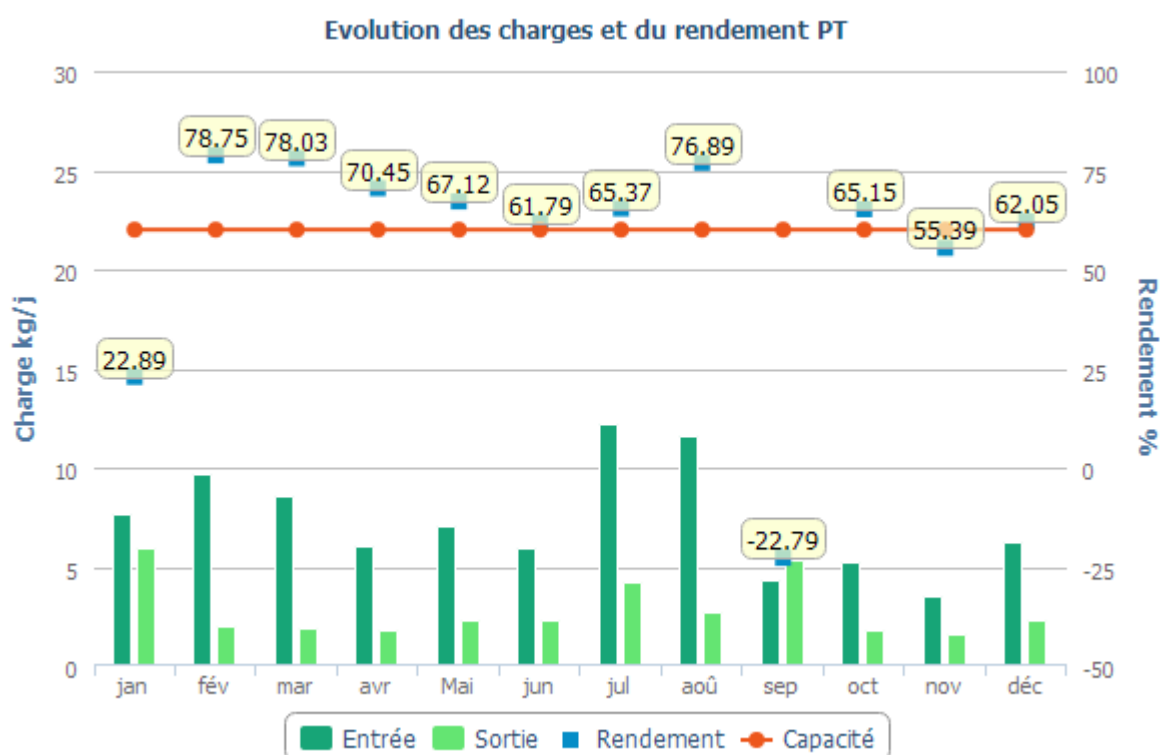
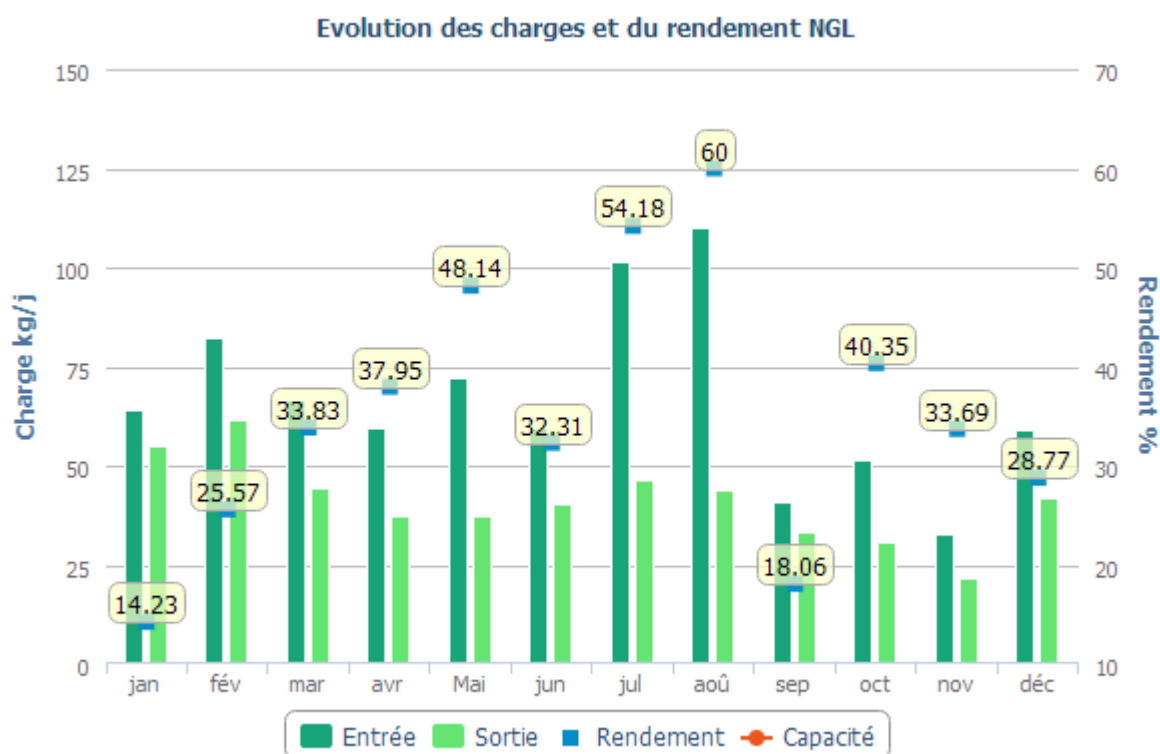
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	49,30	64,85	204,80	47,37	28,43	64,68	45,10	29,36	54,70	14,23	5,90	22,89
février	30,50	89,65	77,20	88,49	23,84	89,94	24,10	70,67	61,20	25,57	2,00	78,75
mars	37,40	86,79	98,20	81,11	19,40	92,68	21,20	68,10	44,00	33,83	1,90	78,03
avril	15,10	94,59	67,80	88,85	11,02	95,22	11,60	80,52	36,90	37,95	1,80	70,45
mai	19,50	93,46	86,20	90,37	9,25	94,62	26,60	63,01	37,30	48,14	2,30	67,12
juin	12,00	95,89	63,30	88,29	7,51	96,69	12,30	79,25	40,10	32,31	2,30	61,79
juillet	9,30	97,47	69,30	90,83	10,54	97,21	30,80	69,52	46,30	54,18	4,20	65,37
août	20,50	93,30	88,90	86,51	8,96	98,29	30,20	72,45	43,90	60,00	2,70	76,89
septembre	19,80	89,18	86,00	74,25	14,73	82,12	13,90	65,83	33,30	18,06	5,30	-22,79
octobre	9,20	93,70	50,40	89,16	9,18	94,60	7,90	84,54	30,50	40,35	1,80	65,15
novembre	7,60	91,51	38,60	89,49	6,19	94,03	3,50	89,30	21,50	33,69	1,60	55,39
décembre	9,80	96,09	48,80	89,94	8,59	95,99	7,20	87,78	41,70	28,77	2,30	62,05



Evolution des charges et du rendement par paramètre



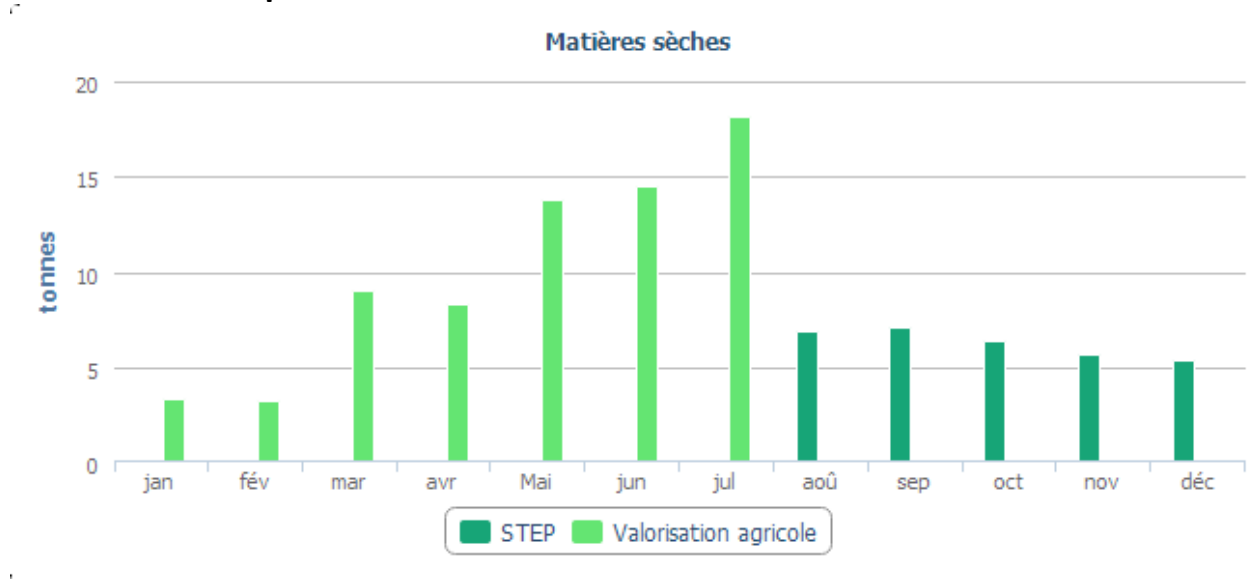




Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhabilitaire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement
05/02/2024	Oui	Non	NGL	Non
09/04/2024	Oui	Non	NGL	Non
14/05/2024	Oui	Non	NGL	Non
11/06/2024	Oui	Non	NGL	Non
16/07/2024	Oui	Non	NGL	Non
22/08/2024	Oui	Non	NGL	Non
10/09/2024	Oui	Non	NGL	Non
22/10/2024	Oui	Non	NGL	Non
27/11/2024	Oui	Non	NGL	Non
17/12/2024	Oui	Non	NGL	Non

Boues évacuées par mois

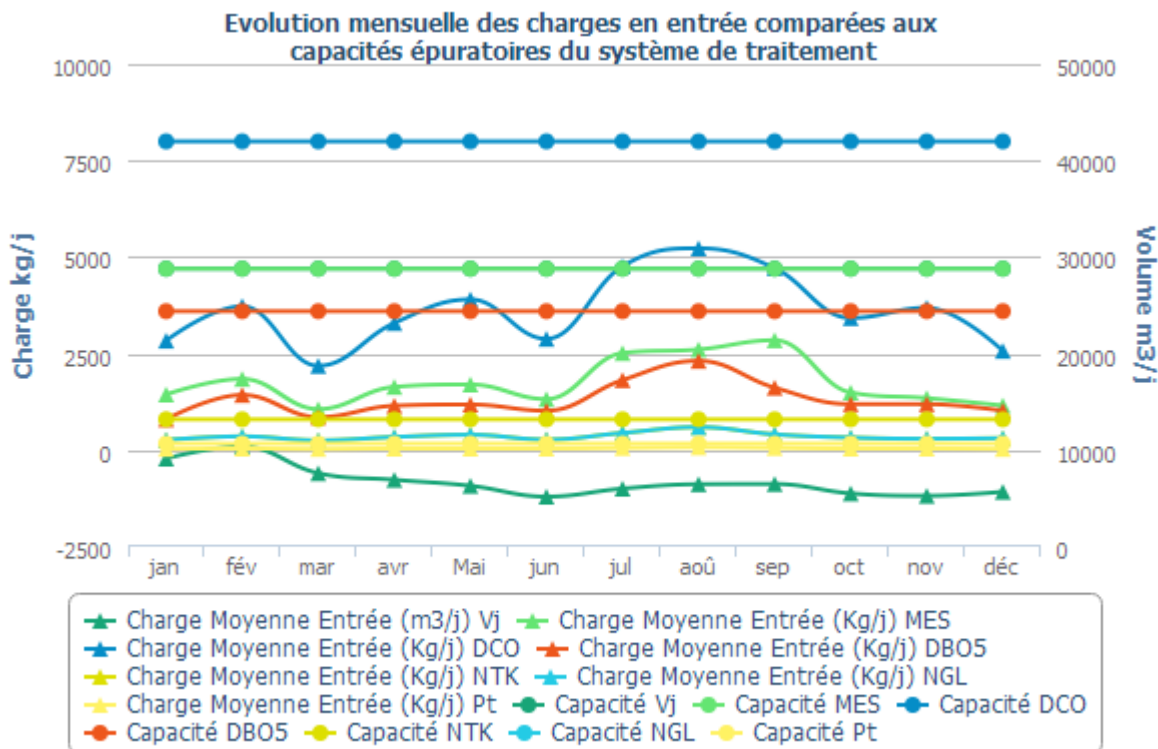


Station d'Epuration Cucq

Bilans HCNF / Bilans :

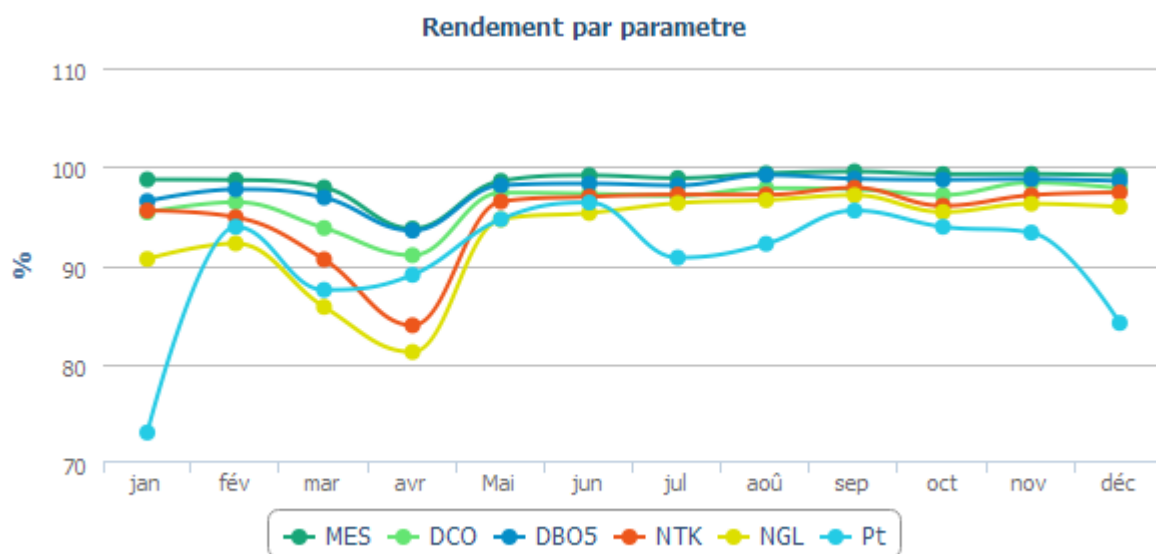
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	9 127	3 / 12	1 444	2 838	797	262,6	262,6	32,9
février	10 401	4 / 11	1 844	3 730	1 434	358,1	358,1	42,1
mars	7 618	1 / 10	1 064	2 186	857	254,1	254,1	33,4
avril	6 931	2 / 11	1 638	3 293	1 153	343,9	343,9	40,7
mai	6 310	0 / 14	1 700	3 908	1 180	397,5	397,5	39,6
juin	5 185	0 / 12	1 324	2 885	1 024	276,2	276,2	41,7
juillet	6 026	0 / 14	2 514	4 762	1 815	444,2	444,2	55,5
août	6 471	0 / 13	2 607	5 228	2 314	594,6	594,6	71,1
septembre	6 494	2 / 13	2 848	4 717	1 618	411,9	411,9	57,5
octobre	5 518	0 / 10	1 495	3 423	1 194	326,5	326,5	39,5
novembre	5 279	1 / 10	1 350	3 688	1 191	294,7	294,7	41,7
décembre	5 688	1 / 11	1 157	2 574	1 020	308,8	308,8	31,9

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

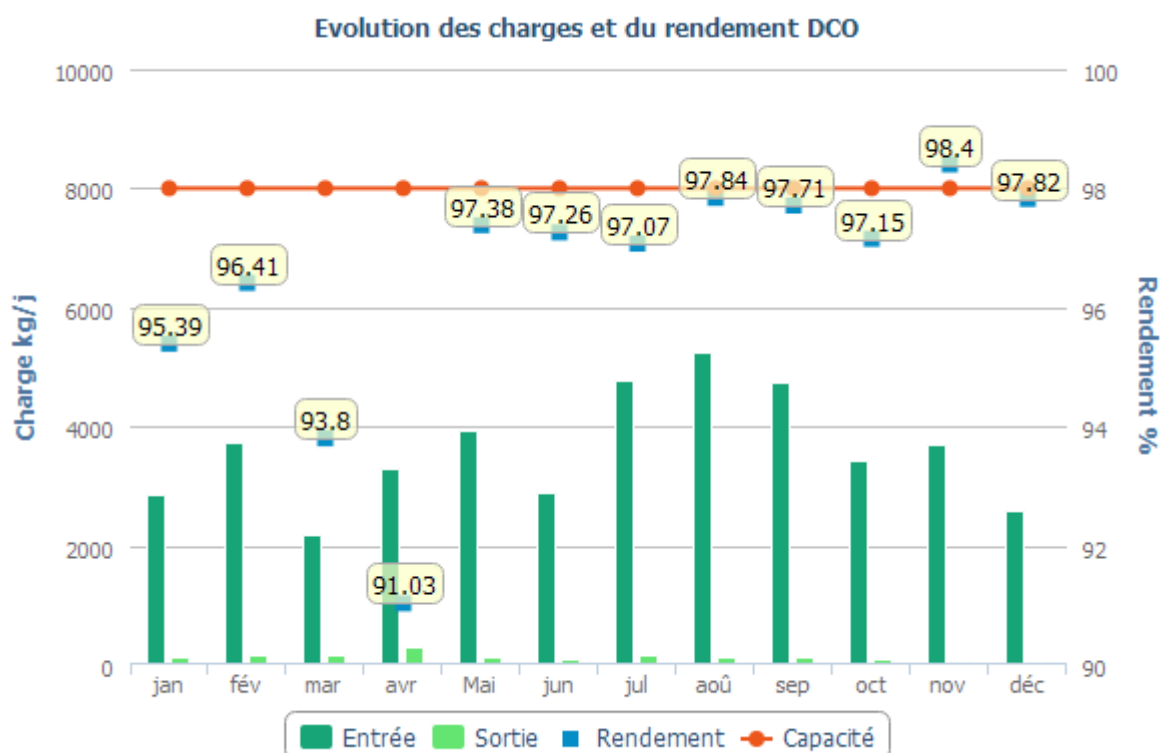
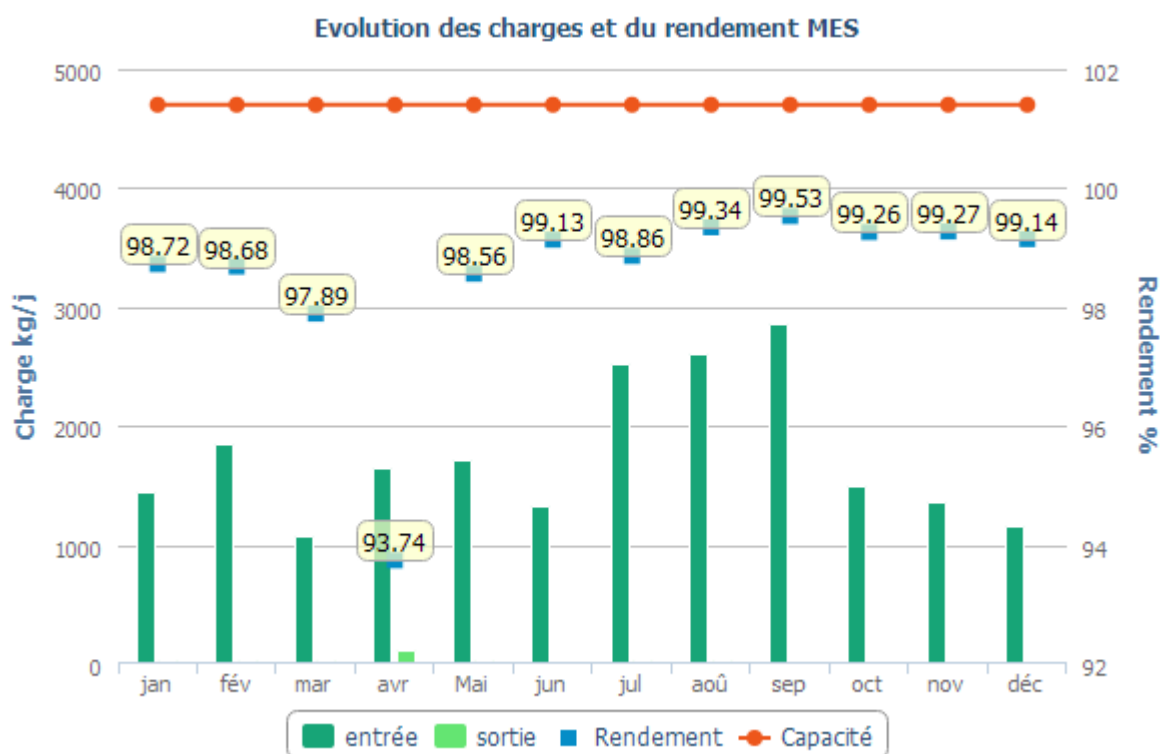


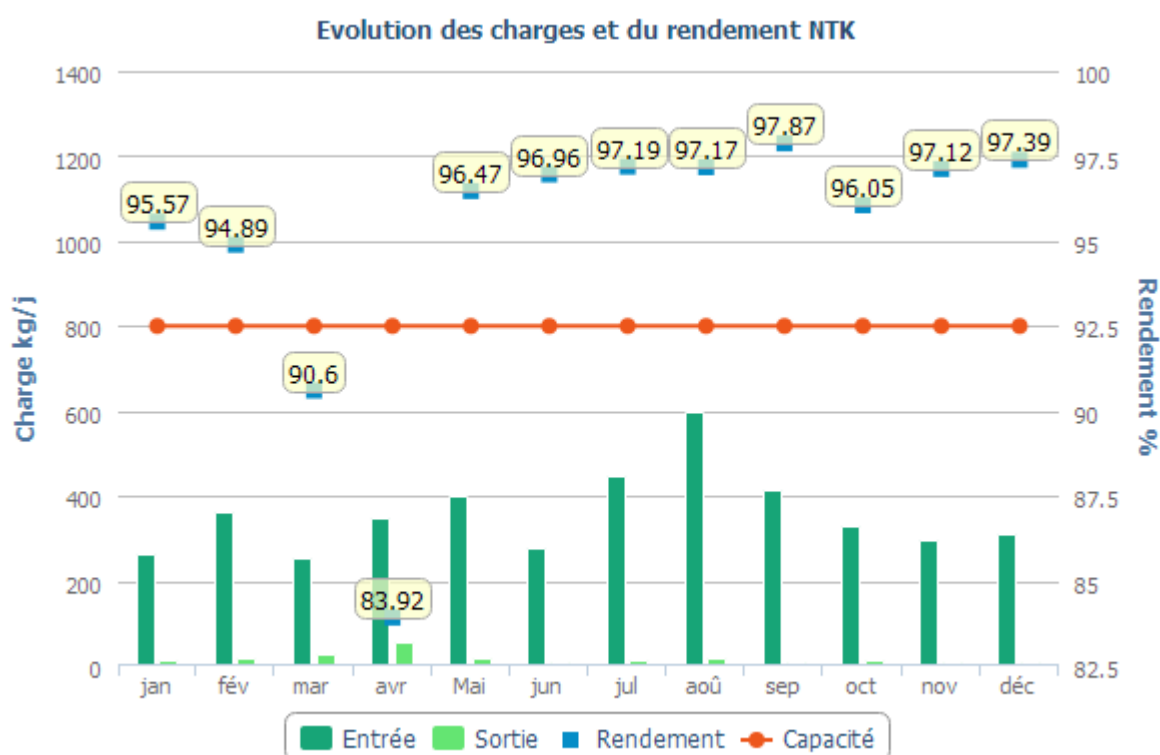
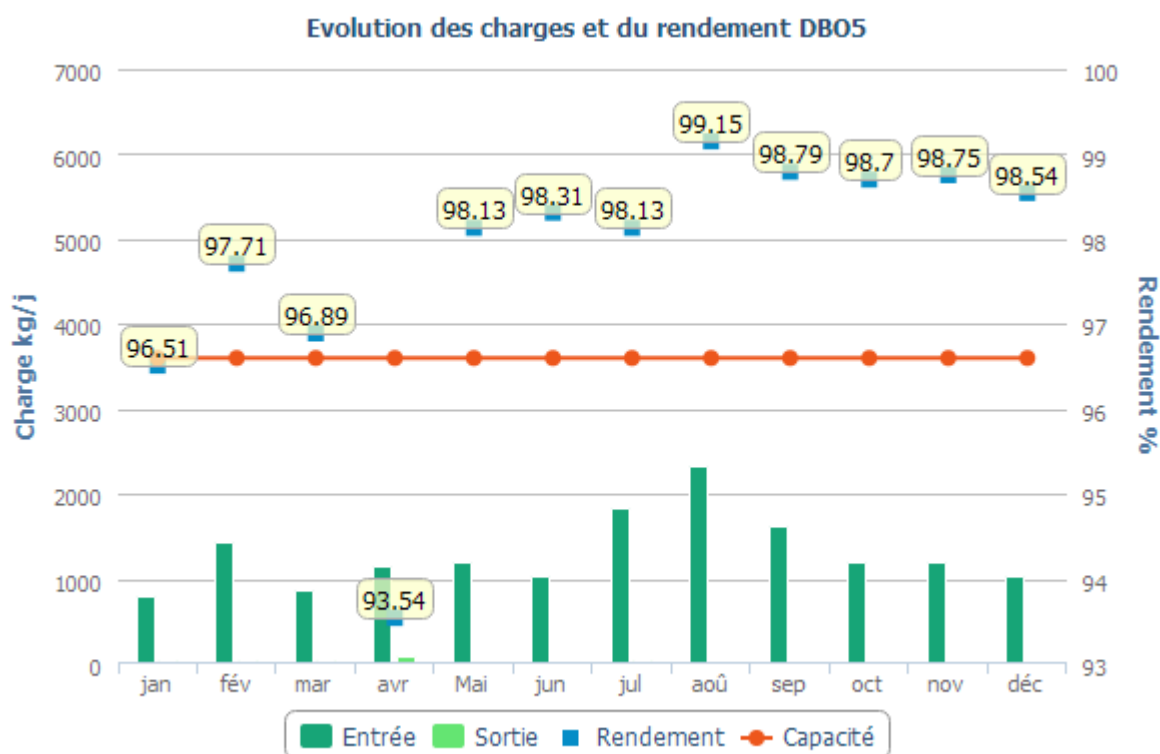
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

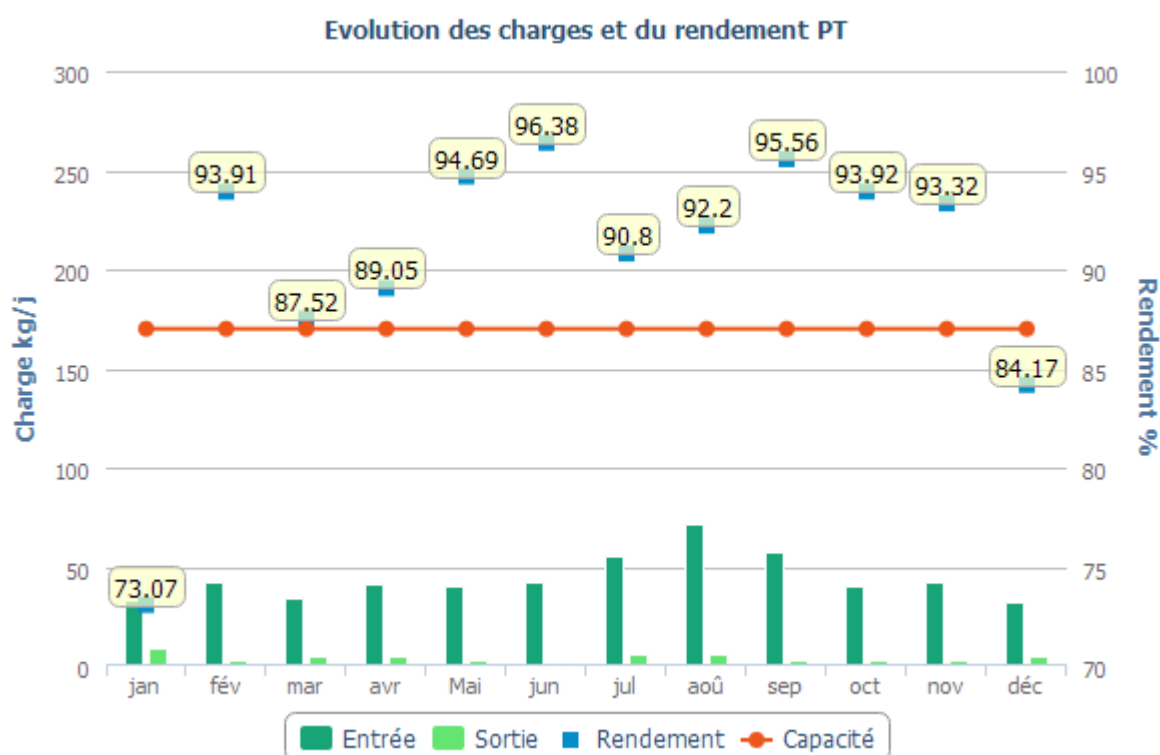
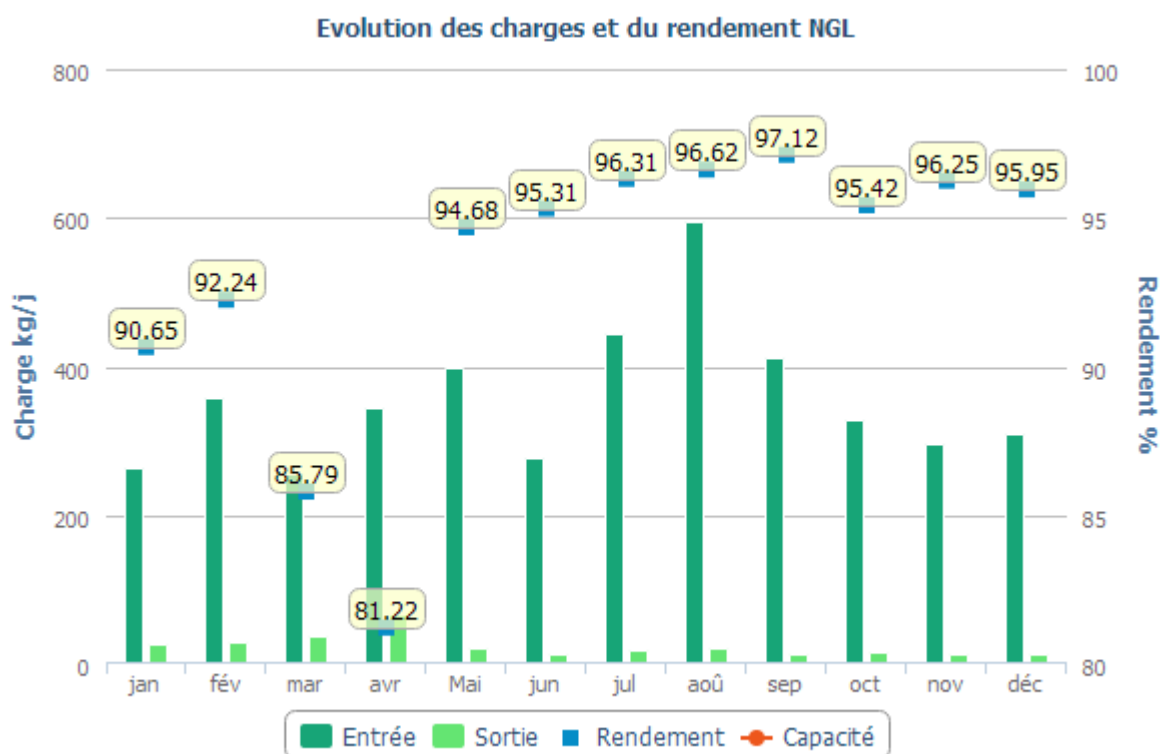
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	18,60	98,72	130,70	95,39	27,82	96,51	11,60	95,57	24,60	90,65	8,90	73,07
février	24,40	98,68	133,80	96,41	32,78	97,71	18,30	94,89	27,80	92,24	2,60	93,91
mars	22,50	97,89	135,60	93,80	26,63	96,89	23,90	90,60	36,10	85,79	4,20	87,52
avril	102,60	93,74	295,50	91,03	74,50	93,54	55,30	83,92	64,60	81,22	4,50	89,05
mai	24,40	98,56	102,30	97,38	22,07	98,13	14,00	96,47	21,10	94,68	2,10	94,69
juin	11,60	99,13	79,00	97,26	17,33	98,31	8,40	96,96	13,00	95,31	1,50	96,38
juillet	28,50	98,86	139,50	97,07	33,85	98,13	12,50	97,19	16,40	96,31	5,10	90,80
août	17,10	99,34	112,90	97,84	19,62	99,15	16,80	97,17	20,10	96,62	5,50	92,20
septembre	13,30	99,53	107,80	97,71	19,54	98,79	8,80	97,87	11,90	97,12	2,60	95,56
octobre	11,00	99,26	97,40	97,15	15,50	98,70	12,90	96,05	15,00	95,42	2,40	93,92
novembre	9,90	99,27	59,00	98,40	14,87	98,75	8,50	97,12	11,10	96,25	2,80	93,32
décembre	9,90	99,14	56,10	97,82	14,88	98,54	8,10	97,39	12,50	95,95	5,00	84,17



Evolution des charges et du rendement par paramètre



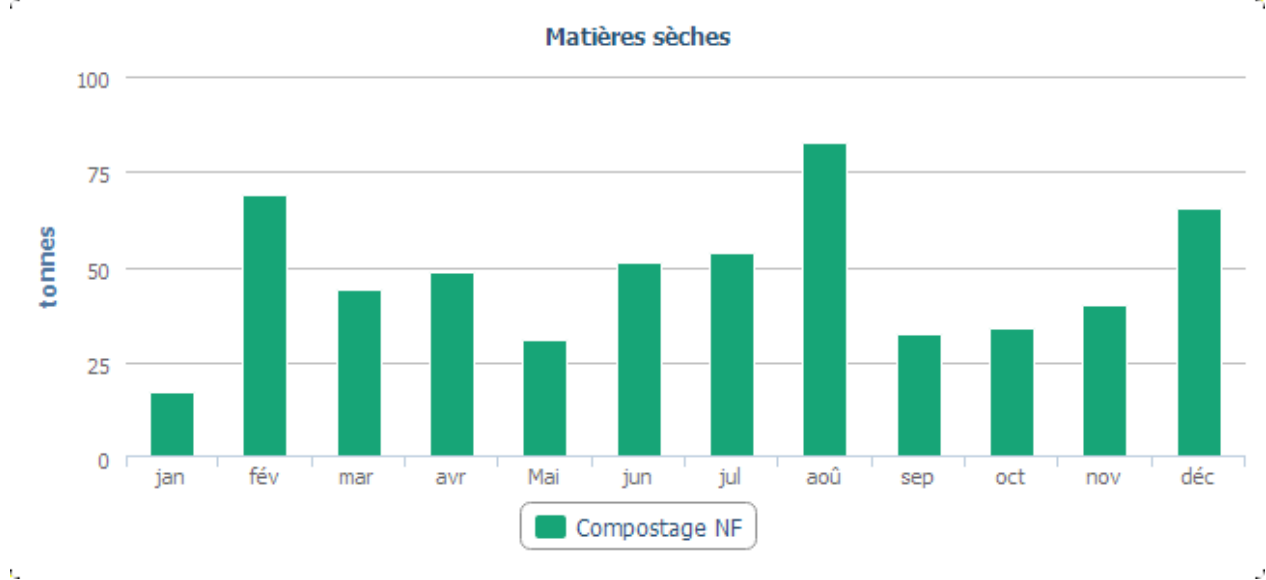




Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhabilitoire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement
19/06/2024	Oui	Non	E. coli Enterocoq	Non
17/07/2024	Oui	Oui	E. coli Enterocoq	Non
31/07/2024	Oui	Oui	E. coli Enterocoq	Non
25/09/2024	Oui	Oui	E. coli Enterocoq	Non
05/12/2024	Oui	Non	E. coli	Oui

Boues évacuées par mois



Mini-STEP Beutin – La Balastière

La mini-station de la Balastière ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 3 septembre 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température		17,2 °C			
M.E.S.	566	61	89,2 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1140	378	66,8 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	510	130	74,5 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	73,10	95,0	-30,0 %		
N.T.K.	74,70	101,0	-35,2 %		
N-NO2		< 0,020			
N-NO3		< 0,220			
N.G.L.	74,7	101,00	-35,2 %		
P total	8,70	9,50	-9,2 %		
Ph	8,20	7,60			

Pour mémoire, de par sa taille (50EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Beutin – Rue de la Gare

La mini-station de la Gare ne possède pas de débitmétrie.

Pour mémoire, de par sa taille (100EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

STEP de Lefaux

Le cahier de vie de l'installation signé par les intervenants a été transmis aux autorités pour information. A partir de 2024, les résultats des 6 campagnes de prélèvements et d'analyses seront transmis par fichier SANDRE aux services compétents. Aucun résultat n'a été jugé non conforme.

En 2024, 4 443 m³ d'eau ont été traités sur l'usine de dépollution.

Mini-STEP de Montcavrel

La mini-station de Montcavrel ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 12 mars 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température		10,3 °C			
M.E.S.	98	3	96,9 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	343	18	94,8 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	69	< 3,0	95,7 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH4	85,3	31,80	62,7 %		
N.T.K.	100,6	35,10	65,1 %		
N-NO2		0,03			
N-NO3		6,90			
N.G.L.	100,60	42,03	58,2 %		
P total	9,60	1,80	81,3 %		
Ph	7,90	7,70			

Pour mémoire, de par sa taille (60 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Frencq – Clos Saint-Martin

La mini-station de Frencq Clos Saint-Martin ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 20 mars 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réductible
M.E.S.	180	36	80,0 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	339	83	75,5 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O2) / l
D.B.O.	88,00	21	76,1 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O2) / l
N-NH4	39,90	14,80	62,9 %		
N.T.K.	59,00	21,80	63,1 %		
N-NO2		0,04			
N-NO3		4,580			
N.G.L.		26,42			
P total	6,10	2,40	60,7 %		
Ph	7,50	7,40			

Pour mémoire, de par sa taille (80 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Frencq – Les Crapauds

La mini-station de Frencq Les Crapauds ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d’autocontrôle a été réalisée le 20 mars 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réduite
M.E.S.	450	98	78,2 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	654	67	89,8 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O ₂) /l
D.B.O.	220	21	90,5 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O ₂) /l
N-NH ₄	68,5	11,5	83,2 %		
N.T.K.	126,40	12,0	90,5 %		
N-NO ₂		0,04			
N-NO ₃		5,45			
N.G.L.		17,49			
P total	13,00	1,50	88,5 %		
Ph	8,20	7,50			

Pour mémoire, de par sa taille (120 EH < 200 EH), l’installation n’est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Saint-Josse - Ermitage

La mini-station de Saint-Josse - Ermitage ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d’autocontrôle a été réalisée le 18 juin 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réduite mg/l
M.E.S.	740	15	98,0 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1260	39	96,9 %	200 mg/l - 60%	400 mg/l
D.B.O.	570	< 3,00	99,5 %	35 mg/l - 60%	70 mg/l
N-NH ₄	204,0	< 1,50	99,3 %		
N.T.K.	218,9	3,70	98,3 %		
N-NO ₂		0,20			
N-NO ₃		29,40			
N.G.L.	218,9	33,30	84,8 %		
P total	18,00	10,00	44,4 %		
Ph	8,60	7,70			

Pour mémoire, de par sa taille (60EH < 200 EH), l’installation n’est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Tubersent –Les Coquelicots

La mini-station de Tubersent – Les Coquelicots ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d’autocontrôle a été réalisée le 6 novembre 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réductible
Température		14,9 °C			
M.E.S.	106	40	62,3 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	633	515	18,6 %	200 mg/l – 60%	400 mg(O ₂) / l
D.B.O.	310	250	19,4 %	35 mg/l – 60%	70 mg(O ₂)/l
N-NH ₄	91,60	105,0	-14,6 %		
N.T.K.	100,30	114,4	-14,1 %		
N-NO ₂		< 0,02			
N-NO ₃		< 0,22			
N.G.L.	100,3	114,40	-14,1 %		
P total	12,00	11,00	8,3 %		
Ph	7,40	7,20			

Pour mémoire, de par sa taille (120 EH < 200 EH), l’installation n’est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Wailly-Beaucamp Montodion

La mini-station de Wailly-Beaucamp -Montodion ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d’autocontrôle a été réalisée le 21 février 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau Brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Réductible mg/l
Température		11,1 °C			
M.E.S.	2860	16	99,4 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	4990	62	98,8 %	200 mg/l – 60%	400 mg/l
D.B.O.	1300	12	99,1 %	35 mg/l – 60%	70 mg/l
N-NH ₄	19,80	7,8	60,6 %		
N.T.K.	46,40	10,2	78,0 %		
N-NO ₂		0,13			
N-NO ₃		4,30			
N.G.L.	46,4	14,63	68,5 %		
P total	5,20	1,10	78,8 %		
Ph	7,20	7,60			

Pour mémoire, de par sa taille (100 EH < 200 EH), l’installation n’est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Widehem l'Orée du Bois

La mini-station de Widehem –l'Orée du Bois ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 17 septembre 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réfinitoire
Température		24,4 °C			
M.E.S.	126	66	47,6 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	934	1040	-11,3 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O2) /l
D.B.O.	340	170	50,0 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O2) /l
N-NH4	53,60	101,0	-88,4 %		
N.T.K.	89,60	136,1	-51,9 %		
N-NO2		< 0,02			
N-NO3		< 0,22			
N.G.L.	89,6	136,10	-51,9 %		
P total	11,00	15,00	-36,4 %		
Ph	7,80	7,5			

Pour mémoire, de par sa taille (50 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

Mini-STEP Widehem Les Éoliennes

La mini-station de Widehem –les Éoliennes ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 17 septembre 2024 (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réfinitoire
Température		19,4 °C			
M.E.S.	72	40	44,4 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	425	262	38,4 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O2) /l
D.B.O.	190	100	47,4 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O2) /l
N-NH4	72,5	104,0	-43,4 %		
N.T.K.	106,7	111,3	-4,3 %		
N-NO2		0,02			
N-NO3		< 0,22			
N.G.L.	106,7	111,32	-4,3 %		
P total	7,80	8,20	-5,1 %		
Ph	7,8	7,7			

Pour mémoire, de par sa taille (50 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Mini Step-Beutin-La Balastierre						
Energie relevée consommée (kWh)				705	489	-30,6%
Energie facturée consommée (kWh)	2 775	1 821	1 073	582	338	-41,9%
Mini Step-Beutin-Rue De La Gare						
Energie relevée consommée (kWh)				63	52	-17,5%
Energie facturée consommée (kWh)	0	58	69	58	52	-10,3%
Mini Step_De_Montcavrel						
Energie relevée consommée (kWh)				5 035	4 599	-8,7%
Energie facturée consommée (kWh)	2 958	3 401	4 691	5 035	4 549	-9,7%
Mini Step_Frencq_Le Clos Saint-Martin						
Energie relevée consommée (kWh)	13 970	11 020	11 498	13 348	13 777	3,2%
Energie facturée consommée (kWh)	13 970	11 020	12 796	12 050	13 055	8,3%
Mini Step-FRENCQ-Les Crapauds_lotissement_communal						
Energie relevée consommée (kWh)				12 842	5 797	-54,9%
Energie facturée consommée (kWh)	9 389	11 552	13 992	11 744	5 755	-51,0%
Mini Step_Saint Josse_Résidence Ermitage						
Energie relevée consommée (kWh)				4 750	4 764	0,3%
Energie facturée consommée (kWh)	4 017	4 854	4 954	3 963	4 640	17,1%
Mini Step_Tubersent_Coquelicots						
Energie relevée consommée (kWh)				3 142	409	-87,0%
Energie facturée consommée (kWh)	3 347	6 720	6 389	2 531	397	-84,3%
Mini Step-Wailly Beaucamp-Monthodion						
Energie relevée consommée (kWh)				388	396	2,1%
Energie facturée consommée (kWh)	646	3 565	1 230	355	371	4,5%
Mini Step-Widehem-Orée du Bois						
Energie relevée consommée (kWh)				3 611	3 857	6,8%
Energie facturée consommée (kWh)	0	948	3 204	3 323	3 570	7,4%
Station d'Epuration de Montreuil sur mer						
Energie relevée consommée (kWh)	358 004	361 306	331 007	329 033	298 298	-9,3%
Energie facturée consommée (kWh)	508 688	321 502	291 994	325 229	289 087	-11,1%
Station d'Epuration_Camiers						
Energie relevée consommée (kWh)					286 238	
Energie facturée consommée (kWh)					228 591	
Station d'Epuration_Cucq						
Energie relevée consommée (kWh)	2 037 457	2 071 735	2 136 626	2 025 438	1 941 056	-4,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 106 722	2 131 442	1 991 911	2 035 106	1 935 548	-4,9%
Step_De_Lefaux						
Energie relevée consommée (kWh)			482	576	507	-12,0%
Energie facturée consommée (kWh)	4 573	381	564	576	549	-4,7%

Poste de relèvement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_EP_Merlimont_Parc A Bateaux						
Energie relevée consommée (kWh)	4 870	4 020	6 700	5 720	6 489	13,4%
Energie facturée consommée (kWh)	4 756	4 604	6 553	6 673	6 165	-7,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 880	1 696	3 050	3 036	2 863	-5,7%
PR_Attin_Acacias(NA)						
Energie relevée consommée (kWh)					408	
Energie facturée consommée (kWh)					377	
PR_Attin_Camping Canteraine						
Energie relevée consommée (kWh)		9 163	13 439	13 408	12 167	-9,3%
Energie facturée consommée (kWh)	11 189	13 718	11 603	14 222	11 516	-19,0%
Temps de fonctionnement (h)		4 889	4 905	4 697		
PR_Attin_Margueritte						
Energie relevée consommée (kWh)		1 006	1 933	2 952	1 369	-53,6%
Energie facturée consommée (kWh)	2 962	1 145	1 708	2 966	1 268	-57,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 374	873	673	1 096	444	-59,5%
PR_Attin_RN 39						
Energie relevée consommée (kWh)		934	2 013	3 187	3 072	-3,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 818	1 453	1 770	3 569	2 931	-17,9%
Temps de fonctionnement (h)	730	474	658	1 147	1 170	2,0%
PR_Attin_Wood Stock(Antiquaire)						
Energie relevée consommée (kWh)		4 481	8 865	8 128	19 916	145,0%
Energie facturée consommée (kWh)	9 533	9 021	7 610	8 680	18 722	115,7%
Temps de fonctionnement (h)		3 675	3 681	2 982		
PR_Beaumerie Sant Martin_Marais (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)					1 527	
Energie facturée consommée (kWh)					1 502	
PR_Beutin_Mairie (NA)						
Energie facturée consommée (kWh)			124	360	354	-1,7%
PR_Beutin_Rue De La Cavée						
Energie relevée consommée (kWh)			368	404	564	39,6%
Energie facturée consommée (kWh)		188	350	404	533	31,9%
Temps de fonctionnement (h)			70	187	337	80,2%
PR_Camiers_Allée Des Colverts						
Energie relevée consommée (kWh)					3 719	
Energie facturée consommée (kWh)					3 683	
Temps de fonctionnement (h)					4 052	
PR_Camiers_Rue De La Planche						
Energie relevée consommée (kWh)					332	
Energie facturée consommée (kWh)					326	
Temps de fonctionnement (h)					121	
PR_Camiers_Allée Des Bouleaux						
Energie relevée consommée (kWh)					7 490	
Energie facturée consommée (kWh)					7 445	
Temps de fonctionnement (h)					6 538	
PR_Camiers_Boulevard Des Avocettes						
Energie relevée consommée (kWh)					910	
Energie facturée consommée (kWh)					884	
Temps de fonctionnement (h)					275	

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Camiers_Camping Sainte Cécile						
Energie relevée consommée (kWh)					7 782	
Energie facturée consommée (kWh)					7 708	
Temps de fonctionnement (h)					1 509	
PR_Camiers_Chemin Des Bateaux						
Energie relevée consommée (kWh)					15 610	
Energie facturée consommée (kWh)					14 851	
Temps de fonctionnement (h)					4 547	
PR_Camiers_Esplanade						
Energie relevée consommée (kWh)					10 419	
Energie facturée consommée (kWh)					10 214	
Temps de fonctionnement (h)					2 524	
PR_Camiers_Kennedy						
Energie relevée consommée (kWh)					3 062	
Energie facturée consommée (kWh)		0			3 062	
Temps de fonctionnement (h)					2 562	
PR_Camiers_La Poste						
Energie relevée consommée (kWh)					1 953	
Energie facturée consommée (kWh)					1 921	
Temps de fonctionnement (h)					681	
PR_Camiers_Les Rouards						
Energie relevée consommée (kWh)					20 544	
Energie facturée consommée (kWh)					20 325	
Temps de fonctionnement (h)					1 626	
PR_Camiers_Résidence Du Gai Logis						
Energie relevée consommée (kWh)					516	
Energie facturée consommée (kWh)					500	
Temps de fonctionnement (h)					86	
PR_Camiers_Résidence Des Chardonnerets						
Energie relevée consommée (kWh)					1 055	
Energie facturée consommée (kWh)					1 042	
Temps de fonctionnement (h)					423	
PR_Camiers_Résidence Les Maisons D'Opale						
Energie relevée consommée (kWh)					490	
Energie facturée consommée (kWh)					472	
Temps de fonctionnement (h)					11	
PR_Camiers_Rue Des Hortensias (Azalées)						
Energie relevée consommée (kWh)					1 293	
Energie facturée consommée (kWh)					1 274	
Temps de fonctionnement (h)					608	
PR_Camiers_Rue Des Sapins						
Energie relevée consommée (kWh)					826	
Energie facturée consommée (kWh)					818	
Temps de fonctionnement (h)					344	
PR_Camiers_Saint-Hubert 1						
Energie relevée consommée (kWh)					2 310	
Energie facturée consommée (kWh)					2 281	
Temps de fonctionnement (h)					420	

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Camiers_Saint-Hubert 2						
Temps de fonctionnement (h)					210	
PR_Camiers_Salle Des Sports						
Energie relevée consommée (kWh)					118	
Energie facturée consommée (kWh)					116	
Temps de fonctionnement (h)					12	
PR_Camiers_Val Des Sablons						
Energie facturée consommée (kWh)					52 050	
Temps de fonctionnement (h)					4 451	
PR_Campigneulles-Les-Petites_Résidence Ponthieu--CAMPIGNEULLES LES PE						
Energie relevée consommée (kWh)		923	1 562	2 074	1 294	-37,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 193	1 327	1 375	2 672	2 263	-15,3%
Temps de fonctionnement (h)	905	708	966	2 184	1 805	-17,4%
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Berck						
Energie relevée consommée (kWh)		6 180	10 301			
Energie facturée consommée (kWh)	1 362					
Temps de fonctionnement (h)	1 632	1 315	1 322	873	478	-45,2%
PR_Campigneulles-Les-Petites_Route De Sorrus						
Energie relevée consommée (kWh)		492	559	903	363	-59,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 111	876	559	944	482	-48,9%
Temps de fonctionnement (h)	705	757	311	810	408	-49,6%
PR_Campigneulles-les-Petites_Rue du Pizet (NA)						
Energie facturée consommée (kWh)					170	
PR_Cucq_Allée Daniel						
Energie relevée consommée (kWh)		436	493	528	283	-46,4%
Energie facturée consommée (kWh)	724	445	469	496	431	-13,1%
Temps de fonctionnement (h)	63	73	62	69	63	-8,7%
PR_Cucq_Allée Des Bouleaux						
Energie relevée consommée (kWh)	301	277	343	357		
Temps de fonctionnement (h)	42	36	36	50	31	-38,0%
PR_Cucq_Avenue Des Grillons						
Energie relevée consommée (kWh)	1 089	1 281	1 918	2 248	1 385	-38,4%
Energie facturée consommée (kWh)	1 176	1 321	1 828	2 054	1 968	-4,2%
Temps de fonctionnement (h)	216	349	436	756	886	17,2%
PR_Cucq_Avenue Des Sports (Mairie)						
Energie relevée consommée (kWh)		468	545	511	257	-49,7%
Energie facturée consommée (kWh)	479	529	517	447	415	-7,2%
Temps de fonctionnement (h)		15	11	22	80	263,6%
PR_Cucq_Boulevard de la Mer (WC Public Esplanade) (NA)						
Energie facturée consommée (kWh)					794	
PR_Cucq_Camping De La Mer						
Energie relevée consommée (kWh)	448	684	1 373	630	410	-34,9%
Energie facturée consommée (kWh)	516	752	1 308	619	606	-2,1%
Temps de fonctionnement (h)		573	503	103	212	105,8%
PR_Cucq_Impasse Bellevue						
Energie relevée consommée (kWh)	4 396	4 450	4 406	7 080	5 133	-27,5%
Energie facturée consommée (kWh)	2 956	4 547	4 085	6 192	6 975	12,6%
Temps de fonctionnement (h)	2 468	2 571	1 798	2 244	1 954	-12,9%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Cucq_Impasse Chemin Michel (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)		481	641	440	546	24,1%
Energie facturée consommée (kWh)	1 146	493	605	551	509	-7,6%
Temps de fonctionnement (h)		38	49	55	40	-27,3%
PR_Cucq_Impasse Duhamel						
Energie relevée consommée (kWh)		376	443	440	236	-46,4%
Energie facturée consommée (kWh)	0	382	422	409	360	-12,0%
Temps de fonctionnement (h)		113	91		39	
PR_Cucq_Ranch						
Energie relevée consommée (kWh)	39 979	30 428	32 007	48 240	40 750	-15,5%
Energie facturée consommée (kWh)	47 834	49 612	29 168	56 052	42 653	-23,9%
Temps de fonctionnement (h)	2 158	3 756	4 165	3 525	5 053	43,3%
PR_Cucq_Rendy 10						
Energie relevée consommée (kWh)	4 720	2 730	3 116	3 181	1 801	-43,4%
Energie facturée consommée (kWh)	5 362	3 187	2 874	2 686	2 538	-5,5%
Temps de fonctionnement (h)	749	84	57	62	44	-29,0%
PR_Cucq_Rendy 11						
Temps de fonctionnement (h)	30	35	28	38	20	-47,4%
PR_Cucq_Rendy 12						
Temps de fonctionnement (h)	196	521	89	62	405	553,2%
PR_Cucq_Rendy 13						
Temps de fonctionnement (h)	523	391	465	435	1 458	235,2%
PR_Cucq_Rendy 14						
Temps de fonctionnement (h)		159	250	183	100	-45,4%
PR_Cucq_Rendy 20						
Energie relevée consommée (kWh)	2 874	2 802	3 488	7 892		
Energie facturée consommée (kWh)	2 910	3 273	3 282	6 322	7 699	21,8%
Temps de fonctionnement (h)	50	186	190	180	95	-47,2%
PR_Cucq_Rendy 21						
Temps de fonctionnement (h)	22	23	22	53	30	-43,4%
PR_Cucq_Rendy 22						
Temps de fonctionnement (h)	79	75	97	109	99	-9,2%
PR_Cucq_Rendy 23						
Temps de fonctionnement (h)	108	71	85	624	1 041	66,8%
PR_Cucq_Rendy 24						
Temps de fonctionnement (h)	95	92	94	128	108	-15,6%
PR_Cucq_Rendy 25						
Temps de fonctionnement (h)	83	75	89	363	583	60,6%
PR_Cucq_Rendy 26						
Temps de fonctionnement (h)	35	36	49	73	42	-42,5%
PR_Cucq_Rendy 27						
Temps de fonctionnement (h)	17	16	19	23	16	-30,4%
PR_Cucq_Rendy 30-31						
Energie relevée consommée (kWh)	2 224	2 204	3 148	8 831	4 079	-53,8%
Energie facturée consommée (kWh)	2 058	2 590	2 705	7 658	3 813	-50,2%
Temps de fonctionnement (h)	225	237	3 379	1 428	310	-78,3%
PR_Cucq_Rendy 32-33						
Temps de fonctionnement (h)	139	135	177	300	232	-22,7%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Cucq_Rendy 34						
Temps de fonctionnement (h)	36	36	248	5 757	2 405	-58,2%
PR_Cucq_Rendy 35-36						
Temps de fonctionnement (h)	203	207	237	349	221	-36,7%
PR_Cucq_Rue Des Flaques						
Energie relevée consommée (kWh)	5 968	5 149	7 747	10 012	3 328	-66,8%
Energie facturée consommée (kWh)	5 088	5 829	7 120	8 743	5 821	-33,4%
Temps de fonctionnement (h)	4 640	2 940	4 436	4 562	3 002	-34,2%
PR_Cucq_Stella Greenwood 1						
Energie relevée consommée (kWh)	628	658	949	372	218	-41,4%
Energie facturée consommée (kWh)	683	688	911	362	346	-4,4%
Temps de fonctionnement (h)	105	128	528	12	6	-50,0%
PR_Cucq_Stella Greewood2						
Energie relevée consommée (kWh)	384	364	476	517		
Energie facturée consommée (kWh)	411	384	464	502	450	-10,4%
Temps de fonctionnement (h)	34	20	37	54	39	-27,8%
PR_Cucq_Stella Maris						
Energie relevée consommée (kWh)	647	1 068	1 227	1 528	1 782	16,6%
Energie facturée consommée (kWh)	678	1 115	1 192	1 383	1 771	28,1%
Temps de fonctionnement (h)	139	354	335	416	587	41,1%
PR_Cucq_Stella Pelouses						
Energie relevée consommée (kWh)	9 592	11 801	11 676	16 485	23 546	42,8%
Energie facturée consommée (kWh)	19 956	12 726	10 884	21 448	31 277	45,8%
Temps de fonctionnement (h)	1 904	1 835	2 165	2 786	8 441	203,0%
PR_Cucq_Stella Poste De Secours						
Energie facturée consommée (kWh)	44	54	66	48	646	1 245,8%
PR_Cucq_Stelle Place De L'Etoile						
Energie relevée consommée (kWh)	11 628	2 199	1 328	1 415	961	-32,1%
Energie facturée consommée (kWh)	0	2 219	1 284	1 416	1 414	-0,1%
Temps de fonctionnement (h)	3 420	627	252	258	291	12,8%
PR_Cucq_Tulipes						
Energie relevée consommée (kWh)	1 251	1 057	2 046	1 799	390	-78,3%
Energie facturée consommée (kWh)	1 322	1 215	1 838	1 581	632	-60,0%
Temps de fonctionnement (h)		250	905	961	233	-75,8%
PR_Ecuire_Marais						
Energie relevée consommée (kWh)		2 605	3 861	10 943	3 098	-71,7%
Energie facturée consommée (kWh)	3 834	5 648	3 371	13 709	11 882	-13,3%
Temps de fonctionnement (h)	881	849	552	2 078	2 244	8,0%
PR_Ecuire_Marcadée						
Energie relevée consommée (kWh)		343	629	534	276	-48,3%
Energie facturée consommée (kWh)	425	515	533	562	424	-24,6%
Temps de fonctionnement (h)	16	14	14	45	15	-66,7%
PR_Etaples Sur Mer_Armoise						
Energie relevée consommée (kWh)	171			169	166	-1,8%
Energie facturée consommée (kWh)	0	269	2 554	178	157	-11,8%
Temps de fonctionnement (h)	118	209	2 668	117	136	16,2%
PR_Etaples Sur Mer_Avenue de Rombly						
Temps de fonctionnement (h)	21	24	205	40	55	37,5%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Etaples Sur Mer_Bel Air						
Energie relevée consommée (kWh)	52 883	48 453	64 126	58 030	49 971	-13,9%
Energie facturée consommée (kWh)	61 273	61 495	61 479	64 428	50 675	-21,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	104	97	135	97	86	-11,3%
Volume pompé (m3)	506 116	498 038	475 511	600 461	580 609	-3,3%
Temps de fonctionnement (h)	2 848	2 606	3 256	2 706	2 242	-17,1%
PR_Etaples Sur Mer_Bigot						
Energie relevée consommée (kWh)	1 094	964	2 573	2 564	1 962	-23,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 308	1 406	2 096	2 544	3 263	28,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 076	724	1 428	833	1 042	25,1%
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 3 Dezoteux						
Energie relevée consommée (kWh)	8 210	5 314	7 366	3 342	5 274	57,8%
Energie facturée consommée (kWh)	6 092	6 295	6 815	7 507	9 344	24,5%
Temps de fonctionnement (h)	2 277	1 266	598	580	3 807	556,4%
PR_Etaples Sur Mer_Billet EU 5 Lefebvre						
Temps de fonctionnement (h)	1 052	716	2 135	1 601	2 046	27,8%
PR_Etaples Sur Mer_Camping Pinède						
Energie relevée consommée (kWh)	693	715	891	1 066	966	-9,4%
Energie facturée consommée (kWh)	583	779	793	1 141	953	-16,5%
Temps de fonctionnement (h)	195	162	234	366	330	-9,8%
PR_Etaples Sur Mer_Charles VIII						
Temps de fonctionnement (h)	85	83	100	112	80	-28,6%
PR_Etaples Sur Mer_Chemin Des Vaches						
Energie relevée consommée (kWh)	2 915	2 763	3 388	3 071	1 782	-42,0%
Energie facturée consommée (kWh)	2 745	3 082	3 105	3 212	2 633	-18,0%
Temps de fonctionnement (h)	435	406	525	538	522	-3,0%
PR_Etaples Sur Mer_Cimetière						
Energie relevée consommée (kWh)	978	840	885	962	647	-32,7%
Energie facturée consommée (kWh)	800	815	763	771		
Temps de fonctionnement (h)	654	537	400	492	586	19,1%
PR_Etaples Sur Mer_Collège						
Temps de fonctionnement (h)	24	18	35	31	36	16,1%
PR_Etaples Sur Mer_Domaine Des Près						
Energie relevée consommée (kWh)	568	420	630	1 009	1 208	19,7%
Energie facturée consommée (kWh)	713	477	569	1 015	1 092	7,6%
Temps de fonctionnement (h)	240	220	339	562	712	26,7%
PR_Etaples Sur Mer_Drifter						
Energie relevée consommée (kWh)	451	462		712	315	-55,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 280	0	763	898	484	-46,1%
Temps de fonctionnement (h)	122	136	248	282	167	-40,8%
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 1						
Energie relevée consommée (kWh)	850	607	3 543	807	1 101	36,4%
Energie facturée consommée (kWh)	899	679	3 368	1 243	1 090	-12,3%
Temps de fonctionnement (h)	321	108	177	133	129	-3,0%
PR_Etaples Sur Mer_Fosse Aux Lions 2						
Temps de fonctionnement (h)		108	177	134	129	-3,7%
PR_Etaples Sur Mer_Impasse Bel Air						
Energie relevée consommée (kWh)		251	353	307	186	-39,4%
Energie facturée consommée (kWh)	0	281	323	302	296	-2,0%
Temps de fonctionnement (h)		2	19	16		

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 1						
Temps de fonctionnement (h)		216	9	11	12	9,1%
PR_Etaples Sur Mer_Lotissement Communal 2						
Temps de fonctionnement (h)		500	46	54	79	46,3%
PR_Etaples Sur Mer_MDDL (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)		239	334	296	251	-15,2%
Energie facturée consommée (kWh)			308	274	231	-15,7%
Temps de fonctionnement (h)	2	5	19	5	3	-40,0%
PR_Etaples Sur Mer_Molières						
Energie relevée consommée (kWh)	308	281	415	459	256	-44,2%
Energie facturée consommée (kWh)	253	321	380	416	442	6,3%
Temps de fonctionnement (h)	103	89	200	104	91	-12,5%
PR_Etaples Sur Mer_Opalopolis (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)	376	371	626	498	198	-60,2%
Energie facturée consommée (kWh)	431	465	540	506	340	-32,8%
Temps de fonctionnement (h)	13	50	48	53	17	-67,9%
PR_Etaples Sur Mer_Palette						
Energie relevée consommée (kWh)	3 882	2 760	1 364	1 621	1 051	-35,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 570	3 006	1 364	1 241	2 188	76,3%
Temps de fonctionnement (h)	791	645	286	228	571	150,4%
PR_Etaples Sur Mer_Piscine EU (jeunes pains)						
Energie relevée consommée (kWh)	1 931	1 625	2 632	2 302	1 698	-26,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 912	1 919	2 415	2 289	2 339	2,2%
Temps de fonctionnement (h)	334	204	303	254	411	61,8%
PR_Etaples Sur Mer_Place Jeanne D'Arc						
Energie relevée consommée (kWh)	1 831	1 217	1 835	1 849	1 037	-43,9%
Energie facturée consommée (kWh)	1 752	1 414	1 567	2 043	1 556	-23,8%
Temps de fonctionnement (h)	870	573	851	946	871	-7,9%
PR_Etaples Sur Mer_Pont Rose						
Energie relevée consommée (kWh)	7 565	8 289	8 655	9 754	4 526	-53,6%
Energie facturée consommée (kWh)	6 435	8 704	8 655	11 987	7 258	-39,5%
Temps de fonctionnement (h)	3 355	3 164	3 912	4 185	3 157	-24,6%
PR_Etaples Sur Mer_Position						
Energie relevée consommée (kWh)	386	393	446	422	259	-38,6%
Energie facturée consommée (kWh)	421	428	430	407	408	0,2%
Temps de fonctionnement (h)	65	48	82	87	91	4,6%
PR_Etaples Sur Mer_Rue Tabarly						
Energie relevée consommée (kWh)	464	451			493	
Energie facturée consommée (kWh)					447	
Temps de fonctionnement (h)	0	0	0	0	5	100%
PR_Etaples Sur Mer_Ruelle Du Mont Levin						
Energie relevée consommée (kWh)	1 160	972	1 302	1 118	701	-37,3%
Energie facturée consommée (kWh)	1 212	1 113	1 175	1 198	1 032	-13,9%
Temps de fonctionnement (h)	288	65	85	87	113	29,9%
PR_Etaples Sur Mer_Services Techniques						
Energie relevée consommée (kWh)	8 764	2 586	3 554	4 805	3 193	-33,5%
Energie facturée consommée (kWh)	16 320	2 861	3 233	4 531	4 493	-0,8%
Temps de fonctionnement (h)	2 749	952	1 289	1 625	1 725	6,2%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Etaples Sur Mer_Tennis Avenue Des Oyats						
Temps de fonctionnement (h)	17	12	56	11	17	54,5%
PR_Etaples Sur Mer_Verdun (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)	1 275	2 559	3 843	3 198	5 163	61,4%
Energie facturée consommée (kWh)	1 798	2 515	3 560	3 517	4 207	19,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 117	1 580	7 862	2 538	5 695	124,4%
PR_Etaples Sur Mer_ZI Valigot						
Energie relevée consommée (kWh)	39 911	25 395	13 866	26 486	10 676	-59,7%
Energie facturée consommée (kWh)	27 380	27 020	12 487	22 194	18 172	-18,1%
Temps de fonctionnement (h)	3 121	2 097	1 319	2 050	2 009	-2,0%
PR_La-Madelaine-Sous-Montreuil_Robinson						
Energie facturée consommée (kWh)	1 898	2 162	2 323	4 343	3 776	-13,1%
Temps de fonctionnement (h)		809	1 031	1 787	1 655	-7,4%
PR_Le Touquet_Allée Des Mouettes						
Energie relevée consommée (kWh)	1 487	1 373	1 794	1 994	9 515	377,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 185	1 552	1 702	1 894	10 039	430,0%
Temps de fonctionnement (h)	633	400	517	682	3 889	470,2%
PR_Le Touquet_Artois (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)		2 402	2 469	1 394	1 292	-7,3%
Energie facturée consommée (kWh)	453	2 531	2 291	1 503	1 292	-14,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)		1 042	800	387	95	-75,5%
Volume pompé (m3)	2 500	2 306	3 088	3 599	13 651	279,3%
Temps de fonctionnement (h)	607	3 163	3 125	1 426	1 652	15,8%
PR_Le Touquet_Avenue De Picardie						
Energie relevée consommée (kWh)	17 948	16 939	19 128	28 649	9 035	-68,5%
Energie facturée consommée (kWh)	14 030	17 415	17 305	26 546	21 003	-20,9%
Temps de fonctionnement (h)	10 863	10 050	11 400	11 323	9 893	-12,6%
PR_Le Touquet_Avenue Des Mille Agrements						
Energie relevée consommée (kWh)	1 150	1 280	996	1 274	584	-54,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 246	1 305	906	1 234	990	-19,8%
Temps de fonctionnement (h)	562	965	223	442	328	-25,8%
PR_Le Touquet_Blériot						
Energie relevée consommée (kWh)	1 076	950	1 099	1 398	680	-51,4%
Energie facturée consommée (kWh)	1 076	1 082	998	1 278	1 356	6,1%
Temps de fonctionnement (h)	493	397	379	615	748	21,6%
PR_Le Touquet_Canche						
Energie relevée consommée (kWh)	67 697	59 999	58 381	71 488	59 389	-16,9%
Energie facturée consommée (kWh)	70 895	77 561	65 697	81 487	61 577	-24,4%
Temps de fonctionnement (h)	4 268	4 019	4 741	7 396	6 134	-17,1%
PR_Le Touquet_Casino Du Palais						
Energie relevée consommée (kWh)	6	0	0			
Energie facturée consommée (kWh)	19		0	0	0	0%
Temps de fonctionnement (h)	1 597	29	140	256	550	114,8%
PR_Le Touquet_Coop Artois						
Energie relevée consommée (kWh)		740	845	1 545	502	-67,5%
Energie facturée consommée (kWh)	0	729	793	1 419	1 031	-27,3%
Temps de fonctionnement (h)	194	194	204	475	350	-26,3%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Le Touquet_Dunes Au Loup (Centre Equestre)						
Energie relevée consommée (kWh)	4 212	6 764	5 108	2 739	21 193	673,7%
Energie facturée consommée (kWh)	3 509	6 809	4 886	17 648	21 573	22,2%
Temps de fonctionnement (h)	662	1 037	824	5 971	8 344	39,7%
PR_Le Touquet_Ferinel						
Energie relevée consommée (kWh)	3 252	3 129	5 170	4 041	3 626	-10,3%
Energie facturée consommée (kWh)	2 938	3 644	5 089	3 806	3 568	-6,3%
Temps de fonctionnement (h)	132	119	647	206	238	15,5%
PR_Le Touquet_Foyer Des Travailleurs						
Temps de fonctionnement (h)		1 568	2 932	4 326	479	-88,9%
PR_Le Touquet_François Godin						
Energie relevée consommée (kWh)	1 150	4 144	7 291	1 874	4 159	121,9%
Energie facturée consommée (kWh)	3 533	4 251	4 193	4 450	4 280	-3,8%
Temps de fonctionnement (h)	656	658	661	682	690	1,2%
PR_Le Touquet_Grand Hotel (Prise Temps Sec)						
Volume pompé (m3)	19 687	26 379	36 292	43 339	5 894	-86,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 309	3 069	3 742	2 533	371	-85,4%
PR_Le Touquet_Hameau Du Parc						
Energie relevée consommée (kWh)	2 847	2 679	3 163	9 486	4 547	-52,1%
Energie facturée consommée (kWh)	2 554	2 710	2 959	8 118	4 914	-39,5%
Temps de fonctionnement (h)	4 949	1 549	1 816	5 077	2 715	-46,5%
PR_Le Touquet_Hippocanche (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)				733	345	-52,9%
Energie facturée consommée (kWh)			128	733	562	-23,3%
PR_Le Touquet_Hippodrome						
Energie relevée consommée (kWh)	5 401	2 981	5 007	5 520	3 915	-29,1%
Energie facturée consommée (kWh)	7 068	3 183	5 007	5 588	3 784	-32,3%
Temps de fonctionnement (h)	4 036	1 628	2 448	3 492	2 486	-28,8%
PR_Le Touquet_Hippodrome Tir A L'Arc (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)		3 153	1 833	4 825	2 385	-50,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 489	3 171	1 790	4 999	2 365	-52,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)		74	111	189	72	-61,9%
Volume pompé (m3)	13 754	42 339	16 504	25 481	33 241	30,5%
Temps de fonctionnement (h)	770	3 256	1 522	5 967	2 246	-62,4%
PR_Le Touquet_Hippotel						
Energie relevée consommée (kWh)	2 672	2 112	1 878	1 141	593	-48,0%
Energie facturée consommée (kWh)	2 672	2 392	1 534	1 406	934	-33,6%
PR_Le Touquet_Jean Monnet						
Energie relevée consommée (kWh)		61 432	72 762			
PR_Le Touquet_Poste De Secours						
Energie relevée consommée (kWh)	540	425	729	407	824	102,5%
Energie facturée consommée (kWh)	510	403	729	421	913	116,9%
Temps de fonctionnement (h)	101	0	4	0	3	100%
PR_Le Touquet_Suffren (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)		683	1 022	900	536	-40,4%
Energie facturée consommée (kWh)	984	707	934	905	853	-5,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)		147	233	164	84	-48,8%
Volume pompé (m3)	5 519	4 657	4 385	5 480	6 371	16,3%
Temps de fonctionnement (h)	586	326	584	482	581	20,5%

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Le Touquet_18 Juin (Prise Temps Sec)						
Energie relevée consommée (kWh)		1 224	1 635	1 763	303	-82,8%
Energie facturée consommée (kWh)	971	1 283	1 413	2 046	458	-77,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)		95	130	65	33 651	51 670,8%
Volume pompé (m3)	7 896	12 942	12 608	27 011	9	-100,0%
Temps de fonctionnement (h)	653	860	1 195	1 805	0	-100,0%
PR_Lefaux_Rue D'Etaples (NA)						
Energie facturée consommée (kWh)					338	
Temps de fonctionnement (h)				4	30	650,0%
PR_Merlimont_Calvaire						
Energie relevée consommée (kWh)	85	165	512	276	198	-28,3%
Energie facturée consommée (kWh)	56	167	507	260	252	-3,1%
Temps de fonctionnement (h)	15	10	194	476	17	-96,4%
PR_Merlimont_Clos P.E. Damoye						
Energie relevée consommée (kWh)	188	211	285	312	238	-23,7%
Energie facturée consommée (kWh)	237	240	273	278	224	-19,4%
Temps de fonctionnement (h)	101	147	188	187	174	-7,0%
PR_Merlimont_Flandres						
Energie relevée consommée (kWh)	1 919	1 913	1 742	2 989	1 261	-57,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 431	2 173	1 647	2 362	2 398	1,5%
Temps de fonctionnement (h)	911	890	687	970	1 226	26,4%
PR_Merlimont_Green						
Energie relevée consommée (kWh)	8 019	8 597	8 208	13 505	6 269	-53,6%
Energie facturée consommée (kWh)	7 593	9 537	7 920	10 294	11 886	15,5%
Temps de fonctionnement (h)	2 303	2 510	2 402	1 995	3 747	87,8%
PR_Merlimont_Plaine Bouchart						
Energie relevée consommée (kWh)			1 072	3 139	897	-71,4%
Energie facturée consommée (kWh)		281	838	1 851	915	-50,6%
Temps de fonctionnement (h)			513	1 700	598	-64,8%
PR_Merlimont_Poste De Secours						
Energie relevée consommée (kWh)	119	113	164	7 008	1 953	-72,1%
Energie facturée consommée (kWh)	59	128	158	5 701	3 312	-41,9%
Temps de fonctionnement (h)	4	4	20	4 675	5 254	12,4%
PR_Merlimont_Près Collinot						
Energie relevée consommée (kWh)			873	2 395	1 096	-54,2%
Energie facturée consommée (kWh)		293	1 026	2 505	1 039	-58,5%
Temps de fonctionnement (h)			743	2 281	972	-57,4%
PR_Merlimont_Résidence le Petit Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)	1 218	912	1 116	1 380	636	-53,9%
Energie facturée consommée (kWh)					978	
Temps de fonctionnement (h)	631	571	691	763	665	-12,8%
PR_Merlimont_Rue Daubrege						
Energie relevée consommée (kWh)	3 760	3 398	5 411	9 541	3 972	-58,4%
Energie facturée consommée (kWh)	4 370	3 849	5 234	8 095	6 574	-18,8%
Temps de fonctionnement (h)	1 008	954	2 126	3 123	2 688	-13,9%
PR_Merlimont_Rue Des Près Morus						
Energie relevée consommée (kWh)		1 743	2 278	3 166	1 111	-64,9%
Energie facturée consommée (kWh)	858	1 995	2 202	2 685	1 937	-27,9%
Temps de fonctionnement (h)		525	653	1 022		

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_Merlimont_Ruisseau						
Energie relevée consommée (kWh)	6 898	7 242	7 371	13 835	5 312	-61,6%
Energie facturée consommée (kWh)	8 132	8 026	7 129	10 102	11 701	15,8%
Temps de fonctionnement (h)	1 128	1 188	1 198	1 656	1 834	10,7%
PR_Montreuil-Sur-Mer_La Baconniere						
Volume pompé (m3)				15 725	15 821	0,6%
Temps de fonctionnement (h)		27	47			
PR_Montreuil-Sur-Mer_Preaux						
Energie relevée consommée (kWh)	4 974	4 514	3 719	5 536	1 875	-66,1%
Energie facturée consommée (kWh)	4 974	6 424	2 858	6 176	7 965	29,0%
Temps de fonctionnement (h)	3 144	4 063	1 782	3 436	4 744	38,1%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Saint-Gengoult						
Energie relevée consommée (kWh)	31 866	18 105	34 995	34 472	28 829	-16,4%
Energie facturée consommée (kWh)	31 866	28 758	31 430	35 769	31 649	-11,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)				77	71	-7,8%
Volume pompé (m3)				446 273	406 390	-8,9%
Temps de fonctionnement (h)	7 795	6 052	7 287	7 360	6 773	-8,0%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Thorin						
Energie relevée consommée (kWh)	22 447	13 073	25 091	20 216	3 619	-82,1%
Energie facturée consommée (kWh)	22 447	16 633	22 979	19 988	8 633	-56,8%
Temps de fonctionnement (h)	9 480	8 147	11 476	10 169	4 186	-58,8%
PR_Montreuil-Sur-Mer_Ucaco						
Energie relevée consommée (kWh)	24 723	18 937	35 774	35 675	16 797	-52,9%
Energie facturée consommée (kWh)	24 723	26 009	30 551	35 264	32 304	-8,4%
Temps de fonctionnement (h)		5 201	6 484	6 101	6 058	-0,7%
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Chartreuse						
Energie relevée consommée (kWh)		1 272	2 121	3 263	1 502	-54,0%
Energie facturée consommée (kWh)	33 220	2 890	1 968	3 242	1 869	-42,4%
Temps de fonctionnement (h)	12 812	489	462	879	105	-88,1%
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Rond Point						
Energie relevée consommée (kWh)		0	4 644	2 263	6 774	199,3%
Energie facturée consommée (kWh)	3 024	47 547	4 096	2 995	6 849	128,7%
Temps de fonctionnement (h)		1 620	2 009	1 160		
PR_Neuville-Sous-Montreuil_Route De Boulogne						
Energie relevée consommée (kWh)		563	865	730	414	-43,3%
Energie facturée consommée (kWh)	712	786	776	728	938	28,8%
Temps de fonctionnement (h)		195	249	373	184	-50,7%
PR_Sorris_Champs Fleuris						
Energie relevée consommée (kWh)		11 390	22 511	14 942	8 672	-42,0%
Energie facturée consommée (kWh)	12 878	15 033	19 912	14 957	13 765	-8,0%
Temps de fonctionnement (h)	2 265	2 059	2 733	2 241	1 994	-11,0%
PR_Sorris_Impasse Des Fossettes						
Energie relevée consommée (kWh)		1 617	3 293	3 445	1 641	-52,4%
Energie facturée consommée (kWh)	2 778	2 456	2 883	3 446	2 672	-22,5%
Temps de fonctionnement (h)	321	682	775	863	714	-17,3%

(NA) ouvrage non avenant au contrat mais d'ores et déjà exploité par Veolia.

6.5 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2024 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Véolia Eau CGE au sein de la Région Hauts de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 57 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Véolia Eau CGE a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- ◆ pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- ◆ pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022, 5,35% pour l'année 2023 et 5,30% pour les investissements réalisés en 2024.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2024 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2024 au titre de l'exercice 2023.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ◆ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ◆ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2024 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6 Assurances

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- **Assurance de dommages aux biens** : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur <https://afnor.org>, fait foi en tant que tel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://afnor.org>, stands as evidence that the company is certified. **Accréditation COFRAC n° 45531** Certification de Systèmes de Management. Pour en savoir plus, voir <https://afnor.org>. **COFRAC** accréditation n° 45531: Management System Certification. Seule consultable en <https://afnor.org>. **AFNOR** est une marque déposée. **AFNOR** is a registered trademark. ©2017 AFNOR 11-07-2022

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en l'absence de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available on www.afnor.org, stands as evidence in the absence of the certification of the organization.
Certificat accrédité n° 42001 Management System Certification. Source accréditée sur www.cofrac.fr.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. ©2017 AFNOR. 11-07-2017

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.8 Actualité réglementaire 2024

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Données essentielles à publier

Deux arrêtés publiés le 22 mars 2024 ont modifié ceux du 22 décembre 2022 relatifs respectivement aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession. Ils ont pour objet d'étendre le régime de déclaration des données essentielles aux actes d'exécution, pris après le 1er janvier 2024, relatifs aux marchés publics notifiés et aux contrats de concession conclus avant cette date.

Dans leur version antérieure, les arrêtés du 22 décembre 2022 ne soumettaient pas au nouveau régime des données essentielles les actes d'exécutions relatifs aux contrats de la commande publique notifiés ou conclus après le 1er janvier 2024. Dès lors, ces actes d'exécution restaient soumis au régime fixé par le précédent arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, posant par là même des difficultés pratiques et techniques.

Afin de remédier à ces difficultés, les arrêtés du 18 mars 2024 précisent que les données essentielles relatives aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications (pour les marchés publics), et aux modifications et aux données d'exécution (pour les contrats de concession) des contrats de la commande publique notifiés ou conclus avant le 1^{er} janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022 susmentionnés. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mai.

- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404396A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404387A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

Seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT

Cette exception pour les marchés de travaux de moins de 100 000 €, instaurée par un décret en date du 28 décembre 2022, devait prendre fin au 31 décembre 2024. Le décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 proroge cette exception jusqu'au 31 décembre 2025.

Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Toutefois, les acheteurs bénéficiant de cette exception ont toujours l'obligation de veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Simplification du droit de la commande publique

Le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, publié au Journal officiel du 31 décembre 2024, apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics, notamment :

- Les conditions de constitution et de modification de la composition de groupement dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue sont précisées (2142-3 du CCP) et rendues possibles sous réserve de :
 - de disposer des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
 - de ne pas porter atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
- Il relève de 10 % à 20 % (3114-5 du CCP) la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession. Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise (2191-33 du CCP). Enfin, il intègre les mesures réglementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne).

Services publics locaux

Modifications de principales instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales au 1er janvier 2025

Les instructions budgétaires et comptables M4 et M57 ont été modifiées à compter du 1er janvier 2025 en particulier pour tenir compte de la réforme des redevances des Agences de l'eau par un arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux et arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs. Les modifications portent en particulier sur la création de nouveaux comptes de redevances eau et assainissement

Etablissement des budgets verts locaux

Conformément à l'article 191 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023, les collectivités doivent présenter un état annexé au compte administratif ou au compte financier unique intitulé "Impact du budget pour la transition écologique" pour les budgets principaux et les budgets annexes soumis aux instructions budgétaire et comptables M57 et M4 pour les collectivités et leurs groupements de plus de 3 500 habitants. Le décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 précise les modalités de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi, à partir de l'exercice 2024 la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour certaines dépenses comme par exemple les réseaux de voirie, installations de voirie. Dès l'exercice 2025, la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour toutes les dépenses réelles d'investissement (sauf annuités d'emprunt à l'exception de celles liées à la part investissements des marchés de partenariat).

Les objectifs de transition écologique correspondent aux 6 axes suivants : atténuation du changement climatique ; adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ; gestion des ressources en eau ; transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ; prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ; préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1er janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Gestion quantitative de la ressource en eau et recours aux eaux non-conventionnelles

Dans la continuité du Plan Eau adopté fin mars 2023, plusieurs instructions et arrêtés sont venus préciser durant l'année 2024 les modalités de gestion quantitative et de partage de la ressource en eau.

- L'instruction du 18 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau a été publiée le 8 janvier 2024. Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau. En particulier, elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre hydrique, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin. Elle détaille la nécessaire articulation

entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (SAGE, PTGE, etc.) pour atteindre le retour à l'équilibre.

- L'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 (BO du 9 juillet 2024) précise les actions du Plan Eau, parmi les 53 mesures de ce plan, qui doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. Aussi l'objet de cette instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
- L'arrêté du 3 juillet 2024 (JO du 6 juillet 2024) modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
- Le décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 (JO du 4 décembre 2024) révisé les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage). Créé par la loi sur l'eau de 1992, cet outil de planification essentiel à la gestion locale de l'eau est adapté par ce décret pour répondre aux nouveaux enjeux, notamment du changement climatique et aux épisodes de rareté de la ressource en eau. Ce décret vise à accélérer l'élaboration des SAGE en resserrant, notamment, les liens entre le SAGE et les documents d'urbanisme et les trajectoires des prélèvements sur un territoire.

D'autre part, le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024** (JO du 25 janvier 2024) puis **le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024** (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024** (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

Révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

Repérage de l'amiante avant travaux

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

Cet arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Ce texte parachève le corpus réglementaire lié au risque amiante également actualisé par différentes publications et recommandations.

Nous attirons notamment votre attention sur une publication en 2024 par l'INRS de mesures de l'empoussièrement en amiante généré par la technique d'hydrocurage. Il s'en est suivi de nouvelles préconisations de prévention qui impacteront les services d'assainissement.

Travaux à proximité des réseaux

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Par une décision du 30 janvier 2024 (BO du 17 février 2024), le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement a vu ses annexes complétées de nouvelles fiches techniques.

L'arrêté du 7 mai 2024 (JO du 22 mai 2024) est venu fixer fixe, pour l'année 2024, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Ineris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Trois arrêtés en date du 5 juillet 2024 ont été publiés au JO du 7 juillet 2024 :

- un premier arrêté précise les normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension ;
- un second arrêté porte sur les conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail ;
- le troisième arrêté porte spécifiquement sur la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

Protection et surveillance des masses d'eau

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique. En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues.

A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE)

Par ailleurs, un avis publié au JO du 6 octobre 2024 est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2023. Cet avis liste les méthodes analytiques, et les normes associées, des couples « élément de qualité biologique - méthode » à appliquer ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

Transition énergétique & environnementale

Autorisation environnementale

Promulguée en octobre 2023, la loi Industrie verte vise à accélérer la réindustrialisation du pays, dans le respect de l'environnement. Afin de traduire cette ambition, deux décrets ont été pris en application de cette loi pour accélérer la libération de foncier industriel et l'implantation de nouvelles usines, notamment via la réduction des délais d'examen des demandes d'autorisation environnementale. Une instruction ministérielle est venue compléter ultérieurement le dispositif mis en place.

Le décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024 permet tout d'abord la mise en œuvre des accélérations de certaines procédures d'urbanisme ou environnementales pour des projets industriels stratégiques. Plus précisément :

- Il définit la liste des secteurs des technologies favorables au développement durable pour lesquels les projets industriels sont rendus explicitement éligibles à la procédure de déclaration de projet prévue par l'article L.300-6 du code de l'urbanisme. Ainsi, parmi ces secteurs, est mentionné celui des technologies de décarbonation du bâtiment, celui des technologies de production, de réseau et de stockage de l'énergie bas-carbone ou encore celui du recyclage des déchets de matériaux.
- Il détaille les informations à fournir pour se voir reconnaître de manière anticipée la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour des projets industriels visés par une déclaration d'utilité publique, identifiés par décret comme projet d'intérêt national majeur (PINM) ou faisant l'objet d'une déclaration de projet au sens du code de l'urbanisme.
- Enfin, le décret précise que le préfet sera l'autorité compétente pour autoriser les travaux, installations, constructions et aménagement d'un projet industriel qualifié par décret de projet d'intérêt national majeur pour la transition écologique ou la souveraineté nationale (article R* 422-2 i) du code de l'urbanisme).

Ensuite, **le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024** permet, à travers des dispositions clés, de réduire les délais d'implantation industrielle et de favoriser la libération de fonciers industriels. Plus précisément :

- Il accélère l'examen des demandes d'autorisation environnementale. En application du nouvel article L. 181-10-1 du code de l'environnement dans sa rédaction issue de la Loi Industrie Verte, la phase d'enquête publique est, sauf exception, remplacée par une procédure de consultation du public parallélisée menée sous le contrôle du commissaire enquêteur. Cette consultation est désormais réalisée en parallèle de la phase d'examen de la demande par les services de l'Etat durant une période de 3 mois (portée à 4 mois lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis), là où ces deux étapes étaient précédemment conduites de manière successive sur une durée de 7 à 8 mois. D'autres délais de procédure sont par ailleurs raccourcis. A titre d'exemple, le pétitionnaire ne disposera plus que de 5 jours pour formuler des observations sur les remarques et propositions du public, contre les 15 jours prévus dans le cadre actuel de l'enquête publique. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 22 octobre 2024 et sont applicables aux demandes déposées à compter de cette date.
- Il améliore la gestion des cessations d'activité ICPE. Tout d'abord, le texte précise les conditions permettant à un exploitant, dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022, de bénéficier de la nouvelle procédure de cessation d'activité introduite par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (« Loi ASAP »). Le décret apporte également des précisions substantielles quant au contenu du mémoire de réhabilitation que l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet. A ce titre, le traitement des sources de pollutions et des pollutions concentrées est rendu obligatoire (sauf dérogation encadrée), là où cette pratique relevait jusqu'ici de la simple recommandation issue de la Méthodologie

nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Le décret modifie en outre l'ensemble des articles du code de l'environnement relatifs à la procédure de tiers demandeur afin, entre autres, de faciliter sa substitution à l'exploitant pour la mise en sécurité du site (en plus de sa réhabilitation). Le texte prévoit aussi le renforcement des exigences de garanties financières à constituer pour le tiers demandeur et ouvre la possibilité aux collectivités d'être leur propre assureur lorsqu'elles interviennent en tant que tiers demandeur. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2024.

Enfin, **l'instruction ministérielle du 28 octobre 2024** (TECL2428215C) précise les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale, telle que réformée par la loi Industrie verte et le décret d'application n°2024-742 susvisé. En particulier :

- L'instruction rappelle le premier objectif qui est de réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. Aussi, la nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (lota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais menées de concert, dès lors que le dossier est complet et régulier. Dans ce contexte, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale doit être menée dans un délai raisonnable (le texte précise que cette vérification n'est pas une instruction approfondie).
- Le second objectif est de consolider la participation du public. La nouvelle procédure (qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique) permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure. L'instruction rappelle, à ce titre, qu'il n'était auparavant consulté qu'en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités. Cette participation sera majoritairement dématérialisée, mais deux réunions publiques d'échanges (une d'ouverture et une de clôture) avec le porteur de projet doivent obligatoirement être organisées en présentiel. Une étroite collaboration du pétitionnaire est ainsi recommandée avec le commissaire enquêteur en appui à l'organisation de cette consultation. On relèvera à cet égard un arrêté du 18 novembre 2024 relatif aux caractéristiques du site internet prévu à l'article R. 181-36 du code de l'environnement, qui détermine les exigences du site internet dédié à la consultation publique de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale.
- Un autre objectif affiché est celui d'améliorer la qualité des dossiers déposés. "Des dossiers de bonne qualité permettent une rapidité d'instruction et évitent de solliciter plusieurs fois les services de l'État au fil de compléments qui seraient nécessaires", explique l'instruction. L'instruction précise également que les dossiers doivent être proportionnés aux enjeux et, donc, ne comprendre que les informations nécessaires pour évaluer et justifier la prise en compte des enjeux. Le caractère synthétique des pièces permettrait ainsi de faciliter leur intelligibilité et favoriserait l'efficacité collective recherchée par la réforme.

Evaluation environnementale

Le décret n°2024-529 du 10 juin 2024 *portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets* a principalement pour objet d'augmenter les seuils à partir desquels certains projets, notamment les projets d'élevages intensifs, sont soumis à une obligation d'évaluation environnementale systématique. Aussi, en dessous des nouveaux seuils fixés, les projets d'élevages intensifs seront soumis à évaluation

environnementale, non plus systématiquement, mais au cas par cas. A noter également que le décret apporte quelques adaptations d'articles du code de l'environnement concernant l'autorisation environnementale et les ICPE. Ces évolutions ont été rendues applicables aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ont été saisies à compter du 11 juin 2024.

Lutte contre les atteintes environnementales

Dans un contexte où les atteintes à l'environnement se multiplient, les pouvoirs publics entendent renforcer leur action en mettant en place des contrôles diligents et ciblés pour garantir le respect des réglementations environnementales, avec pour objectif une protection plus efficace des écosystèmes et de la biodiversité.

En ce sens, l'instruction du 2 janvier 2024 (TREL2328462J) précise la nouvelle stratégie nationale de contrôle en matière de police de l'eau et de la nature ("SNCPEN"). Elle abroge ainsi la note technique du 22 août 2017 qui fixait, jusqu'à présent, la doctrine de l'Administration sur le sujet.

Cette instruction fait suite à la mise en place, par un décret du 13 septembre 2023, de comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN) et de missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN) dans chaque département. L'institutionnalisation de ces instances, éclairée par une précédente instruction en date du 16 septembre 2023, vise à favoriser les échanges d'informations entre les autorités administratives et judiciaires, puis leur exploitation.

Pour l'essentiel, le nouveau texte vient :

- clarifier le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature,
- préciser la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus, et
- définir le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.

Par ailleurs, au niveau européen, une nouvelle directive sur la protection de l'environnement par le droit pénal est entrée en vigueur le 11 avril 2024, aux termes d'un long processus de révision. Elle vient remplacer la directive initiale adoptée en 2008, laquelle s'était révélée peu effective en pratique dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. Pour l'essentiel :

- Le texte fait passer de neuf à vingt le nombre de comportements illicites et intentionnels, constitutifs d'infractions, que les États membres doivent intégrer dans leur corpus législatif. On notera, parmi les nouvelles infractions, "le captage et l'exploitation illégale des ressources en eau susceptible de causer des dommages substantiels à l'état écologique des masses d'eau".
- Le texte n'impose pas aux États membres la mise en place d'un crime d'écocide mais introduit «une infraction qualifiée» dans l'hypothèse où les comportements infractionnels entraîneraient : i) La destruction d'un écosystème d'une taille ou valeur considérable ou d'un habitat au sein d'un site protégé, ou des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables ; ii) Des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
- S'agissant des sanctions pénales apportées aux infractions environnementales, le texte précise et durcit les sanctions. De fait, plusieurs sanctions principales et complémentaires sont détaillées et des sanctions minimales en matière d'emprisonnement sont instituées. A ces peines s'ajoutent, pour les personnes morales, des amendes dont le montant est proportionné à la gravité du comportement et à la situation financière de la personne

morale concernée, dont le texte prévoit toutefois un montant minimal à mettre en place par les États.

La nouvelle directive européenne devra être transposée dans les législations nationales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne d'ici le 21 mai 2026. On soulignera, à cet égard, que le droit de l'environnement français contient déjà plusieurs dispositions répressives qui rappellent les infractions mises en place par le nouveau texte. En particulier, depuis la loi « *Climat et résilience* », l'article L. 231-3 du Code de l'environnement prévoit le délit d'écocide lorsque la pollution illégale des milieux marins ou aériens, qui entraîne des effets nuisibles graves et durables sur la santé, la flore ou la faune, est commise de façon intentionnelle.

ICPE

Face à l'importance de la sinistralité dans les installations de gestion des déchets, le ministère de la Transition écologique a renforcé les prescriptions en matière de prévention des incendies en prenant une succession d'arrêtés fin 2023 (pour les installations soumises au régime de l'enregistrement et les installations soumises à autorisation) et début 2024 (pour les installations soumises à déclaration).

Ainsi, l'arrêté du 8 janvier 2024 (TREP2330764A), qui modifie les prescriptions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration, s'inscrit dans cette volonté de réforme.

En premier lieu, le nouveau texte modifie :

- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Au sein de ces arrêtés, il introduit des exigences, applicables à compter du 1er janvier 2025, en ce qui concerne le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. A ce titre, il prévoit que ces déchets susceptibles de contenir des batteries au lithium doivent être séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.

En second lieu, il modifie :

- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°s 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718.

Les modifications consistent à introduire de nouvelles exigences qui seront mises en place progressivement (certains entrèrent en vigueur en juillet 2024, d'autres en janvier 2025, et les dernières en janvier 2026). Parmi les exigences à mettre en œuvre le plus tôt possible, on notera l'obligation pour l'exploitant de réaliser et tenir à jour un plan de défense contre l'incendie dont le texte fixe le contenu minimum. De même, il doit organiser un exercice de défense contre l'incendie, lequel doit être renouvelé au moins tous les trois ans.

Notons qu'un arrêté du 4 juin 2024 (TREP2412145A) a ultérieurement corrigé certaines incohérences et erreurs rédactionnelles introduites par les textes de fin 2023 et début 2024.

IOTA

Par un arrêté du 3 juillet 2024 (TREL2418343A), le Gouvernement a simplifié les conditions de création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare. En effet, le nouveau texte modifie la rédaction de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Pour rappel, la création de plans d'eau, permanents ou non est soumise : soit à un régime d'autorisation pour les plans d'eau dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; soit à un régime de déclaration pour ceux dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha. Lorsque la création d'un plan d'eau est prévue en zone humide, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 prévoit des conditions spécifiques :

- La création du plan d'eau répond à un intérêt général majeur ou les bénéfices escomptés du projet en matière de santé humaine, de maintien de la sécurité pour les personnes ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société liés à la préservation des fonctions de la zone humide, modifiées, altérées ou détruites par le projet ;
- Les objectifs bénéfiques poursuivis par le projet ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens constituant une option environnementale sensiblement meilleure ;
- Les mesures de réduction et de compensation de l'impact qui ne peut pas être évité, sont prises en visant la plus grande efficacité.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 s'appliquait à tous les plans d'eau en zone humide. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 ne s'applique qu'aux plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est supérieure ou égale au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, soit un hectare. Par conséquent, la création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare demeure soumise à déclaration mais n'est plus soumise au respect des conditions de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021.

Encadrement des émissions chimiques

Dans une communication publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2024, la Commission européenne est venue préciser les critères et les principes directeurs de la notion "d'utilisations essentielles" d'une substance chimique. Ces critères permettent d'évaluer s'il est justifié, d'un point de vue sociétal, d'utiliser les substances les plus nocives. Dans les cas où l'utilisation est nécessaire pour la santé et/ou la sécurité et/ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas de solutions de remplacement acceptables, une substance chimique peut continuer à être utilisée à cette fin pendant un certain temps, précise ainsi l'exécutif européen.

Par ailleurs, en France, les PFAS restent au cœur des préoccupations sanitaires et environnementales :

- L'arrêté du 31 octobre 2024 (TECP2429403A) a introduit de nouvelles exigences en matière d'analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques de certaines installations de traitement de déchets. Ses dispositions sont entrées en vigueur le 11 novembre 2024. L'arrêté concerne les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation au titre des rubriques: 2770 (Traitement thermique de déchets dangereux) ; 2771 (Traitement thermique de déchets non dangereux); 2971 (Production d'énergie à partir de déchets non dangereux préparés) ; 3520 (Incinération ou co-incinération de déchets). Les exploitants des installations précitées doivent désormais réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses portant sur 49 substances PFAS spécifiquement listées. *"Cette action vise à vérifier que l'incinération permet bien la destruction des substances PFAS contenues dans les déchets, et améliorer les connaissances globales sur la thermodégradation des PFAS"*, précisait le ministère de la Transition écologique lors de la mise en consultation publique du texte. Ces prélèvements et analyses sont encadrés (réalisation par des organismes accrédités, respect d'une certaine durée, etc.) et les délais de réalisation des campagnes de prélèvement varient en fonction du type d'installations (de fin octobre 2025 pour certaines, à avril 2028 pour d'autres). Les exploitants devront ensuite transmettre les résultats commentés de la campagne de prélèvements et d'analyses ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées (article 6).

Par ailleurs, l'instruction ministérielle du 3 décembre 2024 (TCEP2421014) a défini les actions nationales 2025 de l'inspection des installations classées, qui sont au nombre de cinq : libération du foncier industriel, maîtrise des risques accidentels, installations de combustion, lutte contre le trafic de déchets et plan d'action interministériel « PFAS ».

S'agissant plus particulièrement du plan d'action interministériel "PFAS", sont ciblées les actions suivantes:

- Concernant les rejets aqueux industriels : les exploitants d'ICPE doivent, dans la continuité de l'action nationale 2024, définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS dans les rejets aqueux industriels, et l'inspection devra en contrôler la bonne mise en œuvre.
- Concernant les mousses anti-incendie : l'inspection devra aussi se pencher sur les restrictions d'utilisation dans les mousses anti-incendie. L'action visera également à contrôler l'application des restrictions d'utilisation dans les émulseurs de certains composés de la famille des PFAS en vertu des règlements (UE) 2019/2021 sur les polluants organiques persistants (dit « POP ») et REACH.
- Concernant les boues des stations d'épuration des ICPE : l'action engagera également le suivi de la quantité de PFAS, pour les substances pour lesquelles une méthodologie de mesure est reconnue à date, présente dans les boues des stations d'épuration des ICPE et qui sont épandues comme matière fertilisante dans le cadre d'un plan d'épandage. L'objectif de 20 mesures au niveau national sera décliné en fonction de la répartition géographique des installations concernées.

6.9 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de

6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com